MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

#Explor'ables

Les récits de l'effondrement

Alice CANABATE

2020

SOMMAIRE

Préambule : cadrage et visée du rapport **5**
Introduction : Un sujet d'actualité(s) **7**

LE MONDE ET SES LIMITES **11**

I. L'Ecologie et la question des limites : objet du dilemne 11
A) Une démarginalisation de la pensée des catastrophes 11
B) Effondrement(s) et collapsologie 12
C) Anthropocène, Grande accélération : les autres noms de l'effondrement 14
D) Les limites planétaires ou l'actualisation de la question des seuils 14
E) La question du dépassement: intégrée ou banalisée ? 16

II. Affects et représentations : ce que *produit* le récit de l'effondrement 17
A) Les émotions de la crise écologique 17
B) Les publics, les acteurs, les réseaux du déclinisme 19
C) Les critiques du récit de l'effondrement 21
D) Les représentations vertueuses de la théorie de l'effondrement 23

LE MONDE ET SES A-VENIRS **25**

III. La « bataille des imaginaires » 25
A) Les fonctions d'un récit 25
B) Le storytelling et ses écueils 26
C) La puissance politique des imaginaires 27
D) La question des « futurs souhaités » 29
E) Derrière les récits : des visions 30

IV. La puissance publique face aux a-venirs : la difficile modélisation du pire 33
A) La difficulté du changement de régime 33
B) Anticipation et précaution : un divorce consommé ? 34
C) La puissance publique face à elle-même : quelles représentations ? 36
D) Gestion des inquiétudes et agentivité 37
E) Quelles ressources pour fabriquer demain ? 39

Conclusion : Une grande transition intégrant le délai? **44**

ANNEXES **47**

Annexe 1. Sondage IFOP/ Fondation Jean Jaurès « collapsologie » Novembre 2019 47
Annexe 2. Rapport UICN 2017- Extinction des espèces 50
Annexe 3. Données sur l'Anthropocène 51
Annexe 4. Données sur les limites planétaires 53
Annexe 5. Données sur la Collapsologie 56
Annexe 6. Le mouvement des « villes en transition » 60
Annexe 7. Régimes d'énonciation et matrices du futur 61

#Explor'ables

Le Commissariat général au développement durable du ministère de la Transition écologique a souhaité mettre en place fin 2017, un dispositif expérimental de veille et d'exploration des nouvelles dynamiques de transition déjà à l'œuvre dans la société française, dont il faisait l'hypothèse que certaines auront de forts impacts sur l'action publique et nécessiteront une transformation des politiques et des pratiques administratives notamment.

Des explorations ont été menées sur les sujets tels que la justice climatique, les tiers lieux, la transformation des organisations, les nouveaux cadres d'apprentissage et les récits collectifs à travers diverses approches méthodologiques :

- De la production de connaissances sur les sujets, pour mieux les comprendre et les appréhender avec la réalisation d'un rapport ;
- De l'organisation de débats de controverse sur les différents sujets ;
- De la détection et la valorisation de pratiques en faveur des transitions, pour s'en inspirer et changer d'échelle.

L'équipe Explor'ables a pour cela mobilisé une communauté d'acteurs métissée et hybride : cette communauté est composée d'explorateurs aux profils divers, de parcours et d'horizons variés, curieux et attentifs à la transformation du monde, des défricheurs de faits porteurs d'avenir, des explorateurs de nouveaux mondes, des acteurs souhaitant s'engager et participer, à titre individuel ou collectif, à la transition écologique et solidaire, des acteurs de terrain comme des représentants nationaux désirant contribuer au mouvement de la transition. Ce métissage est en outre la garantie d'un éclairage multiple, et de fait sans doute plus juste, sur la complexité de ces transformations ; cette hybridation est la garantie de la richesse et de l'intérêt du dispositif par la fertilisation croisée de points de vue et de regards pluriels qu'elle permet.

De juin 2019 à mars 2020, Explor'ables a engagé trois explorations thématiques autour de la thématique commune des « transformations » :
- Transformation des organisations
- Transformation des individus par les apprentissages
- Transformation socioculturelle par les récits.

Ce rapport s'inscrit dans cette dernière exploration pilotée par Florence Drouy.

« Le récit ne fait pas voir, il n'imite pas; la passion qui peut nous enflammer à la lecture d'un roman n'est pas celle d'une «vision» - en fait, nous ne «voyons» rien -, c'est celle du sens, c'est-à-dire d'un ordre supérieur de la relation, qui possède, lui aussi, ses émotions, ses espoirs, ses menaces, ses triomphes[1]».

Roland Barthes.

« Il faut fonder le concept de progrès sur l'idée de la catastrophe. Que "les choses continuent comme avant", voilà *la catastrophe*[2] *»*

Walter Benjamin.

[1] Barthes Roland. Introduction à l'analyse structurale des récits, *Communications*, 8, 1966. p.27
[2] Walter Benjamin, (1982) *Le livre des passages, Cerf, Paris, 1993 (trad),* p. 491

Préambule : cadrage et visée du rapport

Nous assistons aujourd'hui à une écologisation « tendancielle[3] » de la société. Des sensibilités pour les éco-gestes, aux actions militantes de désobéissance les plus offensives telles que le prône Extinction Rebellion[4], en passant par la participation à des mobilisations de grande ampleur telles que les Marches pour le Climat : l'écologie – qu'elle soit conventionnelle, électorale ou non-conventionnelle, protestataire - est aujourd'hui l'objet d'une réelle prise de conscience. Et ceci notamment car, depuis une quarantaine d'années, études et rapports scientifiques ne cessent de nous informer sur l'état de la planète, ce que l'on doit réduire, ce qu'il faut réorienter. Réorganiser les modes de vies et les modes d'être peut néanmoins emprunter différentes formes : en la matière, les imaginaires sociaux sont nombreux, allant de la croissance verte soutenue par des solutions technologiques aux initiatives post-croissanciste visant des formes d'autosuffisance, de rationnement et de sobriété fortes ; les écarts de transformations socio-culturelles qui s'y afférent sont élevés et non exempts de conflits de représentations. La plausibilité d'une saturation critique, issu de multiples boucles de rétroactions, accélérant le dérèglement climatique déjà en cours, intensifiant l'érosion de la biodiversité et conduisant *in fine* les sociétés humaines vers des situations difficilement maitrisables est par ailleurs de plus en plus forte. Ceci posé, la survenue potentielle d'une telle catastrophe excède nos capacités de compréhension et de perception[5]. Dégager de nouveaux horizons en prenant au sérieux les données scientifiques nombreuses dont nous sommes en possession constitue, par conséquent, un chantier délicat, en raison de cette difficulté à se *représenter notre futur*.

L'entreprise initiale de cette exploration visait, ainsi, à travailler sur « les nouveaux récits de l'écologie » ; un rapport de défrichage[6], s'est employé à recenser une série de courants, mouvements, collectifs - neufs ou réactualisés - repérables dans la constellation écologique. La variété ne manque pas : écoféminisme, décroissance, zadisme, néo-survivalisme et d'autres encore : tous ces mouvements ont leur spécificités, leurs enjeux, leur portée dans l'écosystème complexe que représente l'écologie aujourd'hui ; une écologie qualifiable de « politique » en ce qu'elle est objet de souci quotidien, de comportements collectifs et d'expressions d'attentes socio-culturelles. Face à une telle hétérogénéité, les propositions considérant des formes possibles d'effondrement de la société se sont imposés comme les plus urgentes à considérer, en raison notamment de la « démarginalisation » dont ces théories font l'objet. Ce rapport a donc pour ambition de saisir la complexité de son écosystème. L'effondrement est aujourd'hui souvent désigné au singulier, désignant alors de manière très générique et diffuse ce qu'il s'agirait plutôt de désigner nommément. La complexité des bouleversements en cours se trouvant ainsi pour partie éludée.

---

[3] L'écologisation, habituellement, désigne les processus par lesquels l'environnement est pris en compte dans les politiques publiques, dans les organisations, voire dans les pratiques professionnelles. Ces transformations mêlent inextricablement des bifurcations techniques, des réformes normatives et des mutations économiques. Elle est ici comprise comme « tendancielle », en ce qu'elle va au-delà, en irradiant aussi les dynamiques sociales et les actions collectives.

[4] Extinction Rebellion (ou XR) est un mouvement social écologiste international créé en 2018 qui revendique l'usage de la désobéissance civile afin d'inciter les gouvernements à agir dans le but d'éviter les points de basculement (climat, biodiversité) pouvant mener à un effondrement systémique. Ce mouvement qualifié de radical comptait, début 2019, au niveau national, plus de 900 membres et est fortement soutenu par universitaires et intellectuelles : Une « déclaration de rébellion » a été lancée le 24 mars 2019 par XR France, place de la Bourse à Paris, soutenue par des personnalités du monde de l'écologie : Susan Georges, présidente d'honneur de l'organisation altermondialiste ATTAC, Jean-Baptiste Fressoz, Pablo Servigne, Corinne Morel Darleux.

[5] Une incapacité que Gunther Anders rapportait à ce qu'il appelait le « supraliminaire », désignant le seuil au-delà duquel l'esprit humain est inapte à penser et à se représenter les effets induits et les actions générées par l'utilisation des produits de la technologie.

[6] Réalisé par Orlena Afkérios et intitulé « Les transformations socio-culturelles : quel récit collectif pour favoriser la Transition écologique et solidaire », 127 Pages, Octobre 2019.

Les discours qui s'y rapportent prennent en par ailleurs une place grandissante[7] et nul n'ignore tout à fait le terme de « collapsologie[8] ». Sa portée médiatique aujourd'hui d'ailleurs est telle que bon nombres d'enjeux qui s'y rapportent sont passés dans l'opinion publique. Un sondage IFOP réalisé pour la Fondation Jean Jaurès en novembre 2019, révèle[9], par exemple, que 65 % des Français indiquent être d'accord avec l'assertion selon laquelle « la civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir », et 35% estiment qu'il pourrait intervenir à vingt ans. Cette théorie et tout l'imaginaire qui s'y rapporte se sont ainsi littéralement introduits dans la société, trouvant des relais de plus en plus nombreux dans les médias et sur les réseaux sociaux : conférences, débats, reportages, constitution de communautés dites de « collapsonautes » et, enfin, plus récemment : l'arrivée de séries télévisuelles, créant ce qu'il est convenu d'appeler un « récit[10] ». Revenir donc sur ce qui fonde le récit de l'effondrement semble s'imposer pour l'action publique : pourquoi parler d'effondrement aujourd'hui ? Pourquoi ces représentations d'une catastrophe présente ou à venir prennent-elles ? Pourquoi ce penchant à voir notre finitude – que d'aucun pourrait considérer être mortifère, pessimiste – rencontre t'il aujourd'hui un écho ? d'où vient ce besoin ? Et comment y répondre ?

Ces questions sont d'autant plus importantes que le postulat d'une catastrophe de plus en plus probable, ainsi que sa structuration en récit, emmène avec lui une série d'affects : peur, tristesse, colère, pessimisme, effroi voire repli que d'aucuns voient comme puissamment démobilisateurs et destructeurs de lien social ; perspective, au contraire, présentée par d'autres comme un moteur d'actions, notamment parce qu'elle suppose une situation d'urgence propice à la convergence des efforts, voire à des formes inédites de résistance et de créativité.
Ce double phénomène de désarroi et de volonté de reconquête de sens, que génèrent les récits de l'effondrement se traduit au sein de la société française par l'émergence de phénomènes, dont les potentielles conséquences en termes de transformations socio-culturelles *sont* à interroger, et soulèvent, *en tout cas*, un certain nombre de questionnements vis-à-vis du rôle de l'action publique, de sa propre capacité réflexive, de sa capacité à se projeter dans des anticipations maximales, c'est-à-dire celles portant sur les pires scénarios auxquels nous nous exposons, et *in extenso* de la vision même que l'action publique se fait de la *transition* qu'elle choisit de soutenir.

[7] Le nombre de publications qui s'y réfèrent en attestent : Cette popularisation s'est faite selon plusieurs vecteurs : d'abord portées par des intellectuels et chercheurs de différentes disciplines (au sein de l'Institut Momentum notamment), les interrogations se popularisent après 2015, avec la publication de l'ouvrage grand public de Pablo Servigne et Raphaël Stevens intitulé *Comment tout peut s'effondrer*.
[8] Néologisme indiquant l'aspect composite d'une série de données scientifiques permettant de structurer la possibilité de survenue d'une catastrophe jugée systémique.
[9] Cf Annexe
[10] L'écologie se trouve ainsi en proie à une bataille des imaginaires, d'autant plus forte que l'urgence d'une opération de *mise en ordre* permettant de recréer du sens collectif, se fait, dans l'opinion publique, de plus en plus pressante. Une vidéo sur ce sujet, intitulée « L'écologie et la bataille des récits », réalisée pour la communauté explorables, est disponible en ligne.

Introduction : Un sujet d'actualité(s)

Une actualité motrice

Autour de cette notion d'effondrement, s'est créée en France depuis 2015 une véritable nébuleuse[11] où s'entremêlent études scientifiques, travaux de vulgarisation et mouvements communautaires. En 2012 ces préoccupations sont apparues de manière partielle dans la presse française, mais elles ont pris, depuis 2017, une ampleur importante[12]. La parution en 2015, de l'essai Comment *tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes de* Servigne et Stevens, est souvent considérée comme l'élément déclencheur de la dynamique de médiatisation de la notion. Son apparition progressive dans l'espace médiatique Français a notamment été ponctuée par la diffusion d'un documentaire intitulé « Collapse » sur France 4 en 2016, et d'un « Facebook live », fort commenté, du ministre de la Transition écologique d'alors : Nicolas Hulot accompagné du Premier ministre Édouard Philippe, faisant état de leurs intérêts pour cette optique et de leurs craintes qu'une telle catastrophe survienne. La démission de Nicolas Hulot, deux mois après, a évidemment nourri ce climat d'une catastrophe latente[13]. La canicule de 2019 ayant battu des records historiques de températures dans certaines villes à laquelle a succédée la scène tragique de la forêt amazonienne brûlant sans que la communauté internationale n'agisse véritablement, a par ailleurs sans doute aussi participé au regain d'intérêt du public pour cette idée. La population ainsi confrontée à ce que le secrétaire générale de l'ONU a alors désigné comme une « *menace existentielle directe »*[14], la collapsologie a très naturellement trouvé son public. Sur internet, une multitude de vidéos, *podcasts*, forums ou *blogs* traitent de l'Effondrement et relaient conférences et rapports scientifiques, corroborant les thèses de l'Effondrement[15]. Ces éléments disparates ont en tout cas participé à sédimenter le récit « effondriste ».

Quand la factualité croise la théorie

Ce récit croise aussi toute une série de données matérielles qui lui confèrent, dramatiquement, force et assise. Une « perspective catastrophiste » semble en effet se dessiner[16], rendant d'autant plus importante cette *reconquête* du présent et des chemins qu'il convient d'emprunter pour limiter les points de non-retour. Les observations scientifiques sont aujourd'hui alarmantes : les niveaux de pesticides[17], nitrates[18], métaux lourds[19], plastiques[20] sont extrêmement inquiétants.

---

[11] Salerno Gabriel. 2018. *« L'Effondrement de la société industrielle, et après ? »*. Futuribles 427. p. 61-79.

[12] Cf annexe. Elements statistiques tirés du Master 2 de sciences sociales du politique de Thibaud Affagard, « Les Collapsologues : Étude cartographique des espaces de structuration des discours de l'Effondrement en France », IEP Strasbourg, 2019

[13] Il déclarait, alors, le 28 août 2018 que ses *« marges de manoeuvre au sein du gouvernement n'étaient pas à la mesure de la situation »,*

[14] *« Nous sommes confrontés à une menace existentielle directe (...)Si nous ne changeons pas de cap d'ici 2020, nous risquons de manquer le moment où nous pouvons éviter un changement climatique incontrolé, avec des conséquences désastreuses pour les etres humains et tous les systémes naturels qui nous soutiennent.* Extrait de la déclaration du Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, 18/09/2019 au Vanuatu.

[15] À titre d'exemple, une interview de Servigne pour le site *Thinkerview* compte 660 000 vues en mars 2019.

[16] « *La notion de sixième extinction de masse est en réalité une manière d'évoquer un problème plus général, celui de l'accélération du déclin des populations. (...) Cette catastrophe est en cours, elle est déjà notre quotidien, on ne peut pas se contenter de la conjuguer au futur… Mais en même temps, il ne s'agit que du début d'une trajectoire. C'est délicat : la catastrophe doit se conjuguer au présent, mais si on dit simplement qu'elle est déjà là, on n'exprime pas le fait que ce n'est que le début. C'est pour ça que je parle plutôt de trajectoire catastrophique ou de perspective catastrophiste* ». Luc Semal, Socialter, août 2019.

[17] Cf, entres autres : Le rapport de l'Ineris (Siris), la base de données des propriétés des pesticides (FOOTPRINT), la listes des points extrêmes de l'Union européenne, la base de données OpenFoodTox de l'EFSA, la base de données ECOTOX d'US EPA, et la base de données PubChem.

[18] Les suivis réguliers, en la matière, n'ont cessé de se renforcer depuis le début des années 2000. Voir, par exemple : https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/nitrates, ou encore la note technique de l'INERIS (AIDA) du 20/08/18 portant sur la réalisation de la 7e campagne de surveillance « nitrates » 2018-2019 au titre de la directive 91/676/CEE dite « nitrates ».

[19] Cf le rapport sur l'état de l'environnement : https://ree.developpement-durable.gouv.fr/themes/risques-nuisances-pollutions/sante-et-environnement/exposition-aux-substances-chimiques/article/metaux-lourds-cadmium-mercure-et-plomb ou encore : la synthèse de l'ASEF: https://www.asef-asso.fr/production/les-metaux-lourds-la-synthese-de-lasef, mais aussi l'étude EAT : les métaux lourds dans les aliments, réalisée en juin 2011 par l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

[20] L'ONU environnement a publié, le 5 juin 2018, un rapport sur le plastique. Elle y dresse un constat alarmant sur la consommation mondiale des emballages et sacs en plastiques : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/25513/state_plastics_WED_FR.pdf

Les océans sont exploités, en moyenne, à leur maximum. Nous avons déjà dépassé le 1°C de température supplémentaire par rapport à l'ère préindustrielle, et la concentration de CO_2 dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevée depuis plusieurs millions d'années. Selon le rapport de suivi des émissions 2019 du PNUE, les engagements pris par les pays lors de l'accord de Paris nous placent sur une trajectoire d'au moins +3°C d'ici 2100... L'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C semble désormais hors d'atteinte (à moins de diminuer les émissions mondiales de GES d'environ 7,5% par an, alors qu'elles ont augmenté de 1,5% par an au cours des dix dernières années). En septembre 2019, des scientifiques impliqués dans un grand travail de simulation du climat, et dont les conclusions contribueront au premier volet du rapport du GIEC à paraitre en 2021, ont dévoilé les grandes lignes de leurs résultats et montré qu'il y avait eu sous-estimation de l'ampleur des changements déjà enclenchés, et qu'un réchauffement de plus de 5°C ne pouvait plus être exclu *si* l'emballement actuel des émissions de gaz à effet de serre se poursuivait. À ces niveaux de température : une cascade de conséquences irréversibles s'en trouverait potentiellement liées (effondrement de la banquise, dégel du pergélisol, ralentissement des courants océaniques...). C'est *l'habitabilité* même de certaines régions du monde qui serait alors remise en question. Outre, cet état d'urgence climatique, nous subissons des raréfactions voire des déplétions en séries : des ressources fossiles et métaux rares sur lesquels nos économies et nos sociétés hautement technologiques sont pourtant basées. Certains effondrements semblent ainsi probables voire hautement possibles, là où d'autres s'avèrent déjà amorcées.

L'effondrement de la biodiversité est sans doute le plus communément admis : environ 1 million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, selon le rapport d'avril 2019 du GIEC de la biodiversité. Depuis 1900, l'abondance moyenne des espèces locales dans la plupart des grands habitats terrestres a diminué d'au moins 20 % en moyenne. Plus de 40 % des espèces d'amphibiens, près de 33 % des récifs coralliens et plus d'un tiers de tous les mammifères marins sont menacés. Une étude alarmante publiée en 2017[21] révèle que le recul des espèces de vertébrés est sans précédent. Les chercheurs ont mené une vaste analyse à partir de la base de données de la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), en examinant les évolutions des populations de 27 600 espèces de mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens terrestres, réparties sur les cinq continents, et ont ainsi pu montrer grâce à une innovation méthodologique[22] que la réelle ampleur de l'extinction de masse qui touche la faune a été sous-estimée : et que celle-ci est aujourd'hui catastrophique[23] : 42 % des espèces d'invertébrés terrestres et 25 % de celles d'invertébrés marins sont menacés d'extinction. Les causes de cette érosion sont connues[24], et ceci entraîne de graves conséquences en cascades – selon la dite logique des dominos - sur l'ensemble des écosystèmes, ainsi que des impacts économiques et sociaux.

[21] Gerardo Ceballos, Paul Ehrlich et Rodolfo Dirzo, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2017.

[22] Ces spécialistes de l'érosion de la biodiversité avaient déjà publié en 2015 une étude dans la revue *Science Advances*, qui montrait que la faune de la Terre était en train de subir sa sixième extinction de masse ; ils avaient calculé que les disparitions d'espèces se sont multipliées par 100 depuis 1900, soit un rythme sans équivalent depuis l'extinction des dinosaures il y a 66 millions d'années.

[23] En 2016, la planète ne comptait que 7 000 guépards et 35 000 lions africains (− 43 % depuis 1993). Les populations d'orangs-outans de Bornéo ont chuté de 25 % ces dix dernières années pour atteindre 80 000 individus, tandis que celles de girafes sont passées de 115 000 spécimens en 1985 à 97 000 en 2015 ; celles de pangolins ont été décimées

[24] Ils sont imputables à la perte et à la dégradation de l'habitat sous l'effet de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'urbanisation ou de l'extraction minière, mais également à la surexploitation des espèces (chasse, pêche, braconnage), à la pollution, à la prolifération des espèces invasives, aux maladies et, évidemment, au changement climatique.

Du credo des récits à la concurrence des récits

Enrayer cette logique des dominos, produire d'autres imaginaires, repolitiser : cela semble le credo de nos sociétés. « *Avec l'effondrement, une guerre des récits a commencé*[25] », indique Arthur Keller, expert en la matière. Exprimer des futurs souhaités, stimuler les narrations semble être devenu une obsession, et les exemples ne manquent pas : le 24 janvier 2020, dans le grand Auditorium du Grand Palais, quelques 300 personnes participaient à la « Bataille des imaginaires », un évènement organisé[26] autour de deux grands récits et visant à les départager : espoir et catastrophisme. Anticiper le pire ou imaginer le meilleur : cette binarisation a le vent en poupe ; c'est devenu un véritable sujet d'actualité que de trancher sur *le* récit permettant de mobiliser largement, de créer des ruptures et de construire des futurs (idéalement positifs). Certaines que pour changer le psychisme collectif, il faut des imaginaires *« empuissantant* [27]», soit des idées, des sensations, des perceptions qui activent l'envie de vivre autrement, de nombreuses personnalités se sont également impliquées dans cette dynamique générale et font des « récits », la clef de voute[28] d'une solution d'identification permettant de reprendre possession de nos avenirs. « Résister et créer », tribune lancée par Cyril Dion lors du Festival de Cannes et suivi par 200 personnalités est, par exemple, un appel qui a fait grand bruit et qui vise à créer de nouveaux récits du futur. Le projet « On s'adapte », objet d'un partenariat CNRS/Canal +, a lui pour objectif de produire dix courts-métrages d'anticipation sur le thème de la transformation écologique de la société, donnant à voir des futurs « possibles et souhaitables ». Le Lab CECSY (Laboratoire des Créateurs d'Ecosystèmes Construits en SYmbiose) et le collectif Alter'coop se sont aussi lancés dans cette course, en proposant un marathon d'écriture sur l'imaginaire ; le projet intitulé « *Scenario.s Résilience* » ayant pour enjeu d'activer et nourrir les imaginaires de demain pour féconder les territoires. Sparknews avec OnestPret et soutenu par l'Ademe, a enfin également lancé, en mars dernier, sa « *fabrique des récits* », avec six rencontres/an ; l'objectif ici étant encore inlassablement le même : inventer un futur dans lequel on ait envie de se projeter ; l'idée motrice étant qu'on ne peut construire une société différente si nous ne sommes pas capables, d'abord, de nous la figurer. Le 9 mai, c'était au tour d'Alternatiba de réunir 60 personnalités (artistes, écrivains, philosophes, économistes, climatologues, romanciers, acteurs de terrain) pour esquisser un recueil illustré, autour de 28 thématiques liées à la vie courante permettant de se représenter le monde de demain *si* était mise en œuvre une métamorphose écologique et sociale de nos territoires.

Le Conseil national de la transition écologique (CNTE) a lui aussi travaillé à la construction d'une vision prospective nationale. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'une mission confiée par Elisabeth Borne, alors Ministre de la Transition écologique et solidaire, fin 2019. Ils ont été conduits entre janvier et avril 2020, par un groupe de travail composé des représentants de 30 membres du Conseil (Assemblée, Sénat, associations, syndicats, universités) et appuyé par les directions techniques du ministère. L'objectif visé, intitulé « France 2050 » était d'établir une vision de la France désirable, neutre en carbone et respectueuse du vivant en 2050. Le document

[25] Usbek et Rica, 10/09/2019, Titre donné à l'interview d'Arthur Keller, réalisée par Vincent Lucchese. **«** *Il faut lutter contre deux types d'imaginaires différents. D'une part, celui de la continuité, du business as usual, qui veut que la croissance continue. Et d'autre part, celui des gens qui ont conscience que ça ne va pas pouvoir continuer mais qui s'engagent dans des logiques bellicistes, des replis identitaires ou des dérives mystiques pernicieuses ».*

[26] Bluenove, société de conseil spécialisé dans la civic-tech, le cabinet EY et d'une association étudiante : Révolte toi Sorbonne.

[27] Interview d'Alain Damasio, réalisé par Hervé Kempf , Reporterre du 28 avril 2020 « Pour le déconfinement, je rêve d'un carnaval des fous, qui renverse nos rois de pacotille »

[28] « *Cet imaginaire n'est jamais mieux porté à mon sens que par les récits. Parce qu'un récit a cette faculté de mettre en scène des personnages auxquels on s'identifie et qui deviennent des vecteurs affectifs qui nous engagent (…). Ce que tu vis avec les personnages va rester en toi au même titre que ce que tu as vécu avec tes amis ou ta famille. Ça crée une familiarité avec certaines situations hors norme : la catastrophe, la guerre, une révolution. Quand surviennent ces événements inattendus, ton comportement va s'appuyer sur tout ce qu'a nourri cette mémoire.* » Interview d'Alain Damasio, Reporterre du 28 avril 2020.

est organisé en 21 thématiques[29] et 155 « briques», pour certaines exigeantes, pour donner à voir très concrètement le quotidien des Français au milieu du siècle. L'exercice et les attendus s'inscrivent très nettement dans la lignée de l'engouement pour la création de récit – comme les propos de la Ministre d'alors l'indiquent : « *J'ai engagé un travail avec les membres du CNTE, pour que nous puissions dessiner ensemble le portrait de cette France neutre en carbone de 2050. Car la transition écologique ne saurait se résumer à des chiffres et des plans abstraits. Nous devons incarner, visualiser, montrer très concrètement ce que sera ce monde nouveau (…). Ce projet me tient à cœur. Il nous permettra ensuite de mobiliser des médias, artistes, éditeurs, scientifiques pour créer cette grande fresque de la France de demain*[30] ».

Depuis la crise sanitaire du Covid, c'est la « Guerre des mondes d'après » qui semble avoir pris la suite de cet exercice collectif d'imagination. Une profusion qui est indéniablement un gage de vitalité démocratique et d'engagement de la société civile, mais qui continent également un risque fort d'éparpillement[31]. C'est en tout cas manifestement notre credo et notre actualité que de s'inquiéter de savoir où notre époque va *atterrir*[32].

[29] Cette vision de la France 2050 s'organise en 21 thématiques : Adaptation au changement climatique, Alimentation, Aménagement du territoire, Bâtiments durables, Biodiversité, Consommation, Culture écologique, Déchets, Eau, Éducation, Énergie, Formation, Loisirs, Mobilité transports, Production, Puits de carbone, Santé, Sobriété, Social, Travail, Vacances

[30] Déclaration de Mme Élisabeth Borne, Ministre de la Transition écologique et solidaire, sur la « feuille de route » de la transition écologique, prononcé à Paris le 17 janvier 2020.

[31] Tribunes, appels, pétitions et manifestes se sont multipliés, émanant ici d'associations et d'intellectuels dont : Nous les premiers et Démocratie ouverte ; L'Appel commun à la reconstruction porté par 75 organisations dont Animafac, APF France handicap, Association négaWatt, ATD-Quart Monde, Colibris, Comité 21, Emmaüs, FAGE, Fondation Nicolas Hulot, France Nature Environnement, Pour un réveil écologique, Réseau Action Climat et UNICEF France ; Le temps est venu de Nicolas Hulot et sa fondation ; Dominique Bourg, Gauthier Chapelle et Pablo Servigne notamment dans la Revue Terrestres ; la tribune du Shift Project. Là d'entrepreneurs, tels que Nous sommes demain via le Mouves et ses partenaires, des entreprises de la tech for good via Change Now. Une douzaine de ces initiatives (dont notamment portée par des parlementaires, de La Croix-Rouge française, du WWF France, de Make.org et du Groupe SOS, ou celle encore du sondage de Ma voix porte, inspiré du questionnaire de Bruno Latour) se sont engagées à partager leurs données via un site internet : https://www.apresmaintenant.org/projets.

[32] Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Bruno Latour, *Où atterrir, comment s'orienter en politique ?*, La Découverte, 2017.

I. L'Ecologie et la question des limites : objet du dilemne

A) Une démarginalisation de la pensée des catastrophes

L'idée d'effondrement est présente dès les débuts de l'écologie politique. On la trouve dans le « Rapport Meadows[33] », qui a été l'un des premiers à poser la question des limites à la croissance et à poser, ainsi, l'horizon « catastrophiste » propre à l'écologie. En effet, au tournant des années 1960-1970, une série d'alertes scientifiques sont introduites – l'une des plus connues étant celle de la naturaliste Rachel Carson en 1962[34] ; et c'est pour partie ceci qui va structurer le passage, fin des années 60, du naturalisme des premiers temps à l'écologisme entendu comme nécessité d'une société alternative. C'est d'ailleurs dans ce contexte « alarmiste » qu'émergeront ou se restructureront les associations, et bientôt les partis politiques, qui se réclameront de l'écologie politique. La question des limites à la croissance se pose ainsi explicitement dès les débuts de l'écologisme, et avec elle celle de l'effondrement de notre civilisation thermo-industrielle et des modalités de sa « survie ». Ainsi, comme le rappelle le chercheur Luc Semal « *L'ombre de la catastrophe plane déjà sur ces débuts : des scientifiques français fondent le groupe survivre et vivre ; la première revue écologiste française intitulée La gueule ouverte et sous-titrée : le journal qui annonce la fin du monde ; Edouard Goldsmith et l'équipe de la Revue Britannique The Ecologist publie un ouvrage qui fera date dans le mouvement, Blueprint for survival. Ce faisant le mouvement écologiste contribue à politiser la question de la survie de l'humanité*[35] ». Cette perspective catastrophiste a perduré sous des formes diverses. Après notamment un reflux dans les années 1980 et 1990, où l'enjeu écologique s'institutionnalise, les années 2000 voient quant à elles les approches catastrophistes regagner en vigueur, dans des mouvements comme ceux de la décroissance ou encore celui dit « des villes en transition[36] ». Ces mouvements traduisent à ce moment-là *« une perte de confiance en la rhétorique rassurante du développement durable »*. Désillusion qui, en se diffusant en dehors des réseaux de militants traditionnels, a certes pris en ampleur ; mais ce serait une erreur de croire que la collapsologie est, pour autant, un objet récent[37].

Cette idée d'une sortie hypothétiquement brusque de la civilisation thermo-industrielle qui balaierait ainsi tous les secteurs de l'économie et de la société est en fait même assez ancienne. D'autres termes s'y référaient déjà : celle de décroissance portait par exemple cette idée[38] ; celle d'Anthropocène[39] la contient également. Le terme d'effondrement cristallise néanmoins aujourd'hui **«** *l'assèchement des espoirs de limitation de la crise écologique*[40] » selon l'expression de Luc Semal. Et c'est ainsi qu'une forme de « démarginalisation » de la

[33] Parfois appelé « rapport Meadows », le rapport *Limits to Growth* (ou halte à la croissance) avait été commandé en 1970 par le Club de Rome, un *think thank* basé à Zurich, à des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Publié en mars 1972, il a été l'un des premiers textes alertant sur le caractère insoutenable de la croissance économique et démographique et sur les risques d'effondrement associés. Le rapport, indique *déjà* une perspective systémique et modélise une perspective d'effondrement: non pas seulement en raison de la pression démographique, mais aussi, voire surtout, de la croissance des consommations de ressources, des pollutions, de l'industrialisation et de l'artificialisation des espaces

[34] Rachel Carson, dans le *Printemps silencieux*, en 1962, a dénoncé les effets du DDT, un puissant pesticide, sur la reproduction des oiseaux. Le DDT modifie en effet l'équilibre des hormones qui règlent la production des oeufs, produisant un affaiblissement de la coquille ; les mères les détruisent en les couvant, ce qui menace la survie de l'espèce. Alerté, le président Roosevelt mettra sur pied une commission, qui aboutit à une interdiction du produit sur le territoire américain.

[35] Comme l'indique Luc Semal, P.38, Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes, 2019.

[36] Cf Annexe.

[37] « *La collapsologie, de nos jours très débattue, n'est pas qu'une mode récente. Elle s'inscrit plutôt dans la lignée d'une inquiétude existentielle propre à l'écologie politique depuis ses origines* », Interview Luc Semal, « Le catastrophisme fait partie de l'écologie politique », Usbek et rica, 30/05/2019.

[38] Georgescu-Roegen parle de « déclin » en anglais et de « décroissance » en français. Cf : N. Georgescu-Roegen. *La décroissance. Entropie-Écologie-Économie* (1979). Trad. J. Grinevald, Sang de la terre Paris, 1995.

[39] Cet aspect sera développé dans le II.

[40] Interview de Luc Semal, Socialter n°36 ; « l'effondrement ne devrait pas être l'alpha et l'oméga de l'écologie politique », 7 aout 2019.

perspective catastrophiste, s'est faite jour. Le succès actuel de ce mot s'inscrit dans un processus plus large, où nos sociétés sont en train de prendre acte que certains seuils d'irréversibilité sont passés et qu'il faut agir de manière immédiate. Il y a, ainsi, aujourd'hui une grande diversité de réseaux d'activistes assumant cette perspective, avec des positionnements politiques, par ailleurs, très divers : la décroissance, le mouvement des villes en transition, mais aussi des groupes comme Extinction Rebellion, Deep Green Resistance, Sea Sheperd ou d'autres encore. Séminaires, conférences sur l'effondrement se multiplient ; séries, films, romans : toute l'industrie culturelle semble irriguée par cette pensée des catastrophes. Cette banalisation et cet emballement de la sémantique catastrophiste, révèle pourtant paradoxalement un désir d'horizon ; c'est même, pour Jean-Paul Engélibert[41], un signe de vitalité de l'imaginaire[42] : une tentative de repolitiser le présent. Une nécessité de repolitisation d'autant plus forte que nombres des bouleversements, qui sont en cours sont difficiles à intégrer : ils confinent au « *supraliminaire* » selon l'expression d'Anders, c'est-à-dire dépassant nos capacités de figuration. Jean-Pierre Dupuy, à qui l'on doit la popularisation[43] de l'idée de catastrophisme, l'avait alors déjà indiqué: « *La catastrophe n'est pas crédible, tel est l'obstacle majeur.* (…) *Nous ne croyons pas ce que nous savons*[44] » - d'où la nécessité d'adopter un catastrophisme *éclairé* : position, hautement *existentielle*, qui consiste à dire qu'il ne faut considérer certaine une catastrophe que, justement, pour parvenir à l'éviter. Si on la dit seulement probable, on n'agira pas en conséquence ; si on la juge certaine, alors on fera notre possible[45] pour l'empêcher.

B) Effondrement(s) et collapsologie

Cette idée des limites à ne pas dépasser a *construite* la pensée écologiste : elle n'est pas « neuve ». En revanche, la dénégation de cette injonction à les intégrer constitue l*'ossature* de toute narration effondriste. Deux auteurs vont devenir incontournables sur cette question. Le premier, Joseph Tainter, a écrit en 1988 un ouvrage central[46] (traduit en français en 2013 : *l'effondrement des sociétés complexes*) dans lequel il décrit l'effondrement comme un processus essentiellement politique, lié à la complexification croissante des sociétés, et aux réponses sans cesse plus élaborées qui tentant de résoudre un problème technique (de pénurie énergétique par exemple) ne fait qu'accroitre les réseaux de dépendance et, par conséquent, de vulnérabilités[47]. Le second, plus connu, est Jared Diamond[48]. Son ouvrage publié en 2005 aux Etats-Unis et un an plus tard en France, interpelle depuis, très largement. Contrairement à Tainter qui prétendait fournir une théorie générale de l'effondrement, Diamond déclare restreindre son analyse aux seuls cas d'effondrement dans lesquels la question environnementale a joué un rôle déterminant. Il exclut alors certains effondrements célèbres comme celui de l'Empire romain, et se penche plutôt sur des exemples comme ceux de l'Île de Pâques, des Vikings groenlandais ou des Mayas. Il tente alors d'expliquer pourquoi ces sociétés, lorsqu'elles furent confrontées à des problèmes écologiques croissants, ne parvinrent pas à se réformer suffisamment pour adapter leur mode de vie à leur environnement changeant.

[41] Auteur de *Fabuler la fin du monde – La puissance critique des fictions d'apocalypse,* La Découverte, 2019.
[42] Celui-ci ajoutant qu'il est également le signe qu'un mythe ne naît pas sans contestation pas plus qu'il ne se forme sans controverse
[43] La pensée des catastrophes doit beaucoup au travail de philosophes : Walter Benjamin bien sûr ; Günther Anders, également. Ce dernier réfléchit, depuis l'explosion des bombes atomiques, sur des catastrophes d'un nouveau type : celles dont la source est l'action des hommes. Sa pensée s'est trouvée saisie par l'exigence de compréhension, d'urgence vitale, liée à notre propre capacité d'autodestruction. Anders évoque, lui, ce qu'il nomme la « disparité prométhéenne » de notre temps, c'est-à-dire le fait que nos facultés (l'action, la pensée, l'imagination, la responsabilité) ne réussissent pas à s'accorder : il y a défaillance de l'imagination face à l'ampleur de ce que l'homme est désormais capable de produire, et *in extenso*, de détruire.
[44] J.-P. Dupuy, Pour un catastrophisme éclairé, Seuil, 2002
[45] Pari pascalien qui veut faire de la catastrophe, un destin, sur lequel l'homme a une action possible et non une destinée définitive.
[46] Joseph Tainter, *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 (1988).
[47] Se basant sur dix-sept exemples d'effondrements rapides de sociétés, il applique son modèle à trois études spécifiques : l'empire romain d'occident, la civilisation Maya et la civilisation des Anasazi.
[48] Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006 (2005).

Diamond liste les cinq grands motifs qui ont conduit, selon lui, à des effondrements complets de civilisation : en premier lieu une croissance démographique excédant les ressources disponibles, puis une diminution des terres arables, un état d'affrontement permanent dans la population pour obtenir des ressources de plus en plus rares et enfin un changement climatique significatif. Et enfin : l'incapacité des gouvernants et des élites à résoudre les problèmes – soit par négligence, soit par incapacité à les identifier. Ce dernier est le plus intéressant à étudier, car parmi les raisons qu'il invoque, il y a une série de mécanismes psychologiques, comme l'attachement des élites à leurs privilèges. Il appelle également « effet de ruine », le mécanisme qui limite la capacité des humains à abandonner une stratégie lorsqu'ils ont déjà beaucoup misé sur elle ; et *« normalité rampante »*, la réaction qui limite la capacité des populations à prendre conscience de l'ampleur des changements à l'œuvre : le processus pouvant paraître trop lent pour être perçu. Ces visions d'un processus lent et quasi invisible, popularisé par Diamond et Tainter, constituent comme un défi à l'imagination, expliquent Luc Semal et Mathilde Szuba : ils « *pressent à penser l'effondrement comme un processus pouvant passer inaperçu, qui souvent se cache dans des transformations lentes et silencieuses – bien loin, donc, des images d'Epinal qui représentent l'effondrement comme un cataclysme digne d'Hollywood. Pour eux, la situation est normale, et d'une certaine manière elle l'est réellement* [49]». L'effondrement n'est alors plus un désastre que l'on pourrait réduire à une date précise mais un ordinaire tristement banal pour qui n'y prête pas attention.

Néologisme plus récent, la «collapsologie », va connaitre également une médiatisation grandissante. La parution en 2015 de l'ouvrage grand public de Pablo Servigne et Raphael Stevens : *Comment tout peut s'effondrer*, semble en être l'acte de naissance ; ils indiquent alors qu'il s'agit d'un « *exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder*[50] ». Depuis ce succès de librairie[51], d'autres publications ont suivi[52]. Invitées stars de plateaux télé ou radio, de colloques ou autres invitations institutionnelles, les principales figures de ce courant ont acquis une remarquable audience : 817 000 réponses dans le moteur de recherche Google pour le seul mot « collapsologie » ; sans compter l'émergence d'un courant lexical de la catastrophe : écoanxiété, collapsonautes, collapsosophie, effondristes, etc. Si la diffusion large de cette théorie est le signe d'une évolution des consciences sur la question environnementale, une opportunité également, la théorie essuie aussi de vives critiques : certains y voient un « flou conceptuel dangereux[53] ». Si la définition, dans ces milieux, la plus communément partagée, reste celle de l'ancien Ministre de l'environnement et Président de l'Institut Momentum, Yves Cochet, soit : « *le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, etc.) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi* », il n'y a nul consensus sur les modalités du processus. Il peut être violent et brutal (catastrophique) ou lent (catabolique). Ceci posé, l'enjeu de datation apparait en définitive comme second, la théorie de l'effondrement consistant surtout à penser le monde d'après. Pour beaucoup, il est préférable même, au regard de la complexité qui est ici à l'œuvre, de pluraliser le phénomène: « *les perspectives qui dévoilent une pluralité d'effondrements déjà en cours,*

[49] Luc Semal et Mathilde Szuba, « *Le train-train de l'effondrement* », Entropia, vol.16, 2015, p.53-60.
[50] Pablo Servigne et Raphael Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*. 2015, P.253
[51] L'ouvrage passe à 10 000 ventes début 2016. En 2018 : il se hisse parmi les meilleures ventes d'essais en France. Les médias se mettent largement à en parler. 2018 le sujet explose, et aujourd'hui, l'ouvrage continue d'être classé dans les 25 essais les plus vendus en France.
[52] Cf : Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible*, Seuil, coll. Anthropocène, 2018. Yves Cochet, *Devant l'effondrement, essai de collapsologie*, Les Liens qui Libèrent, 2019.
[53] Jean-Pierre Dupuy, « Simplismes de l'écologie catastrophiste », *AOC media*, 23-12-2019.

plutôt qu'un unique écroulement à venir [54]» et de multiplier les entrées afin de de commencer à en saisir la subtilité[55].

C) Anthropocène, Grande accélération : les autres noms de l'effondrement

L'influence croissante de l'humanité sur l'environnement a en effet été reconnue, au moins, depuis 1873, lorsque le géologue italien Antonio Stoppani a établi que celle-ci était une « *nouvelle force tellurique qui par sa puissance et son universalité peut être comparée aux grandes forces de la Terre*[56] », faisant référence à « l'ère anthropozoïque ». Dans les années 1920 c'est le scientifique soviétique Vladimir Vernadsky – a qui l'on doit le concept de Biosphère – qui, à son tour, alerte sur le fait que l'humanité, en raison de son développement démographique, économique, agricole et industriel est en train de devenir un facteur géologique planétaire ; il indique alors qu'« *une force géologique nouvelle est certainement apparue à la surface terrestre avec l'homme*[57] ». Et les exemples ne s'arrêtent pas là. Dans un ouvrage de 2012[58] les plus grands spécialistes en la matière, ont montré que cette idée était en fait centenaire. L'existence de précédents concepts qui forment une étape importante de son émergence est en effet maintenant bien établie, et le concept s'est présenté lui-même dans la littérature scientifique depuis plus d'un siècle, sous diverses formes[59].

C'est dans les années 2000, qu'une série de publications paraissent[60], impulsées par Paul Crutzen, prix Nobel de Chimie, reprenant cette idée avec force. Les scientifiques estiment en effet que, depuis la révolution industrielle, il y a eu une « *Grande accélération »*[61], la planète étant sortie de l'ère géologique dans laquelle elle prospère depuis 11000 ans : l'Holocène pour entrer dans ce qu'ils nomment alors : l'Anthropocène, ce moment où « *les activités humaines sont devenues si envahissantes et profondes qu'elles entrent en rivalité avec les grandes forces de la nature et poussent la Terre vers une terra incognita planétaire*[62] ». Cette déclaration se base évidemment sur des constats scientifiques révélant combien les activités humaines sont devenues la principale force agissante du devenir géologique de la Terre. Ces constats, d'une ampleur saisissante, impliquent pour beaucoup de scientifiques, une nouvelle *condition* humaine[63]. La pensée du basculement trouve en tout cas, ici, son illustration toute matérielle : celle aujourd'hui plus communément désignées comme étant celle des dites « limites planétaires ».

D) Les limites planétaires ou l'actualisation de la question des seuils

La terre est, en effet, constituée de quatre sous-systèmes (atmosphère, biosphère, géosphère et hydrosphère) qui interagissent les uns avec les autres. L'ensemble complexe qui en résulte est appelé le système terre. Neuf limites ont été établies par l'équipe de Johan Rockstrom[64] par-

---

[54] Y. Citton, J. Rasmi, *Générations collapsonautes. Naviguer par temps d'effondrements*, Seuil, 2020.

[55] « *Parler d'effondrement global, ne veut pas dire grand-chose. Ce sont des grandes moyennes abstraites. Je préfère parler d'effondrements au pluriel, qui seront différents selon les régions du monde, les cultures, les problématiques spécifiques et surtout la façon dont les gens s'y seront préparés, ou pas* ». Usbek et Rica, 10/09/2019, interview Arthur Keller.

[56] Cette référence est citée par Crutzen lui-même dans : « geology of mankind », Nature, 2002. Références exactes : Stoppani, A. (1873), *Corso di Geologia*, vol. II, *Geologia stratigrafica*, Milano, G. Bernardoni E. G. Brigola, editori.

[57] V. Vernadsky, *La géochimie*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1924, p. 344.

[58] Zalasiewicz, J, P. Crutzen et W. Steffen (2012), « The Anthropocene», in F.M. Gradstein et al., eds., *A Geological Time Scale*, Amsterdam, Elsevier, p. 1033-1040.

[59] Comme l'indique Clive Hamilton et Jacques Grinevald dans leur article « L'anthropocene a-t-il été anticipé ? », paru dans The Anthropocene Review, 2015, 2(1), p. 59-72.

[60] La première étant paru en 2002: Paul Crutzen, Geology of mankind. *Nature* 415**,** 23 (2002).

[61] Sans doute en reference à l'ouvrage De Karl Polanyi, *la Grande transformation*.

[62] Will Steffen, Paul J. Crutzen et John R. McNeil, « The Anthropocene : Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature ? », Ambio (Royal Swedish Academy of Sciences), vol. 36, n° 8, décembre 2007, p. 614.

[63] Les débats à cet égard se poursuivent encore. Cf encadré en annexe.

[64] Cf Annexe

delà lesquelles l'existence humaine pourrait se retrouver menacée. Quatre sont d'ores et déjà franchies, au niveau mondial, six au niveau national, selon le rapport sur l'état de l'environnement 2019 publié par le ministère de la transition écologique. Ce rapport est le premier du genre à s'intéresser au franchissement des limites planétaires au niveau national.

Les limites sont déjà franchies en matière de réchauffement avec une baisse de seulement 18% des émissions de gaz à effet de serre françaises entre 1990 et 2017 : insuffisant pour limiter le réchauffement à 2 degrés Celsius d'ici à la fin du siècle. Même chose pour l'érosion de la biodiversité, avec un taux d'extinction d'espèces dix fois supérieur à l'objectif fixé. Autres élément critique : la perturbation du cycle de l'azote et du phosphore, avec des dépassements des seuils à l'échelle locale, et les changements d'utilisation des sols, la France contribuant largement à la déforestation mondiale via ses importations. Même constat sur l'acidification des océans, avec des effets marqués sur la faune en particulier en outre-mer, et sur l'utilisation de l'eau, avec des prélèvements excessifs en été, en particulier pour l'irrigation et le refroidissement des centrales nucléaires.

Concernant les combustibles fossiles, il est établi qu'il faudrait garder sous terre 80 % des réserves d'énergies fossiles actuellement connues. D'autant que de multiples conséquences graves, y sont parties liées : catastrophes naturelles, inondations et ouragans dont la fréquence s'accélère, désertification accrue, famines, exode climatiques, déplacement de populations, déstabilisation de la vie marine : les impacts en cascade sur les économies et les sociétés sont considérables. Les catastrophes naturelles ont, par exemple, forcé au déplacement 227,6 millions de personnes entre 2008 et 2016. 100 à 300 millions de personnes sont exposées à un risque accru d'inondations et d'ouragans en raison de la perte d'habitats côtiers et de leur protection. A ce jour, 168 pays sur 197 sont touchés par la désertification. Selon la FAO, plus de 113 millions de personnes dans 153 pays sont en situation de famine dont 72 millions en Afrique. En terme marin, il est également établit que le réchauffement de l'océan affecte la vie qui y est liée : les vagues de chaleur marines vulnérabilisent les coraux et entrainent la mortalité d'espèces de poissons comestibles avec des impacts en cascade sur les économies et les sociétés.

Si l'on considère aujourd'hui que changement climatique et érosion de la biodiversité sont ainsi des limites fondamentales, il n'en demeure pas moins que les limites planétaires sont inextricablement liées ; le dépassement de l'une pouvant accroitre très notablement le risque de dépassement des autres. Le rapport sur l'Etat de l'environnement 2019 indique enfin que le CO2 émis sur le territoire représente 4,9 t/hab en 2017 (au-dessus de la moyenne mondiale de 4,8 t) et que le dépassement est encore plus frappant pour l'empreinte carbone du pays, qui inclut les émissions liées aux importations avec 7,9 t/hab. Le rapport souligne également l'impact de la France sur la déforestation dans le monde, avec un équivalent, pour l'année 2016, de 14,8 millions d'hectares soit plus d'un quart de la superficie de la métropole et la moitié de la surface agricole française, en cause : les importations de matières premières agricoles et forestières "issues de la déforestation des forêts tropicales" : soja, huile de palme, cacao, en premier chef. Le rapport indique nettement en somme que la situation est « *préoccupante* » pour les écosystèmes terrestres, aquatiques et marins français qui rencontrent tous des formes d'effondrement : sur les quelque 10 000 espèces évaluées, 18% sont éteintes ou menacées d'extinction. Même quand elles ne sont pas en danger, certaines populations d'animaux sont en chute libre[65].

Définir des limites planétaires suscite, ainsi, un vrai engouement scientifique. Il est vrai que la tâche est urgente et pourrait permettre de définir un référentiel incontournable des prises

[65] C'est le cas des oiseaux des champs, victimes de l'effondrement des populations d'insectes. Les causes sont multiples : effets du changement climatique, pratiques agricoles, artificialisation des sols (65 800 hectares perdus par an en métropole entre 2006 et 2015).

de décision. Mais celle-ci est délicate, comme nous le voyons, la complexité est extrême, et les boucles de rétroactions positives et négatives difficiles à modéliser. Les travaux du Stockholm Resilience Center, dirigé par Rockhstrom, ont par conséquent initié d'importants travaux, en modélisant les neufs principaux processus de régulation[66] de l'Holocène, distinguant alors les limites (ou point de basculement ou encore « tipping point »). Mais pour d'autres chercheurs[67], il paraît plus judicieux et prudent de définir ce phénomène en termes de « frontières » planétaires - soit la valeur basse de l'incertitude, qui équivaut à un risque accru de perturbation du processus de régulation, et ceci notamment car les points de rupture sont difficilement prévisibles et également parce que les processus de régulation interagissent et que la perturbation de l'un affecte la régulation et/ou la résilience des autres[68].

E) La question du dépassement: intégrée ou banalisée ?

Cette question de nos actions sur l'état de la planète se voit aujourd'hui diversement signifiée par une série d'indicateurs dont deux sont largement popularisées : le « jour du dépassement » et « l'empreinte écologique ». Le jour du « dépassement » correspond à la date de l'année, calculée par l'ONG américaine Global Footprint Network, à partir de laquelle l'humanité est supposée avoir consommé l'ensemble des ressources que la planète est capable de renouveler en un an. C'est un concept simple que les scientifiques ont mis au point pour vérifier si la consommation n'excédait pas la production des ressources ; il est chaque année donné, innocemment, par les médias. En 1970, ce jour du dépassement était intervenu le 23 décembre. En 2000, il était fixé au 4 octobre. En 2019, il s'agissait du 29 juillet[69]. Le dépassement entre la consommation des ressources de la planète et la reproduction desdites ressources dans le cadre d'un cycle annuel s'amplifie donc dans des proportions considérables. En 2019, le site du Ministère de la transition écologique indiquait que si toute l'humanité consommait autant de ressources qu'un Français, il faudrait 2,7 planètes pour subvenir à nos besoins, ce qui nous place au huitième rang des plus gros consommateurs du monde.

Indicateur inversé mais mesurant le même phénomène : la dite « empreinte écologique », permet de calculer les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaire pour produire les ressources qu'un Etat, un individu ou une activité consomme. Il permet, en d'autres termes, d'établir, le nombre de planètes requises pour maintenir le niveau de vie d'un individu ou d'une population. C'est, en fait, au moment de la conférence de Rio, en 1992, que se diffuse les travaux[70] d'un Professeur de planification urbaine William Rees, lui-même inspiré par la thèse de l'un de ses étudiants : Mathis Wackernagel[71]. Les deux chercheurs publient, par la suite, un livre - traduit en français en 1999, intitulé : *Notre empreinte écologique* dans lequel ils affinent le concept et la méthode de calcul, l'indicateur étant étendu à l'ensemble de la planète. Le concept rencontre alors un succès croissant, notamment grâce au WWF qui le diffusera largement en 2002 à l'occasion du sommet de Johannesburg et qui publie depuis, tous les deux ans, le Rapport Planète Vivante qui établit, entre autre, l'empreinte des consommations

[66] Processus de régulation qui ont permis une extrême diversification du vivant et la prospérité de l'espèce humaine. Pour chacun de ces processus, ils ont sélectionné une ou plusieurs variables de contrôle comme facteurs explicatifs majoritaires et ont observé les réponses suivant l'évolution de cette variable de contrôle.

[67] Cf notamment l'ouvrage très récent : Aurélien Boutaud, Natacha Gondran, *Les limites planétaires*, Paris, La découverte, 2020.

[68] Cf Infographie en Annexe

[69] Ce jour du dépassement a reculé de trois semaines et était établi au 22 août cette année, en raison du confinement lié à la pandémie de COVID-19. Ce recul ne peut pour autant être considéré comme révélateur d'une progression notable.

[70] Et notamment un article académique intitulé *Ecological Footprints and Appropriated Carrying Capacity: What Urban Economics Leaves Out* » (Empreintes écologiques et capacité de charge appropriée : ce que l'économie urbaine laisse de côté)

[71] Le résultat de la thèse est publié en 1995 : constatant que les habitants d'une ville avaient besoin d'une certaine surface de terres biologiquement productives (surfaces agricoles, espaces forestiers), un indicateur peut mesurer cette pression humaine sur les ressources naturelles en comparant « l'offre » en ressources naturelles à la « demande » humaine sur ces ressources.

mondiales. Cet indicateur est, par conséquent, aujourd'hui considéré comme un moyen de communication puissant pour le grand public.

D'autres outils ont depuis vu le jour : le Bilan Carbone notamment. Mais il est permis de s'interroger : ces outils, largement médiatisés, conduisent-ils réellement à des changements profonds des comportements, tant individuels que collectifs ? Aident-ils à nous faire intégrer la violence de nos modèles et leur nocivité ? Ou n'y a t'il pas une forme de banalisation à l'œuvre ? En proposant des indicateurs neutres, ludiques, facile d'accès et en tout point parlant, n'entretient-on pas une forme de distanciation, vis-à-vis de phénomènes graves et dont les conséquences sont réelles ? L'écologie a en effet souvent fait l'objet d'une confusion, en étant assimilée à un romantisme ou à un volontarisme au lieu d'être conçue comme une responsabilité incontournable : celle de « *l'unification du monde dont nous sommes devenus responsables*[72] » ; autrement dit, la prise en charge des effets globaux de nos actions. A cet égard, l'enjeu est cognitif car c'est un enjeu de compréhension[73]. Impératif d'autant plus important que nous sommes les agents centraux de cette modification planétaire, et que le franchissement irréversible des seuils implique une logique en domino[74] potentiellement explosive. L'écologie est une pensée *des* conséquences ; elle peut donc difficilement en ignorer les pires.

II. Affects et représentations : ce que *produit* le récit de l'effondrement

A) Les émotions de la crise écologique

La situation écologique soulève nombre de craintes et d'inquiétudes quant à l'avenir de nos sociétés. Ces craintes sont légitimes étant donné l'état de notre environnement, mais sont-elles mobilisatrices ? Bien souvent, la peur est vue comme paralysante ; d'autres la pensent motrice et condition d'une prise de conscience collective.

Alors que la communauté scientifique préfigure un possible effondrement des écosystèmes, de nombreux citoyens s'inquiètent de ne pas voir les politiques prendre la menace au sérieux. Pour certains d'entre eux, la crise écologique provoque une véritable détresse, oscillant entre l'angoisse et la colère. Glenn Albrecht, philosophe australien de l'environnement, a développé le concept de « solastalgie », définissant ainsi : « *la douleur ou la détresse causée par une absence continue de consolation et par le sentiment de désolation provoqué par l'état actuel de son environnement proche et de son territoire. Il s'agit de l'expérience existentielle et vécue d'un changement environnemental négatif, ressenti comme une agression contre notre sentiment d'appartenance à un lieu*[75] ». Ce phénomène dont les facteurs peuvent être naturels (sécheresse, inondations) comme artificiels (guerre, exploitation minière, défrichement), n'est pas véritablement nouveau, mais les vécus qui s'y rapportent semblent s'être répandue en raison de la crise climatique et de la destruction des écosystèmes. Le GIEC d'ailleurs lui-même utilise désormais ce terme pour décrire les effets potentiels et réels sur la santé mentale du changement climatique.

---

[72] Jean Zin, « Qu'est-ce que l'écologie politique ? », *Ecologie et Politique* n°40, juin 2010, p. 41

[73] « *Pour adapter la société aux nouvelles contraintes, le préalable serait en effet d'abord de la comprendre, comprendre notre marge de manœuvre qui n'est pas infinie, comprendre aussi ce qu'est un écosystème, ses interdépendances, ce qu'est un système de production, ses impératifs* ». Idem, p. 47.

[74] Nous sommes aujourd'hui face à une « *crise globale (qui) hypothèque gravement l'avenir de l'humanité. Derrière l'effondrement des fondamentaux de la biosphère se profilent un déclin économique sans précédent historique et, plus grave, une régression sociale* ». Jean-Pierre Déléage « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Ecologie et Politique* n°40, juin 2010, p. 24

[75] G. Albrecht, *Les Émotions de la Terre. Des nouveaux mots pour un nouveau monde*, Les Liens qui libèrent, 2020

Déjà dans les années 70, l'historien américain Theodore Roszak avait défini l'éco-anxiété comme étant une peur par anticipation, dans une dimension plus prospective, c'est à dire relative à la manière dont on perçoit l'avenir. En 1990, également, naissait *l'éco-psychologie*, soit l'étude de la dimension psychologique de la crise écologique[76]. Ces mécanismes émotifs sont aujourd'hui beaucoup travaillés. Une enquête réalisée en 2019 sur les mécanismes de l'éco-anxiété[77] indique que 84 % des personnes interrogées affirment ressentir d'autres types d'émotion, comme la colère (24 %), la tristesse (18 %) ou l'impuissance (9 %), face aux trois principales sources d'inquiétude que sont : l'érosion de la biodiversité, les ressources en eau et le réchauffement climatique. Trois profils d'éco-anxieux ont ainsi été conceptualisés: tout d'abord, les militants qui exercent des métiers en lien avec le développement durable, en permanence confrontés à des mauvaises nouvelles, en proie à des formes de burn-out écologique, et coupés de l'espoir. Des personnes sensibilisées à la collapsologie qui viennent avec un sentiment d'urgence, une grande insécurité et un besoin fort de se préparer. Et enfin, des personnes qui se sentent en décalage avec la société dans laquelle ils vivent, relativement seuls avec leur conscience écologique, en prise avec des formes de lucidité mais aussi de colère par rapport à l'injustice sociale ou à l'inaction des pouvoirs publics.

Outre ces analyses scientifiques visant à objectiver des affects florissants, d'autres émotions sont fréquemment désignées : désarroi, perte de sens, inquiétude, pessimisme, la liste est longue. Selon Servigne et Stevens, il existe cinq types de réactions chez les personnes convaincues de l'imminence d'un effondrement : *çavapétistes, aquoibonistes, survivalistes, transitionneurs, et collapsologues*[78]. Cette typologie résolument subjective permet de se figurer la diversité des affects impliqués dans la pensée d'un effondrement à venir ou en cours : « *Les réactions çavapétistes sont fréquentes chez les personnes qui se sentent impuissantes face à la destruction de notre monde, et qui, à cause de cela ou pour une autre raison, ont développé un certain ressentiment, voire une colère, envers la société »*, et finissent par souhaiter cet effondrement[79]. Cette attitude dévoile un imaginaire de la catastrophe sombre, nihiliste même parfois. Les réactions aquoibonistes sont aussi fréquentes, et s'inscrivent davantage dans des formes de déni ; l'idée ici va surtout consister à « profiter » de manière épicurienne et individualiste. Les réactions survivalistes mobilisent, quant à elle des réactions de repli voire de violence assez inquiétantes. A l'inverse, les transitionneurs développent, sous le poids des mêmes inquiétudes, un esprit collectiviste. *« Ils appellent à une "transition" à grande échelle, car pour eux la vie n'a plus de sens si le reste du monde s'effondre »*. Ils pratiquent ainsi l'ouverture et l'inclusion, convaincus que l'avenir se trouve plus dans les communautés d'intentions, les écovillages, et les réseaux d'entraide. Les collapsologues, enfin, se découvrent une passion pour ce sujet qui d'une certaine manière *« donne un sens à leur vie »*. Étudier, partager, communiquer, comprendre, devient progressivement une activité prenante qui permet d'endiguer des angoisses fortes ; pour ces catastrophistes qui pensent que l'effondrement est inéluctable et irréversible, l'objectif est de s'y préparer et de vivre avec l'idée, mobilisant alors un dernier affect : le courage[80]. Bien sûr, ces catégories ne sont pour autant pas étanches et il est assez fréquent de vivre un entrelas d'émotions : de « *se former à la récolte de plantes*

[76] « *Des processus psychiques qui nous lient ou nous séparent du monde non humain, processus dont les dysfonctionnements constituent, précisément, selon nous, la cause fondamentale de la crise écologique. Elle constitue, par ailleurs, une proposition de réconciliation de l'être humain avec la nature* ». Jean-Pierre Le Danff, « Introduction à l'Écopsychologie », *L'écologiste* n°33, 2010.

[77] Charline Schmerber, psychothérapeute a ainsi élaboré un questionnaire de 33 questions diffusé principalement sur les réseaux sociaux et resté en ligne un mois, en septembre-octobre 2019. 1 264 personnes y ont répondu, 84% l'ont rempli en intégralité (1 066 participants).

[78] Cf : Servigne, Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, 2015.

[79] Pour certaines organisations comme *deep green resistance* qui appellent de leurs voeux à un effondrement de la civilisation industrielle, la catastrophe n'est d'ailleurs pas que le système s'effondre mais bien qu'il continue à se maintenir et détruise toujours plus la biosphère.

[80] Comme indiquée dans la Tribune de Yves Cochet, paru dans le Hors-Série de Socialter : "Et si tout s'effondrait ?", déc.2018-janv.2019.

sauvages comestibles, tout en ayant la conviction que la coopération est la seule porte de sortie possible[81] *».*

B) Les publics, les acteurs, les réseaux du déclinisme

S'appuyant sur une analyse comparée entre la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, Jean-Laurent Cassely et Jérôme Fourquet se sont employés, dans un rapport de la Fondation Jean Jaurès intitulé « la France : patrie de la collapsologie[82] ? » à montrer comment la collapsologie a rencontré un vif écho en France et en ont dévoilé les affinités politiques de ses adeptes. Fruit de leur enquête, ils établissent que la prophétie collapsologique a gagné beaucoup de terrain dans les imaginaires occidentaux ces dernières années, et spécifiquement en France et en Italie : 71 % des Italiens et 65 % des Français[83] sont d'accord avec l'assertion selon laquelle « *la civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir* ». Laissant sciemment de côté, une explication relative aux causes de l'effondrement, les enquêteurs ont ainsi pu établir qu'une perception « décliniste » semblait prévaloir et constituait même un nouvel avatar du pessimisme français.

Selon cette enquête, deux grands narratifs semblent, en la matière se concurrencer, en France, et fédèrent à peu près le même nombre de suffrages : ceux qui pensent que la cause la plus probable serait « *les conséquences du réchauffement climatique et de la surconsommation : disparition des espèces, catastrophes climatiques, épuisement des ressources* » sont à peu près aussi nombreux (27 %) que ceux (32 %) qui pensent plutôt « *qu'il n'y aura pas d'effondrement soudain mais plutôt une dégradation progressive des conditions de vie actuelles* ». À côté de ces deux visions effondristes *mainstream* existent deux autres scénarios plus minoritaires et renvoyant à un imaginaire nettement plus violent et politiquement marqué : l'hypothèse d'un effondrement sous « *l'effet de vagues migratoires totalement incontrôlables* » (15 %), et celle d'un effondrement causé par « une guerre civile ou des tensions de plus en plus fortes au sein de la société » (14 %). Les imaginaires qui sont mobilisés font réapparaître des lignes de clivages tout à la fois générationnelle et politique[84].

Le sondage permet également de dégager quelques indicateurs sociographiques quant au « public » sensible aux thèses de l'effondrement : 50 % des membres des catégories aisées adhèrent à la théorie de l'effondrement, 61 % parmi les membres des classes moyennes supérieures, 64 % parmi ceux des classes moyennes inférieures, et le pourcentage culmine à 75 % parmi les catégories modestes, avant de légèrement redescendre chez les Français les plus paupérisés. Sur le plan éducatif, c'est parmi les sans diplôme (73 %) que l'adhésion est la plus forte.

---

[81] Servigne, Stevens, Comment tout peut s'effondrer, 2015.
[82] Jean-Laurent Cassely, Jérôme Fourquet, « La France : patrie de la collapsologie ? », enquête pour la Fondation Jean Jaurés, Février 2020.
[83] Cf Tableaux en annexe.
[84] Comme l'indique le rapport : Les générations les plus jeunes adhèrent peu à une vision d'un délitement progressif et d'un déclin au long cours mais se montrent en revanche beaucoup plus sensibles à l'impact du changement climatique et de la surconsommation des ressources sur le thème « Il n'y a pas de planète B ». Cette différence d'approche générationnelle majeure qui s'observe également en Allemagne renvoie à une reconnaissance très variable selon les tranches d'âge de l'impact du *way of life* occidental sur l'équilibre de la planète. Parallèlement à ce clivage générationnel marqué, le récit effondriste fait preuve d'une grande diversité et plasticité pour coller aux cultures des différentes familles politiques. Ainsi, assez logiquement, la vision d'un épuisement des ressources et du dérèglement climatique s'impose très largement parmi les sympathisants écologistes (56 % de citations) et dans une moindre mesure, bien qu'étant également en tête, au sein des sympathisants des Insoumis (37 %) et du Parti socialiste (31 %). Les sympathisants macroniens qui pensent que l'effondrement est possible partagent plutôt un imaginaire de droite dans la mesure où l'option qu'ils privilégient pour 45 % d'entre eux est celle d'un déclin progressif. On retrouve cet état d'esprit parmi les sympathisants Les Républicains (LR) qui citent à hauteur de 33 % ce scénario d'une décadence ou dégénérescence. Les soutiens du Rassemblement national (RN), quant à eux, sont les seuls à placer en tête parmi les causes d'un effondrement prévisible l'effet de vagues migratoires incontrôlables.

Le portrait statistique qui se dégage de ces résultats issus d'un échantillon représentatif ne coïncide guère avec les enquêtes réalisées jusqu'alors auprès des milieux « collapsonautes », terme employé à propos d'individus qui, convaincus de la menace, ont entamé une réorientation de leurs modes de vie pour mieux s'y préparer : ils se distinguent des « collapsosophes », plus portés sur le changement intérieur et spirituel, et des « collapsologues » à proprement parler, qui sont les théoriciens de la collapsologie. Dans la revue *Yggdrasil* cofondée par Pablo Servigne, une étude menée par trois enseignants membres de l'Obveco[85], l'Observatoire des vécus du collapse, auprès de participants à des forums Facebook collapso, aboutit en effet au portrait suivant : des hommes (60 %), urbains (65 %), très diplômés par rapport à la population française et plutôt jeunes (entre trente-quatre et trente-huit ans de moyenne d'âge selon les études, puisque « 85 % des collapsonautes ont suivi des études supérieures, voire très longues » et qu'« ils manipulent bien l'information scientifique et savent exercer leur esprit critique ».

Le décalage entre le portrait-robot d'un collapsonaute sur-diplômé, informé et volontariste d'une part, et le niveau socioculturel des adhérents à la thèse de l'effondrement dans le sondage de la Fondation Jean Jaurés d'autre part, semble s'expliquer ainsi : les collapsonautes engagés, qui fréquentent les plateformes et les lieux de débat et ont même engagé une transition, représentent une minorité éclairée très exposée médiatiquement, scrutée par les journalistes et les chercheurs. Là où les adhérents « déclinistes » semble constituer un mouvement plus souterrain et massif d'adhésion à la thèse de l'effondrement de la part d'une population qui vit ce risque sous l'angle d'une menace et qu'elle associe à une situation sociale et économique globalement subie, sans grande marge de manœuvre pour s'en extraire. Un public sensible aux thèses de l'effondrement, mais qui ne se définit pas pour autant comme sympathisant de la « collapsologie ».

Au niveau des acteurs et promoteurs de la théorie de l'effondrement : l'un des vecteurs les plus importants est donc celui des réseaux : « Collapsonautes », « effondrés[86] » se retrouvent majoritairement sur internet, au travers des réseaux sociaux et forums ; l'engouement pour les espaces de discussions traitant de l'Effondrement s'étant manifesté de manière plus importante sur les réseaux sociaux. La page « transition 2030 » en est, à cet égard, sans doute l'une des plus importantes. Ces espaces de discussion permettent ensuite la création d'autres entités[87], l'hétérogénéité des thèses étant de mise. Ces réseaux sont tendanciellement fréquenté par des « cadres non techniques » c'est-à-dire des individus occupant des postes à responsabilités dont les tâches ne sont relativement que peu encadrées par un supérieur hiérarchique direct, comme des professions libérales ou de la fonction publique, des professeurs, infirmiers, artistes, ou encore des programmeurs et des graphistes. Les profils sont majoritairement masculins. Les espaces de discussion attirent beaucoup de jeunes diplômés, principalement issus d'écoles d'ingénieurs ainsi que des profils bac+5 en « crise de sens » et/ou en réorientation professionnelle.

Ces espaces de discussions révèlent une grande diversité d'espaces de vulgarisation comme : « Transition 2030 pour les nuls » (1400 membres) qui se veut vulgarisateur et promeut la diffusion de documents scientifiques, « La Collapso heureuse » (1100 membres) qui propose des alternatives aux éventuels chocs ou états de sidération découlant du constat de l'Effondrement, « Collapsologie, les limites à la croissance » (9800 membres), « Coming-out :

[85] Pour consulter les enquêtes : https://obveco.com

[86] Cf : l'article de Cyprien Tasset, « Les « effondrés anonymes » ? S'associer autour d'un constat de dépassement des limites planétaires », 2019. Ce terme similaire à « Collapsonaute » met l'emphase sur l'état du sujet et aux répercussions personnelles (psychologique et sociale) que peut créer l'adhésion aux thèses de l'Effondrement.

[87] C'est par exemple le cas d'*Adrastia*, association de loi 1901 comportant plus de 500 membres en août 2019, fondée en 2014 par Vincent Mignerot, moins d'un an après l'essor de la page Facebook *Transition 2030* par une partie de ses internautes en 2013.

Effondrement, résilience, Collapsologie et transition écolo » (3000 membres), qui est plus particulièrement consacré aux témoignages personnels. L'appartenance simultanée à de multiples groupes est courante dans ces différents forums. Certains groupes comme « Nouveaux modèles économiques de l'Anthropocène » (380 membres) ou « Effondrement : l'atelier du storytelling et des imaginaires » (3090 membres), se rapportent plutôt à l'imaginaire de l'Effondrement véhiculé par la culture ambiante et les diverses formes de récit que l'on peut lui porter. D'autres encore, comme le récent « Adopte un·e Collapso - Rencontrons nous avant la fin du monde » (2570 membres), créé avec une certaine autodérision par une universitaire et un responsable associatif, propose aux participants d'interagir en vue d'une rencontre amicale ou amoureuse entre personnes partageant la même vision de l'avenir et des adaptations nécessaires face à celui-ci. « Transition 2030 », quant à lui, a dépassé les 16 000 abonnés en mars 2019. Cette mise en commun sur les forums permet aux « Collapsonautes » de ne plus affronter seuls la masse d'informations contradictoires produites chaque jour sur le basculement global, mais aussi de ne pas se laisser submerger par des émotions causées par la révélation du *predicament* de l'Effondrement. Cette mise en commun et diffusion des informations participent d'un cadrage qui, selon le chercheur Cyprien Tasset *« permet d'en rejoindre une compréhension commune, autour d'un corpus établi et de zones d'incertitudes mieux circonscrites*[88] ».

Ces « Collapsonautes » s'avèrent par ailleurs très consommateurs d'offres ayant trait à l'effondrement, notamment de services de développement personnel mais aussi de productions culturelles déclinant la collapsologie dans des fictions ou des imaginaires. À travers les réseaux, ils s'échangent références, vidéos, séries, podcasts, magazines spécialisés qui s'adressent à un public déjà familier du sujet. Il peut également y être échangé des informations plus éclectiques, tels que des « bons plans » pour acquérir des parcelles de terrain ou des techniques de permaculture pour débuter une nouvelle vie plus résiliente à la campagne. Après 2017, il semblerait qu'une explosion quantitative des adhérents de ces espaces, suite à la forte médiatisation de la collapsologie, ait eu lieu, ce qui aurait participé à diffuser une image plus consensuelle et illustrative de l'effondrement, véhiculée par les médias[89] - et constituant ainsi un public *effondriste* plus large.

C) Les critiques du récit de l'effondrement

La diffusion de ce récit a généré des crispations; certains arguments sont ainsi apparus nettement. La collapsologie se propose de fournir une approche interdisciplinaire de l'effondrement pour fournir un diagnostic global de l'état de notre biosphère ; elle se base ainsi sur une compilation interdisciplinaire de travaux scientifiques mis en réseau pour établir une analyse qui mobilise de nombreuses sciences naturelles (climatologie, physique, biologie, géologie) mais elle est fréquemment accusée d'être une « pseudo-science » qui se baserait moins sur des données objectivables que sur un « instinct » peu rigoureux. Elle est également suspectée de promouvoir une approche de l'effondrement trop anthropocentrique[90]. En effet, l'Effondrement avec un « E » majuscule est une notion vague et singulière ; Il existe une grande diversité d'effondrements, dont certains sont déjà entamés. Le terme trop généraliste ne renverrait pas à la diversité des dynamiques et présupposerait un effondrement touchant toute la biosphère de manière identique et simultanée, suggérant ainsi une responsabilité partagée et

[88] Tasset, Cyprien, *op cit.* 2019. p 8 : 25.

[89] Les « collapsologues de réseaux », promoteurs de l'effondrement, sont présents dès l'origine dans les espaces de discussion dont ils sont parfois les fondateurs ; ils apparaissent comme une petite communauté d'initiés. Propagateurs et discutant d'informations ayant déjà été le produit d'un cadrage, les « collapsonautes » sont apparus postérieurement.

[90] Cet anthropocentrisme consistant à ne concevoir la nature qu'à l'aune des conditions d'existence humaines n'apporterait nullement un paradigme nouveau dans la conscience environnementale, et serait même régressive, réifiant l'ancienne division nature/culture que le naturalisme a trop longtemps fait prévaloir.

équivalente. En se focalisant sur l'effondrement à venir de la civilisation industrielle, le risque serait ainsi fort de se rendre aveugle aux effondrements qui s'avèrent pour certains déjà bien avancés[91].

Autre critique : la thèse de l'effondrement présente les enjeux environnementaux au travers d'une approche occidentalo-centrée du monde. Ainsi, pour Jean-Baptiste Fressoz, il s'agit d'une « écologie de riche[92] » ignorant les aspects profondément inégalitaires d'effondrements déjà en cours dans certains pays pauvres ou en développement. Ces populations sont les premières victimes d'une pollution et d'un dérèglement climatique résultant du mode de vie des pays industrialisés. Ainsi, parler de « pédagogie de l'effondrement » ou prétendre que l'humanité ne prendra conscience de l'effondrement qu'une fois qu'elle sera au bord du gouffre, serait faire l'impasse sur des populations qui en souffrent déjà. Dans leur grande majorité, ce sont des populations qui n'ont que très peu « bénéficié » de l'amélioration de leurs conditions d'existence matérielle grâce au système de production industrielle. Les grandes catastrophes naturelles en augmentation constante, la montée des eaux et les pollutions aux métaux lourds touchent majoritairement des pays qui n'ont pas les moyens ni les infrastructures nécessaires pour faire face à ces pollutions et catastrophes. Enfin, parler de catastrophe pour définir l'effondrement de notre société thermo-industrielle, c'est aussi faire abstraction des sévices, de l'exploitation, des inégalités et des dictatures engendrées par le fonctionnement supposé « normal » de ce même système. Selon Fressoz, c'est même justement parce que les collapsologues *« ne sont pas issus des milieux militants, des luttes contre les injustices sociales [qu'] ils ne sont pas de ceux que le fonctionnement normal, quotidien – diaboliquement et fondamentalement inique – de la civilisation industrielle, révulse[93] »*.

Autre critique importante : l'aspect dépolitisant de la collapsologie. Bien que Servigne et Stevens pointent l'inégalité internationale comme un facteur accélérateur de l'Effondrement, ils ne se livrent pour autant pas à une analyse transversale des dominations en relation avec l'environnement, comme le propose par exemple l'écoféminisme. La collapsologie est ainsi souvent vue comme une nouvelle thèse écologique vidée de toute considération liée à la critique sociale. À la fois dans les conditions de son énonciation mais aussi de sa temporalité, le discours de l'Effondrement est conçu comme dépolitisant : l'argument récurrant consistant à dire que les thèses collapsologiques ne questionnent que très peu les formes d'organisation des sociétés, leurs conditions de production et de répartition de la propriété privée. Les thèses collapsologiques sont ainsi dénoncées comme masquant les rapports de force politiques qui traversent la société[94]. Tout au long de l'histoire, des populations ont fait montre de résistances face à la « contamination du monde[95] » et aux nouvelles formes d'exploitation de l'environnement ; la collapsologie serait ainsi responsable d'en gommer la vitalité.

Enfin, ce récit est perçu comme réactionnaire. L'argument étant alors de rappeler que dans les années 90, lorsque la question climatique émerge dans l'espace public, le discours de l'Effondrement se fait le vecteur de nombreuses théories réactionnaires voire de droite identitaire, comme celle dit du « *déclin de l'occident[96]* ». Si en France la collapsologie met

[91] « *Du point de vue de la culture dominante qui détruit les biomes et les espèces du monde entier pour satisfaire sa frénésie de croissance et de progrès, cette perspective est logique. Mais pour tous ceux qui se sont défaits de l'aliénation qu'elle impose, pour les peuples autochtones du monde entier, menacés de destruction (et non pas d'extinction) à l'instar de toutes les espèces vivantes, pour les rivières, les saumons, les ours, les lynx, les loups, les bisons, pour les forêts, pour les coraux, et ainsi de suite, la catastrophe est la civilisation industrielle, et son effondrement, lui, constitue la fin d'un désastre destructeur qui accable la planète depuis bien trop longtemps*. » Nicolas Casaux, « Le problème de la collapsologie » publiée le 28 janvier 2019 pour le collectif Le Partage.
[92] J-B. Fressoz. « La collapsologie, un discours réactionnaire ? ». Tribune. Libération, 7 Novembre 2018.
[93] J-B. Fressoz, idem.
[94] Une naturalisation de l'organisation humaine qui se transformerait ainsi en fatalisme d'une histoire linéaire, là où l'effondrement est pour d'autres conçu comme le résultat de rapports de force et de choix collectifs.
[95] Cf : François Jarrige, Thomas Le Roux, *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industrielle*, Seuil, 2017
[96] Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident* (2 tomes 1918-1922), Gallimard, 1948 (réédition 2000).

l'emphase sur les notions « d'entraide » et de « lien social », les théories de l'effondrement, aux États-Unis par exemple - mais aussi récemment en France sous la tutelle de personnalités charismatiques comme l'économiste Piero San Giorgio, figure importante de mouvements nationalistes européens - mobilisent un imaginaire xénophobe reprenant les termes « d'invasion » ou de « grand remplacement[97] ». La portée récente du néosurvivalisme, souvent confondue avec les théories de l'effondrement n'a fait que creuser le sillon de cette dangereuse confusion.

Collapsologie et survivalisme[98] sont en effet deux tendances identifiées mais pourtant bien distinctes. Le premier met l'accent sur l'entraide, la préparation et la solidarité. Il s'agit ici d'investir les aspects socioculturels du monde d'après l'effondrement ; anticiper les savoirs pratiques qui seront nécessaires : permaculture, habitat autonome, participatif et alternatif en « éco-village », « éco-hameau » ou autre lieu de communauté intentionnel. Les survivalistes abordent, eux, leur préparation à l'effondrement selon des modalités plus offensives. Il y a ici une divergence forte relative à la finalité : « *les néosurvivalistes ne sont pas mus par le même imaginaire. Quand un écologiste quitte la ville pour cultiver son jardin, il le fait pour rendre le monde meilleur. Pour les survivalistes, ce n'est pas pour rendre le monde meilleur, c'est parce qu'il y a une catastrophe qui plane et c'est donc le seul moyen pour s'en sortir*[99]». Alors que les influenceurs de la galaxie collapsologiste sont généralement issus des rangs de la mouvance écologiste, la galaxie survivaliste est, elle, plutôt composée de personnalités qui mettent en scène leurs capacités de résistance physique et leur aptitude à la survie. Ceci posé, des croisements existent et des liens se font entre les deux univers, pour des raisons d'ailleurs plus pragmatiques que politiques, mais il faut assurément se garder de voir une stricte superposition entre ces deux imaginaires et les visions du monde qui les structurent.

D) Les représentations vertueuses de la théorie de l'effondrement

La critique de la collapsologie comme « dépolitisante » émane d'acteurs qui raisonnent à partir du champ d'écologie militante et savante auquel ils appartiennent ; le surgissement de l'effondrisme est ainsi conçu pour eux comme une régression politique et théorique. Mais cette hypothèse indiquant que les théories de l'effondrement viendraient dépolitiser des gens qui, sans cela, se seraient engagés vers une écologie plus transformative et positivement réformatrice, est pour autant loin d'être certaine, explique Cyprien Tasset qui a étudié les réseaux de collapsonautes. Ses travaux montrent qu'une partie significative des personnes impliquées dans des forums électroniques ou des associations liées à l'effondrement ont un désir fort de compréhension factuelle. Une population qui se trouve ainsi plus encline à valoriser l'aspect objectif de la connaissance quantifiée, aux dépens des prises de position existentielles ou explicitement politisées. L'objectif ici n'est donc pas d'entrer dans une conflictualité sociale, ou d'agir en vertu d'un combat de valeurs, mais pétris par une recherche de sens, les arguments chiffrés et globaux de la collapsologie sensibilisent et attirent[100].

---

[97] Piero San Giorgio, *Survivre à l'effondrement économique*, Le retour aux sources, 2011.

[98] Le survivalisme a évolué au gré des peurs collectives. Le terme est inventé par Kurt Saxon pendant les années 60, aux Etats-Unis. Ce dernier, auteur de livrets, en partie imprimés par le Parti Nazi Américain, professait un survivalisme d'extrême droite qui se préparait à la menace nucléaire venue d'URSS, annoncée par le réchauffement de la guerre froide. Les peurs ont changé et le survivalisme a de fait évolué. Dans les années 70 et 80, il s'est centré sur la peur de la catastrophe économique et monétaire. Ces peurs ont resurgit également après les crises de 2004 et 2008, aux Etats-Unis comme en Europe. En France, Selon Bertrand Vidal, le survivalisme se serait développé véritablement à partir de 2012, concomitamment à la "fin du monde" annoncée par le calendrier maya. Les médias ont alors trouvé des individus, souvent délirants, qui s'y préparaient. C'est alors que les survivalistes se sont affirmés en opposition, indiquant alors que les menaces contre lesquelles ils se préparaient, eux, étaient rationnelles (crise économique, crise environnementale) et acceptées au sein de la population. Cf ; Bertrand Vidal, *Survivalisme, etes-vous prets pour la fin des temps ?*, Arkhê, 2018.

[99] Boris Loumagne, « Qui sont les survivalistes, ces "élus des derniers temps" ? », Entretien avec Bertrand Vidal, France-Culture, mars 2018.

[100] Ces cadres témoignent ainsi parfois « *du choc libérateur par lequel cette « rationalité métabolique », comme dit le philosophe Pierre Charbonnier, les a fait rompre avec un optimisme entrepreneurial qui perd sa crédibilité en matière de protection de l'environnement. Elle*

Le deuxième apport notable concerne l'aspect vertueux de l'anticipation d'une menace, ce que Hans Jonas appelait « l'heuristique de la peur ». Nos activités ont en effet désormais des effets globaux et parfois irréversibles ; les conséquences de nos modes de vie font donc peser une menace permanente et réelle sur l'équilibre global de la nature[101] ». C'est, selon lui, le déséquilibre profond entre notre puissance d'action et notre capacité à anticiper les conséquences de nos actions qui nous expose finalement le plus au risque d'une catastrophe écologique. Hans Jonas a ainsi proposé un Principe Responsabilité qui repose sur la peur - en tant que moteur de l'action responsable. L'utopie[102] est selon lui conçue comme dangereuse et irréaliste, étant donné l'urgence et la gravité de la situation écologique. L'optimisme de l'ignorance et la croyance selon laquelle la technique saura résoudre d'elle-même les problèmes qu'elle pose vont à l'encontre de toute forme de responsabilité. La peur permet, à l'inverse, d'éveiller l'émotion susceptible de mobiliser la raison et la volonté pour nous prémunir du risque : nous pouvons ainsi mesurer la valeur de ce que nous sommes susceptibles de perdre. Cette anticipation de la menace est révélatrice à la fois de la valeur de ce qui est menacé et de l'attachement à cette valeur. La peur devient ici un véritable instrument de connaissance : c'est son aspect « heuristique ». En devenant ainsi objet de connaissance et source d'un devoir moral, la peur apparait comme un commandement éthique qui impose de nous interroger sur les risques inhérents à nos sociétés et sur le risque d'un effondrement systémique qui sans cesse les menacent. La peur, ainsi comprise, permet d'agir avec discernement et justesse[103].

Sortir de la hantise et de la peur – sans nier la réalité – consiste, ainsi, pour beaucoup de jeunes sensibilisés à ces théories, à multiplier les perspectives qui dévoilent la pluralité *d'effondrements déjà en cours*, plutôt qu'un unique écroulement à venir ; et éviter ainsi la fascination, le médusage ou l'apathie. Désespérées mais pas pessimistes, ces générations « *s'ingénient à accueillir et cultiver des formes de vie qui échappent par le haut au capitalisme extractiviste. Condamnées à naviguer sur les effondrements en cours, elles génèrent d'ores et déjà des arts inédits du soulèvement* [104]». Face, en effet, à des formes d'« asséchement du spectre politique[105] » : nous nous trouvons enjoints à pratiquer des politiques de l'urgence et du moins pire, comme le rappelle Anne Rumin[106]. La collapsologie à cet égard a le bénéfice de sa stratégie discursive : elle transforme la représentation de l'effondrement en un « évènement ». D'une certaine manière, elle fait rupture dans l'imaginaire et dans l'intelligible : et revendique le fait de déplaire. C'est ainsi qu'elle dénoue les tensions inhérentes à la situation, et qu'elle permet de décomplexer la parole : par son hybridation des discours de la science et de l'émotion, elle séduit et embarque : cela constitue pour partie, son attrait.

---

leur permet aussi d'intégrer le flux des mauvaises nouvelles planétaires dans un cadre structuré ». Cf : « Cyprien tasset, . https://revue-sesame-inrae.fr/collapsologie-dernier-mot/ interview par Laura Martin Meyer, 17 avril 2020.

[101] C'est du moins là la thèse du philosophe Hans Jonas: nous vivons pour lui dans une situation apocalyptique c'est à dire dans l'imminence d'une catastrophe universelle, au cas où nous laisserions les choses actuelles poursuivre leur cours. *Cf :* Hans Jonas, *Le principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation* (1979), Champ Flammarion, 1990 (trad). Hormis dans son pays, où il a reçu un célèbre prix littéraire en 1987, Jonas n'aura connu qu'une gloire posthume, son livre publié en 1979 n'ayant reçu une traduction qu'au cours des années 90, quand le débat sur la responsabilité et la précaution était déjà lancé. C'est dans la Déclaration *de Rio* que le principe de précaution a été présenté comme une façon de concrétiser le principe de responsabilité dans des engagements politiques.

[102] Défendue alors par Ernest Bloch et son « principe espérance ». Cf : *Le principe Espérance*, Tome I,II,III, Gallimard, 1944, 1955, 1959.

[103] Entendue ici comme « de manière adéquate » : parce que le mal auquel nous expose la technique est un mal dont le passé ne nous fournit aucune expérience, nous devons avoir recours, selon Jonas, à l'anticipation par l'imagination. C'est ainsi que l'on peut anticiper le risque.

[104] Comme l'indique la 4éme de couverture de l'ouvrage de Citton et Rasmi : *Générations collapsonautes.* Seuil, 2020.

[105] Cf: Anne Rumin, « Tyrannie du présent : Un autre rapport au temps », *Socialter*, n°5 « Et si tout s'effondrait? », dec.2018-janv.2019

[106] Anne Rumin, Mémoire de M2: « Attendre l'effondrement : les temporalités politiques dans le discours de la collapsologie ». IEP Paris.

III. La « bataille des imaginaires »

A) Les fonctions d'un récit

Face à de tels risques et au désarroi que cela suscite, il est aujourd'hui courant d'entendre que « de nouveaux récits collectifs doivent émerger ». On semble aujourd'hui attribuer au récit un potentiel quasi magique ; pourtant, les spécialistes sont clairs: « *On n'a jamais encore pu déterminer ce que peut un récit* [107] ». A quoi renvoie cette idée de récit si prisée aujourd'hui ? A quel besoin fait-il écho ?

D'abord à l'idée de « grands récits » structurants, qui auraient disparus. C'est la thèse, très classique, de Jean-François Lyotard, lorsqu'il publie *La Condition postmoderne* en 1979 qui remet en question les grands récits de la modernité et proclame la fin du grand récit unificateur. Face aux pensées *« totalisantes »* que sont à ses yeux le structuralisme, la phénoménologie et le marxisme, et aux *« grands récits »* de la modernité, à commencer par celui qui, depuis les Lumières, fait de l'histoire de l'humanité un long chemin continu vers l'émancipation, Lyotard constate l'éclatement et l'incompatibilité des différents savoirs. À l'âge postmoderne, chaque domaine de compétence est séparé des autres, et possède un critère qui lui est propre. Nous devons donc nous résoudre à vivre dans des sociétés fragmentées où coexistent plusieurs codes sociaux et moraux mutuellement incompatibles. Là où les sociétés pré-modernes avaient établi une sorte de « transcendance du passé », autour de la religion notamment, et où les sociétés modernes avaient inversé cette logique en une « transcendance du futur », la postmodernité serait le moment où plus aucune transcendance ne fait sens. Or, s'il n'y a plus de point de vue qui domine les autres, c'est « la fin des grands récits », le triomphe du relativisme et la fin de la tonalité « optimiste » qui avait caractérisé la modernité. Se redonner des récits aujourd'hui consisterait ainsi peut-être à retrouver de l'optimisme et se redonner des « garants méta-sociaux »[108]. Face aux constats de notre époque et à la possibilité d'un effondrement systémique, une désorganisation est hautement compréhensible ; la multiplication des mobilisations sociales et des injonctions à « trouver un nouveau récit » traduit ce double phénomène de désarroi et de volonté de reconquête de sens : l'imaginaire dans la post-modernité acquiert alors une place centrale.

Cela renvoie également à cette idée de « récit national » supposant qu'écrire un récit collectif serait un préalable pour faire communauté. Rappelons-nous : A la fin du XIXe siècle, l'école primaire, devenue obligatoire sous la IIIe République, se donne pour mission de transformer les enfants de différentes régions aux langues et identités encore marquées (Bretons, Basques, Occitans, etc.) en *citoyens* français. L'enseignement de l'histoire sert alors à montrer la grandeur et l'unité de la France, et à stimuler le patriotisme. La construction de ce « récit national » s'appuie sur les manuels de l'historien positiviste Ernest Lavisse, utilisés très largement entre 1884 et les années 1950, mettant en exergue des récits de conquêtes, d'épopées et de personnalités. Le récit national a alors comme fonction de nourrir un imaginaire historique

[107] Cf : « Pourquoi la narration ? » Entretien avec Yves Citton, Dossier Storytelling, Revue *Lendemains* n°149, dir. C. Krauss et U. Urban, Tübingen, Narr, 2013

[108] Les périodes de désorganisation sociale et culturelle se caractérisent en effet par les défaillances des garants métasociaux et métapsychiques, par le dérèglement notamment de leurs fonctions d'encadrement, de croyances partagées et de représentations communes. A cet égard, les théories psychanalytiques de groupe et les théories de René Kaess montrent bien que l'ébranlement de ces garants, qui recueillent tout l'implicite d'une civilisation, atteint les fondements de l'ordre symbolique : à la loi qui s'impose à tous et organise l'ensemble se substitue une situation d'anomie. Les effets psychiques de cet ébranlement est l'objet de l'analyse du « Malaise dans la civilisation » travaillé par Freud en 1929.

devant être partagé par l'ensemble des citoyens pour former la communauté nationale. Ce n'est qu'à partir des années 1930, que l'Ecole des annales, fondée par les historiens Lucien Febvre et Marc Bloch, remettra en cause les récits historiques linéaires, faits de successions d'événements et centrée sur les grands hommes, en s'intéressant davantage au temps long et cycliques. Dans l'après-guerre, la revue des Annales (et notamment sa figure centrale : Fernand Braudel) poursuivra ses travaux sur l'histoire sociale et économique, et sur des durées dépassant l'événementiel, construisant alors une autre histoire collective, pour arriver dans les années 1960-1970 à la « Nouvelle Histoire ». Emergent alors des thèmes historiques jusqu'alors passés sous silence, car considérés comme moins glorieux pour la France : la colonisation et ses excès, le régime de Vichy, la traite des noirs. Voulant dénoncer les biais politiques, la part de fiction et de réécriture des faits, le récit national devient – sous la plume des historiens - le « roman national [109]». Cette exigence de vérité fait naitre des gestes politiques de repentances ou de réparation du passé[110] mais crée aussi du vide : sur quoi poser dorénavant le sens commun ? C'est en fait de mobilisation dont il est in fine question ; mais mobiliser pour quoi ? en vertu de quoi ? et à quelle fin[111] ?

B) Le storytelling et ses écueils

« *Construire des scénarios souhaitables pour réhabiliter demain* » a constitué l'objectif de l'Institut des Futurs Souhaitables, créé en 2010. S'il a été parmi les premiers à nourrir cette idée, depuis peu, cet objectif a massivement percolé dans la société et cette « fabrique » de narrations collectives, des lobbys et think tank, l'ont également investie[112]. L'enjeu central devient désormais celui de la généralisation voire de la banalisation, d'un certain *motto,* d'un récit que certains souhaiteraient uniforme. L'urgence de notre situation enjoint en effet certains acteurs aujourd'hui à vouloir « créer » de nouveaux récits, proposer en somme une narration susceptible de lever l'adhésion et de fédérer les élans citoyens : faire ainsi ce qu'il est convenu d'appeler du « storytelling ».

Mais de nombreux risques y sont logés : en terme de proposition mirifique bien sûr mais aussi en terme d'imposition. Christian Salmon, en 2007, avec, son livre *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits* a fort bien montré ses écueils[113]. Le recours[114] à ces fables construites pour légitimer des perspectives précises, contient en effet des risques d'instrumentalisation élevés. Certes, raconter des histoires aide à garder captif un auditoire[115], mais l'objectif n'est alors plus de souder : il devient celui de convaincre. Il s'agit par conséquent d'un procédé de légitimation pour lequel la plus grande attention doit être apposée. Une nécessité de vigilance d'autant plus grande que l'outil est ambivalent, et que le storytelling peut, en certains points, être *aussi* un outil de pédagogie, un levier de mobilisation. Le film « Demain» (2015), de Cyril Dion et Mélanie Laurent, racontant les initiatives qui, à travers le monde,

[109] L'expression est de Pierre Nora.

[110] On peut penser par exemple au Président Chirac acceptant publiquement en 1995 la responsabilité de l'Etat Français dans la déportation des juifs, ou encore la traite des noirs considéré comme crime contre l'humanité par la loi taubira en 2001.

[111] « *Donc à quoi sert le récit? La réponse que j'ai envie de donner, c'est que le récit peut servir à mobiliser, pour le meilleur comme pour le pire*[111] ». Pourquoi la narration ? Entretien avec Yves Citton, ibid.

[112] Tels que : « La Bascule », lobby dit citoyen conçu en février 2019 par Maxime de Rostolan, installés depuis mars 2019 à Pontivy en Centre Bretagne, ou encore « Place To B » qui a également lancé son réseau « Narrators for Change » visant à fédérer des journalistes spécialisés sur l'écologie ainsi que des « narrateurs engagés » (blogueurs, designers, communicants, artistes, experts, codeurs, etc.) pour construire un nouveau récit qui puisse traverser l'ensemble des modes de communications et potentialiser ainsi la transition écologique.

[113] Notamment l'importance des nouveaux usages du récit dans la communication politique, dans le management et dans le marketing, soit l'appropriation d'un certain mode de narration à des fins instrumentales.

[114] Rappelons ici que le pouvoir que d'aucun assigne au storytelling, n'est pas quelque chose de nouveau, et encore moins une invention du XXéme siècle. Cf : Y. Citton, *Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche*, Amsterdam, Paris, 2010.

[115] L'usage des récits en science de la gestion et des organisations est bien connu : il s'agit d'user des images pour accompagner les transformations en gestation et leur donner un sens. A l'heure numérique on parle même de «digital stotytelling» qui prend forme à travers du webdocumentaire ou du blog, favorisant les recommandations et la diffusion rapide sur les médias sociaux.

changent la vie, en est un exemple avec ces plus d'un million d'entrées en France. Arthur Keller, expert sur ces enjeux, insiste ainsi sur la nécessité d'une forme d'encadrement, de formation[116] ou de coordination, sans lesquels le risque est de ne générer qu'un immense « flou artistique », et ne créer que davantage de confusion. Il est ainsi primordial de s'assurer qu'une série d'écueils sont évités et qu'une logique d'action soit activée – comme l'indique Arthur Keller, spécialiste des enjeux de narrations : *On va se retrouver avec des récits incompatibles entre eux, qui simplifient à outrance, qui ne donnent aucune vision claire et qui risquent fort de créer de la confusion et donc de l'inaction. (...).Il faut aussi se débarrasser des lieux communs qui pourrissent les récits. J'en note trois. D'abord l'idée qu'il faut être positif pour ne pas démobiliser. C'est faux : on peut être inspiré par le beau, le juste ou le noble comme par un sentiment d'indignation ou de colère. (...) Deuxièmement, il faudrait forcément susciter de l'espoir et du désir. Ça peut marcher mais attention à ne pas se tromper d'espoirs et de désirs. Les désirs doivent être variés, sinon on fait de l'entre-soi, et les espoirs doivent être lucides. Hélas les maniaques de l'espoir diffusent pléthore de « solutions » qui participent à donner de faux espoirs, qui démobilisent à moyen terme quand on réalise que ça ne marche pas. Et troisièmement, il y a l'idée qu'il faudrait absolument éviter de faire peur. Mais la peur est indispensable. Il est temps de prendre les gens pour des adultes : la peur est libératrice quand elle pousse à trouver des solutions pour la dépasser. Le mouvement des Villes en transition est constitué de gens qui ont compris les enjeux et ont fait quelque chose de leur peur. Et, cerise sur le gâteau, en plus de créer de la résilience, ce passage à l'action crée de la cohérence. Il est passionnant et rend heureux. Il faut activer le désir mimétique des gens*[117]».

Primordial également de se rappeler qu'il est surtout ici question de responsabilité collective. Comme le rappelle Yves Citton « *Le storytelling, la narration, l'immersion narrative, c'est comme un ordinateur ou un marteau : on peut en faire les meilleures et les pires choses. Il ne s'agit donc pas de condamner l'immersion (ou l'identification) mais de savoir au nom de quoi on va dire que c'est une bonne ou une mauvaise utilisation* » ; à cet égard, un *bon* récit[118] est un récit qui conduit à poser des problèmes appelant à un travail interprétatif, un récit qui nous interroge. Montrer de nouvelles façons de faire[119], de vivre, de s'engager, conscientiser, représenter, imaginer, donner à voir ce qui déjà existe : voilà la finalité du récit collectif à structurer. Enjeu d'autant plus important pour la transition écologique et solidaire que certains récits dominants ont une visée claire de captation de nos attentions, de canalisations[120] ; des modes de narration qui nous saturent - saturation de sens, saturation des capacités perceptives - et qui occupent notre attention « *comme une armée d'occupation occupe un pays* [121]».

C) La puissance politique des imaginaires

Selon Cornelius Castoriadis, la démocratie - en tant que *forme de société* et non pas comme seule procédure - est indissociable de certaines valeurs qui doivent inspirer la vie en commun. Ces valeurs jouent un double rôle : elles confèrent un sens à la société et à la vie de chacun des individus qui la compose. Elles sont fondamentales et unificatrices parce qu'elles sont

[116] Selon Arthur Keller, si certains artistes ont la capacité de raconter de « belles histoires » ils n'ont pas une compréhension suffisamment fine des enjeux, ni de la nécessité d'apporter des réponses systémiques, ni de la psychologie des foules, ni de la sociologie des mobilisations.
[117] Usbek et Rica, 10/09/2019, interview Arthur Keller.
[118] « *Donc une bonne histoire, ce serait une histoire qui me permet de réfléchir, pas forcément de façon réflexive, distante et critique, mais de mettre en scène un rapport différent entre ma singularité et mon milieu. Je disais plus haut: une histoire qui fasse que le spectateur ou le lecteur se pose un problème qui appelle un travail d'interprétation* ». Pourquoi la narration ? Entretien avec Yves Citton, Dossier Storytelling, Revue *Lendemains* n°149, dir. C. Krauss et U. Urban, Tübingen, Narr, 2013.
[119] Comme l'indique Cyril Dion dans « Construire un nouveau récit », sa tribune du 9 mai 2018, paru sur Latribune.fr : « *il faut montrer de nouvelles façons de faire dans l'agriculture, la création monétaire, la démocratie ou encore des entrepreneurs qui racontent des histoires très puissantes. La Ferme du Bec Hellouin rencontre depuis longtemps un succès extraordinaire, les zadistes de Notre-Dame-des-Landes montrent qu'il existe d'autres façons de vivre... Tout cela est en train de construire un nouveau récit. Mais pour qu'il remporte la bataille, il faut que des millions de personnes prennent conscience qu'ils en font partie. Il faut bâtir des stratégies de mobilisation pour éviter la dispersion* ».
[120] Y. Citton, Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche, Amsterdam, Paris, 2010
[121] « Pourquoi la narration ? Entretien avec Yves Citton », Dossier Storytelling, *Lendemains* n°149, Tübingen, Narr, 2013.

donatrices de sens, au point que de celles-ci émanent principalement toutes les autres valeurs mineures de la société et les activités diverses, valorisées, qui s'exercent dans cette société. Ces valeurs ne peuvent être *que* l'œuvre de la collectivité ; elles ne peuvent être prescrites, descendantes, ni ne faire l'objet d'injonctions.

Les formes que prennent chaque société n'ont en effet pas d'autre origine qu'elle-même ; cette capacité qu'ont les sociétés à se produire elle- même est absolument centrale. Castoriadis a ainsi rappelé que le monde est travaillé par une logique extrêmement puissante : celle des significations imaginaires. D'une part, les imaginaires *institués* : ceux qui sont profondément arrimés dans nos cadres mentaux, tant et tant que leur conscientisation est difficile ; et d'autre part, les imaginaires *instituants* : c'est-à-dire les micro-déplacements dans les façons de concevoir le monde, d'habiter le monde et ainsi de rompre avec des logiques qui ne font plus sens. Seuls ces derniers sont susceptibles de mener une société à « s'auto-altérer » - c'est-à-dire à modifier ses cadres.

Et c'est ici sans doute l'écueil principal de ce crédo des récits tout actuel. Car « *personne ne peut jamais sauter par-dessus son époque*[122] ». La nôtre est à l'urgence certes, mais elle est aussi celle de la re-création politique[123], de la volonté citoyenne de reconquérir des espaces délaissés ou dévoyés. Ceci ne peut être l'œuvre d'un simple récit permettant à l'accord de se faire : ce sont les pratiques qui viennent modifier les cadres institués et suggérer d'autres imaginaires. Autrement dit, seule la collectivité peut inventer[124] de nouveaux modes de vie ; c'est toute la puissance auto-instituante de la société qui y est ici contenue. Celle qui permet, notamment, de se sentir agissant, confrontée à des trajectoires qui ne conviennent plus. Cette transformation radicale des institutions de la société suppose un déplacement qui n'est pas que narratif : « *pour qu'il y ait une telle révolution, il faut que des changements profonds aient lieu dans l'organisation psycho-sociale de l'homme occidental, dans son attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire*[125] ». Un déplacement qui suppose également une volonté collective, car il y a – et c'est un point capital –sans cesse tension entre institué et instituant. Donc quand bien même les valeurs instituées qui inspiraient le sens de la vie en société sont devenues insignifiantes, dénuées de sens, les institutions sociales qui incarnent ces valeurs fondamentales restent en place ; c'est donc à la société de créer les conditions de son auto-altération. La possibilité d'un projet politique résolument écologique est par conséquent indissociable d'une remise en cause des valeurs et des orientations culturelles de la société, et de formes neuves d'autolimitation. Remise en cause difficile[126] mais qu'un certain activisme citoyen a récemment initiée. Loin de supposer que ces formes d'engagement puissent créer des modifications notables et directes en termes de gouvernementalité, il faut considérer leurs apports existentiels. La multiplication des mobilisations citoyennes, des réseaux de transition, des communautés effondristes interrogent, en effet, la question centrale qu'est : dans quelle société voulons-nous vivre ? Et que décidons-nous de *créer* collectivement ? Cet aspect *instituant* est le point central de l'institution globale de la société.

---

[122] Cornelius Castoriadis, « La fin de la philosophie ? », *Le monde morcelé*, p. 243.
[123] Le nombre de listes électorales citoyennes qui émergent en attestent.
[124] C'est à ce point que la conception politique de Castoriadis rencontre la préoccupation écologique, car pour lui le développement de l'autonomie par la démocratie ne se conçoit pas sans une auto-limitation. Les limites doivent exister, mais elles ne peuvent découler d'une autorité supérieure ; au contraire elles doivent être issues de la délibération et de la décision collectives.
[125] Castoriadis C., « L'écologie contre les marchands », (1992), in Une Société à la dérive, Paris, Seuil, 2005, pp. 243.
[126] Dans *les scenarios de l'écologie* (1996), Dominique Bourg avait déjà établi que le scénario démocratique avait des difficultés intrinsèques : la première d'entre elle étant d'ordre culturelle c'est à dire visant l'évolution des mentalités. Il indiquait alors qu'«*il est malheureusement beaucoup plus probable qu'il faille compter sur la vertu pédagogique d'une catastrophe pour ébranler nos mentalités* ».

D) La question des « futurs souhaités »

Une méthode est aujourd'hui très fréquemment utilisée qui consiste à se projeter dans un futur souhaitable *pour* identifier les mesures et politiques qui relieront cet avenir à notre époque actuelle. Une grande partie des rapports politiques – institutionnels ou non – procèdent de cette manière. La prospective est même structurée ainsi.

A titre d'exemple, dans le cadre du débat sur la transition énergétique, l'ADEME a présenté deux scénarios énergétiques aux horizons 2030 et 2050. Les travaux détaillent notamment les transformations qui doivent se produire dans chaque secteur pour aboutir aux ambitions du Facteur 4, c'est à dire la division par 4 des émissions de GES d'ici 2050 ; cherchant ainsi à évaluer les évolutions et transformations tendancielles attendues des consommations énergétiques des différents secteurs, des principaux postes émetteurs de gaz à effet de serre et de la production d'énergie, dans un contexte volontariste d'amélioration globale des performances énergétiques et d'une prise de conscience grandissante des enjeux environnementaux. L'ADEME a, pour se faire, développé deux scénarios aux méthodologies, échéances et objectifs distincts: le scénario dit « Vision ADEME 2030 » basé sur une méthodologie exploratoire (dite *forecast*) et établi sur un objectif tendanciel volontariste. Le scénario dit « Vision ADEME 2050 » repose, lui, sur une méthodologie normative (dite *backcast*) La méthode est donc différente. Dans ce second scénario l'ADEME explique à quelles conditions cet objectif pourra être atteint. La question de l'objectif visé est donc tout à fait cruciale car la prospective, ici, prend les atours d'une narration menant à un point donné – établi comme souhaitable ; cette méthode, toute efficace qu'elle soit, peut potentiellement faire infiniment varier la trajectoire à emprunter, hypothéquant possiblement certaines données, qui font certes l'objet de controverses, mais dont pourtant aucune anticipation d'avenir réaliste ne peut faire l'économie.

Un autre exemple permet d'illustrer cette aporie : le rapport désormais connu de l'Institut Momentum, rédigé selon la méthode du backcasting, présenté à la demande du *think tank* Forum vies mobiles, intitulé « Biorégions 2050 » et présentant un scénario prospectif pour l'Ile-de-France dans trois décennies. Cette étude avait pour consigne de décrire un scénario pour l'Ile de la France après une situation d'effondrement de la civilisation industrielle. Les trois auteurs du rapport, Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoît Thévard ont utilisé différentes études et statistiques qui donnent plusieurs constats sur ce futur : notamment une mobilité diminuée et une population réduite[127]. Des moyens de transport doux, des biorégions où la nature a repris le contrôle, une convivialité entre voisins, du travail pour tous : cet exemple de scénario est donc une possibilité de récits collectifs qui pourrait donner envie à la société d'opérer ce changement de transformation profonde pour atteindre un futur souhaitable – comme indiqué, dans le document : « *La vie quotidienne a retrouvé une forme de convivialité de proximité, à base d'entraide et de solidarité* », « *certains centres commerciaux ont été transformés en serres de pépinières* », « *le périphérique a été couvert de verdure* » ; des différences notables sont advenues : « *l'ozone et les microparticules ne polluent plus l'air. Mais les épisodes de chaleur extrême interdisent encore la circulation sur de grandes distances par temps estival*». Mais le

[127] « *La mobilité a diminué* (*55 000 voitures contre 5 millions aujourd'hui, 3 000 transports en commun contre 10 000 actuellement*) *et la marche et le vélo sont privilégiés* ». Deuxième constat : « *la répartition de la population francilienne sera bien différente. En 2050, les territoires ruraux accueilleront 700 000 habitants supplémentaires, à l'inverse, Paris et sa zone urbanisée verront leur population divisée par deux. À cause du manque d'emploi, du coût de la vie, des températures extrêmes et des risques d'épidémies, les Franciliens préféreront partir s'installer dans des biorégions* ». Huit potentielles ont été, dans le rapport, identifiées. Cf : Agnès Sinaï, Yves Cochet, Benoît Thévard, *Le Grand Paris après l'effondrement. Pistes pour une Ile-de-France biorégionale*, Editions Wildproject, Marseille, 2020.

futur ici est envisagé selon un horizon spécifique : celui d'un effondrement ; l'anticiper devenant une garantie de maintien du bien-vivre[128].

Les limites de cette optique apparaissent ainsi nettement : derrière toute anticipation pensée selon ses modalités, réside en fait une vision politique. La prospective ainsi résumée n'est plus *stricto sensu* la science de l'évolution future des sociétés permettant de dégager rationnellement des éléments de prévision, mais un outil de consolidation de récits. Or, en matière de sciences environnementales, il est toujours possible que surgissent des événements « reconfigurateurs » dont on ne peut prédire les conséquences à l'avance. Sans doute faudrait-il donc privilégier des méthodes d'appréhension du futur intégrant la variabilité, épousant en quelque sorte ce que Chateauraynaud et Debaz nomme un « *conséquentialisme ouvert*[129] » permettant des réajustements permanents, ouvrant certes à de nouvelles vulnérabilités mais aussi de nouvelles opportunités.

E) Derrière les récits : des visions

Les futurs souhaités varient évidemment en fonction d'une série de projections, de croyances et d'idéologies parfois, menant par conséquent à des visions possiblement éloignées de ce qui fait la *transition*. Celle-ci est supposée traduire le passage d'un état d'équilibre à un autre[130]; il est ainsi affaire de mutation, à la fois progressive et profonde, des modèles de société. Intrinsèquement liée à la notion de développement durable, elle n'en est longtemps restée qu'une évocation corrélée[131] ; ce n'est que récemment que cette notion – et tout ce qu'elle emporte avec elle – est devenu axiomatique[132]. Le développement durable, d'abord présenté comme un horizon nécessaire et projet commun, s'est trouvé affaibli, impuissant à inverser des évolutions mondiales néfastes. Cette désillusion s'explique notamment par l'ambiguïté sémantique du concept qui permet des acceptions fort différentes et mouvantes – comme Léa Boissonade l'indique dans le Théma de juin 2017 portant sur l'analyse du concept de Transition[133].

Rappelons, pour autant que cette difficulté à définir le périmètre d'action et de réflexion d'un avenir « durable » a toujours été : dans un livre célèbre, *Le ministère de l'impossible* de 1975, le premier occupant du ministère français « de l'environnement », Robert Poujade, rapporte cette boutade célèbre de Jacques Chaban-Delmas, quand il crée le ministère, en avril 1971 : « *quel beau ministère dont on a inventé le nom avant de connaître la chose* ». Le terme est homologué dès 1970 par le Conseil International de la Langue Française, mais dans un sens qui est d'emblée inadapté à l'ensemble des problèmes concrets qu'il prétend englober. Car ces problèmes excédent la seule protection de la nature, il touche au développement des sociétés.

---

[128] « *Ça passe en effet par moins de confort, c'est sûr, mais est-ce que ce que moins de confort, c'est le retour au Moyen-Âge ? On pourra quand même se retrouver dans des cafés, écouter de la musique, écrire et fabriquer des choses ensemble, faire pousser des choses, se déplacer, faire du spectacle, fabriquer des low-tech, créer de nouveaux savoirs, communiquer avec les animaux… Tout cela n'est pas moyen-âgeux si on a un système politique qui maintien des acquis de démocratie, de pensée* ». Propos d'A.Sinai, cité dans : *L'Île-de-France va s'effondrer... et la vie y sera belle*, Reporterre, 16 juillet 2019.

[129]Dans le conséquentialisme ouvert, ce qui n'avait pas été prévu déclenche des enchaînements non couverts par le raisonnement et des choses se produisent qui ne pouvaient pas être connues et anticipées. A l'opposé, se trouve le « conséquentialisme borné » qui détermine cette liste à l'avance ; les risques sont ici rendus calculables, mais n'intègrent pas la part d'inattendu. Cf : Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz, *Aux bords de l'irréversible : sociologie pragmatique des transformations,* Paris, Pétra, 2017.

[130] Cf : Bourg D. & Papaux A. (dir.), Dictionnaire de la pensée écologique, Article « Transition », 2015.

[131] Le rapport Meadows de 1972 insiste notamment sur la nécessité de la « transition d'un modèle de croissance à un équilibre global » en mettant en avant les risques induits par la croissance économique et démographique. En 1987, le rapport Brundtland indique aussi qu'il s'agit d'opérer « la transition vers un développement durable ». Cf : Thema, la transition : analyse d'un concept, CGDD, L. Boissonade. Juin 2017

[132]« *En France, la notion de transition écologique et son volet énergétique ont récemment pris de l'ampleur au sein du ministère en charge de l'environnement comme l'illustrent le Conseil national de la transition écologique créé en 2012, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte promulguée en 2015 ou encore la Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (2015-2020)* ». Cf : Théma, la transition : analyse d'un concept, CGDD, Léa Boissonade. Juin 2017

[133]Cf : « *L'ambiguïté sémantique du concept et de sa définition (durable versus soutenable, subjectivité de l'équilibre entre les dimensions environnementales, sociales et économiques, incertitude quant aux besoins des générations futures, tension entre durabilité faible et durabilité forte...) et du caractère mouvant de ses acceptions successives* ». Cf : Thema, la transition : analyse d'un concept.

C'est de cet antagonisme persistant entre développement et environnement que naîtra le concept de « développement durable ». C'est la commission Brundtland, en 1983, dont le rapport sera publié quatre ans après, qui va officialiser l'expression[134]. De ce rapport est resté une définition, fort vague ; celle d'un développement « *qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins*[135] ». Cette définition se trouvera, en réalité, accompagnée de 22 autres, dans le rapport, qui iront du développement durable comme pure croissance économique au développement durable comme protection de la nature.

Devenue depuis - selon Olivier Godard, économiste, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des enjeux de développement - une « chimère »[136], un objet de mystification, le développement durable est, pour reprendre les termes de Jacques Theys « en crise »[137] et se retrouve souvent à perpétuer le modèle qu'il s'agit précisément de quitter pour faire transition. Il n'en demeure pas moins que c'est le terme de développement durable qui s'est retrouvé réinvesti en 2015, avec les Objectifs de développement durable aujourd'hui devenus centraux pour le Ministère. Outre les questionnements que cela soulève en termes de charge[138] affecté aux mots, il est possible de constater une grande diversité de concepts désormais utilisés en substitut ou remplacement (résilience, décroissance, transition, effondrement, etc.). Sur cette base, trois grandes conceptions de la durabilité peuvent se voir dégagées, selon Fabrice Flipo : la *dématérialisation*, *l'autre développement* et *la sortie du développement*[139]. Si les dénominations sont discutables, cette typologie permet de rompre avec une approche très répandue et problématique : l'idée selon laquelle il y aurait *une* conception bonne, là où évidemment la pluralité règne.

La première conception soutient que le problème de la durabilité se ramène à un problème technique, dénué de dimensions politiques. Pour les tenants de cette approche nous avons d'un côté un problème de raréfaction des ressources et de l'autre un problème de dérèglement des services gratuits offerts par la nature. Ni l'un ni l'autre ne remettent en cause l'objectif d'accumulation et de croissance, ils n'appellent au mieux que quelques correctifs qui seront apportés par l'innovation technologique[140]. Ce courant a pour enjeu de construire la confiance dans le développement technique et sa capacité à venir à bout de tous les obstacles par la dématérialisation. L'imaginaire est « technophile » et le récit consiste à postuler que tous les problèmes générés actuellement trouveront une solution dans l'avenir : la raréfaction de certaines ressources naturelles provoque l'arrivée de « technologies de rupture » qui pallient ce problème à temps. Une ressource s'épuise, mais une autre prend la relève. La croissance est ici la solution. Cette tendance est vue, pour d'autres, comme étant « cornucopienne ».

Le second courant objecte au premier son utopisme, l'irrationalité de ses solutions et la nécessité de s'orienter vers une piste radicalement différente : un changement dans l'organisation collective. Pour ce second courant, le premier ne peut qu'échouer, pour deux raisons principales. Une première raison est que le courant de la dématérialisation mise en

---

[134] Le terme de « développement durable » ayant été inventé en 1980 dans un texte proposé par le WWF, l'UICN et le PNUE.
[135] Rapport Brundtland « our common future », 1987.
[136] Godard O., Le développement-durable, une chimère, une mystification ?, Mouvements N°41 septembre-octobre 2005.
[137] Theys J., Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sousexploité ou dépassé ?, Développement durable et territoires, Vol. 5, n°1, 2014.
[138] Il est en effet permis de s'interroger : le développement durable indiqué dans le rapport Brundland en 87 est-il le même que celui de la triste Conférence de Copenhague de 2009 ; et celui-là même est-il encore identique à ce qui a fondé les ODD ?
[139] Fabrice Flipo, « Les trois conceptions du développement durable », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 5, n°3
[140] Les « ressources » comprennent les « sources » (minerai, énergie mécanique récupérable dans l'eau, le vent *etc.*, surfaces agricoles *etc.*) et les « puits » (capacité de stockage du carbone, d'épuration de l'eau *etc.*). Pour chacune des deux catégories des solutions sont proposées. Du côté des ressources, l'idée est de creuser plus loin, avec des moyens technologiques plus puissants : forage en trois dimensions, taux de récupération amélioré, substitution des ressources, ingénierie, génie génétique *etc.* Du côté des « puits », l'idée est aussi d'augmenter les capacités, en compensant les externalités négatives par des dispositifs régulateurs à l'échelle du problème, tels que la géo-ingénierie.

grande partie sur des solutions qui sont encore à venir, soit qu'elles n'existent qu'au stade expérimental – telle que la fusion nucléaire -, voire même seulement théorique - telle que la transmutation ou la géo-ingénierie -, soit, si elles existent, qu'elles sont loin de pouvoir être mises en œuvre de manière rapide et à grande échelle. Dans les deux cas, les solutions proposées ne présentent pas les garanties nécessaires à l'atteinte de résultats effectifs pour une transition réelle et selon un calendrier réaliste. Il lui reproche également les « effets rebond » : autrement dit, l'idée que les efforts faits localement pour réduire telle ou telle consommation, et améliorer « l'efficacité écologique » générale de l'économie, se trouvent plus que compensés par l'augmentation générale des services rendus[141]. Ainsi, pour ce courant, les choix techniques doivent être politisés. Il mise ainsi sur le changement « sociétal », l'objectif étant de mettre l'accent sur le sens de ce qu'on fait. Ce courant est à la recherche d'une nouvelle forme de société civile dont la motivation ne serait pas le profit, ce qui conduit à privilégier « l'économie sociale et solidaire », sans s'y réduire cependant.

Le troisième scénario dit de la « sortie du développement » entérine l'idée de la nécessité d'une rupture importante. Il est donc celui qui paraît le plus utopique, ou le plus catastrophiste, au sens où il est le plus en décalage avec la réalité quotidienne dans laquelle sont inscrits les pays développés. La catastrophe est un thème très présent, dans ce courant ; certains s'attendent à un effondrement de systèmes jugés trop complexes ou trop corrompus. Ces discours aux accents volontiers prophétiques ou millénaristes se moquent des efforts des élites, des « décideurs », fréquemment jugés inutiles ou sans efficacité. Ils ne conduisent pas pour autant au « survivalisme » ou à des réactions identitaires aux accointances avec la droite extrême. Les personnes animées de ces convictions se mettent simplement en position de ne plus dépendre de systèmes dont la contre-productivité est devenue toxique. Ce courant nourrit un intérêt très fort envers ce qui est robuste, solide, promeut ainsi le dit « low tech », arguant que l'hyper-modernité a diffusé, dans le monde entier, un mode de vie qui s'avère ne pas être généralisable.

Ces propositions, ces récits sont in fine des « régimes d'énonciation » visant à fixer les futurs. Francis Chateauraynaud[142] en a proposé quatre[143], fort proche de cette précédente analyse. La première concerne la fabrique des futurs dans la perspective d'un effondrement systémique, dont la résonance publique n'a de cesse de se confirmer. Ce régime rassemble tous les éléments qui attestent, pour les énonciateurs, une prochaine fin du monde tel que nous le connaissons. Le second régime établit la science comme omnipotente ; le futur est ici conçu à partir de multiples innovations technoscientifiques. Déjà à l'œuvre ou encore lointaines, ces innovations permettent d'afficher une version optimiste, littéralement techno-progressiste du futur à moyen et long terme. Ici les énonciateurs ne nient pas les crises en cours, mais entendent les surmonter. Le troisième régime est celui de la régulation. Il est fondé sur l'idée qu'une bonne gouvernance des crises et des risques passe par une redéfinition des instruments de gouvernement, engageant des expertises plus collectives, des instances de contrôle et de vigilance plus indépendantes[144]. Le quatrième régime, enfin, est celui de la recomposition des mondes, celui des alternatives[145] qui ouvrent sans cesse des possibles à partir d'expériences locales.

[141] Les exemples sont nombreux, et bien documentés : la réduction de la consommation des véhicules n'a pas réduit les émissions de gaz à effet de serre, étant compensées par l'allongement des distances parcourues, *etc.*

[142] F. Chateauraynaud et J. Debaz, « Agir avant et après la fin du monde, dans l'infinité des milieux en interaction », *Multitudes*, 2019/3, n°76 ; et F. Chateauraynaud et J. Debaz, *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Pétra, 2017.

[143] Cf Annexe.

[144] Lanceur d'alerte, droit à l'information, principe de précaution, participation des publics, principe de compensation écologique, par exemple : ce régime s'impose par une constellation de normes et de dispositifs cognitifs collectifs

[145] De ce que l'auteur appelle des « contre-anthropocènes ».

IV. La puissance publique face aux a-venirs : la difficile modélisation du pire

A) La difficulté du changement de régime

Florence Rudolf[146] a montré, dans ses travaux, que de la « modernisation écologique » au « développement durable », c'est d'une inflexion de la modernité plutôt que d'un changement de régime dont il a été question. La « transition écologique » renvoie, explicitement à la perspective d'un changement sociétal sans précédent, mais semble peiner à en emprunter la route. L'absence de vision[147] susceptible d'indiquer des directions auxquelles se fier dans la construction de politiques publiques n'est sans doute pas étrangère à cette indétermination.

Le premier scénario, désigné de « modernisation écologique » est une invention de décideur qui procède pleinement de la critique sociale du développement popularisée par le président Truman en 1949 pour relancer l'économie mondiale. Les registres mobilisés par l'expression témoignent très explicitement de la convocation d'un imaginaire « post-seconde Guerre mondiale » dans lequel le progrès hante les esprits et guide les politiques. À compter des années 1970, la rareté, qu'elle soit associée ou non à la perspective d'un pic pétrolier, hante de manière récurrente les réflexions des experts techniques et des intellectuels. Cette thématique alimente par conséquent la sortie nécessaire des économies fondées sur des énergies fossiles, mais aussi l'invention de nouvelles formes de développement, un renversement qui peut prendre par ailleurs différentes modalités[148]. L'invention de la « modernité écologique » portera, elle, la marque du réformisme, affichant sa confiance en la modernité, dont elle envisage l'avenir à travers le concours des différentes institutions modernes ; selon elle, ces dernières sont en mesure de relever le défi de la crise écologique par l'association de la science et de la technique, au service d'une économie de marché encadrée, c'est-à-dire régulée par l'État et les politiques environnementales.

Le développement durable, qui en prendra la suite, procèdera ainsi d'un imaginaire qui n'est guère éloigné, ne serait-ce qu'en raison de la référence explicite qu'il fait au progrès, par l'entremise du développement. Il semble cependant épouser une cause plus élargie que la modernisation écologique par les références qu'il établit avec la dimension sociale et culturelle de son programme d'une part, et de sa prétention à la globalisation, d'autre part. Alors que la modernisation écologique apparaissait davantage comme un programme du « Nord », le développement durable est vu comme un programme de compromis[149], à l'intention des Nations anciennement industrialisées. L'invention du développement durable réalise une montée en complexité par rapport à ses prédécesseurs, par les synergies entre économie, écologie et société qu'il préconise ; il prend de la hauteur par rapport à l'hybridation de l'économie et de l'écologie qu'impulsait la modernisation écologique. Ceci posé, dans les années 1990 où l'enjeu écologique s'institutionnalise et où le développement « durable » s'impose, les théories

---

[146] Florence Rudolf, « La transition énergétique entre homéostasie du système et effondrement. Retour sur trois décennies de mobilisations discursives autour de l'écologie », *Cahiers de recherches sociologiques, Pour une sociologie de la transition écologique* n° 58, hiver 2015. Elle propose ici une analyse de la série discursive dans laquelle s'inscrit la transition écologique de manière à mettre en évidence l'imaginaire dont procèdent les sémantiques écologiques qui accompagnent la modernité tardive depuis la fin du XXe siècle.

[147] Elle indique ainsi que « *Cette dernière est loin d'être anodine du point de vue de la conception des politiques publiques et des pratiques sociales qui se réfèrent à la transition écologique et de leur évaluation. Le sens accordé au changement pèse sur la réception sociale de la transition écologique. De quel type de changement est-il question ? À quelles échelles s'adresse-t-il ?* ». p. 38

[148] Il prendra notamment, indique Florence Rudolf, des accents révolutionnaires ou réformistes, selon qu'il est question ou non de préserver le projet de la modernité. Si la thématique de la finitude est bien au rendez-vous, l'époque est aussi à l'effervescence : elle rêve de liberté, de participation et de partage des ressources. L'invention de la modernisation écologique est indissociable de cet horizon de significations où finitude et aspiration à un processus de démocratisation cohabitent.

[149] Cf : Corinne Gendron, *Le développement durable comme compromis. La modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. Pratiques et politiques sociales et économiques, 2006.

environnementales deviennent plus « *continuistes*[150] », et consensuelles. Il y a comme un glissement de paradigme qui s'opère entre la conception d'un environnement vu comme élément central de toute construction humaine à celui d'une simple variable d'ajustement[151] du marché : ceci a évidemment amoindri les horizons les plus radicaux de l'approche écologique. Une radicalité qui fera son retour dans les années 2000, indiquant alors une perte de confiance en la rhétorique rassurante du développement durable[152].

Ces sémantiques « modernistes » se sont, en tout cas, trouvées en perte de sens et de crédibilité et ont laissé place à une autre figure qui s'est profilée avec de plus en plus d'insistance, à savoir celle d'un effondrement brutal et sans précédent de mémoire d'hommes. Les politiques environnementales se sont alors trouvées acculées, enjointes non plus à penser la préservation de notre monde mais à se dresser comme rempart[153] de sa destruction : « *Orphelins des visions et images qui guidaient notre rapport au monde, nous assistons impuissants à la catastrophe qui vient ou, au mieux, nous nous préparons à y faire face*[154] ». Notre régime de réalité est ainsi devenu celui de l'imagination de l'*après*, sans toujours parvenir à modéliser ce qui pourrait advenir.

B) Anticipation et précaution : un divorce consommé ?

Depuis les années 1980, la représentation d'une catastrophe toujours possible est devenue emblématique d'une immense rupture historique vis-à-vis de ce qui caractérisait la modernité. Rupture avec le projet de maîtrise technique du monde, rupture avec l'idée de progrès, avec le mépris de la nature, avec un consumérisme outrancier. La catastrophe occupe *in fine* une place essentielle « *dans le récit du dessillement postmoderne, car elle représente un moment d'involution de la modernité qui se trouve confrontée à ses propres créations*[155] », comme le rappelle Jean-Baptiste Fressoz. C'est ce qu'a théorisé Ulrich Beck en 1986, dans son ouvrage *La Société du risque :* les risques ont, selon lui, changé de nature et nous entrons désormais dans le règne de l'incertitude. Risques qui ne sont plus « naturels » mais issus de la modernisation elle-même ; risques qui ne sont par ailleurs plus strictement calculables. Le politique, en somme, dans la société dite postmoderne vit et s'organise *autour* du risque et dans *l'anticipation de la catastrophe*.

Face à la série de modélisations indiquant des risques accrus, des points de rupture proche : le « principe de précaution » ne semble, cependant, pas s'imposer. Ce principe, défini en 1992

---

[150] Rappelons, ici, que initialement, l'écologie s'est constituée dans une sensibilité philosophique au vivant. Son approche holiste de l'éthique, nommée aussi *éco-centrisme* par le philosophe Aldo Léopold, conçoit les activités humaines comme destructrices d'une biosphère à la valeur intrinsèque, puisque matrice de tout organisme. Cette approche préconise de ce fait une protection de toutes communautés vivantes (humaine et animale) ainsi que de l'intégrité des écosystèmes. Cette approche holiste de continuité entre l'homme et le vivant n'est évidemment pas à confondre avec l'approche dite « continuiste ».

[151] Le rapport temporel de la « crise » environnementale présupposait jusqu'alors des changements structuraux et immédiats des institutions étatiques, dans les rapports de production mais aussi dans les fins poursuivies. Depuis, il s'est mué en une évaluation annexe de coûts acceptables des externalités négatives du fonctionnement entropique de la croissance. La pollution s'en trouve naturalisée, les seuils de pollutions « acceptables », et les taxes à la pollution sont alors institutionnalisés incarnant un « mal nécessaire » d'un mode de vie « non négociable » : Cf. F. Jarrige, T. Le Roux, *La contamination du monde : Une histoire des pollutions à l'âge industriel*. p. 145.

[152] Le terme de « décroissance », apparue pour la première fois sous la plume de Nicholas Georgescu-Roegen dans les années 1970, avec l'ouvrage *Entropie, Ecologie, Economie*, traduit par Jacques Grinevald et paru en France en 1979, mais qui ne sera diffusé réellement qu'une trentaine d'années plus tard. Ce paradigme sera ensuite publicisé par une série d'auteurs dont André Gorz, figure de proue de l'écologie politique française *: « nous arrivons au cœur de la question : l'équilibre global, donc la non-croissance voire la décroissance de la production matérielle est une condition, cet équilibre global est-il compatible avec la survie du système ? »*. Cf : Gorz, André., « La dernière chance de la Terre », Le nouvel Observateur. N°397, 19 juin 1972. p. 4.

[153] *« La formule consacrée selon laquelle la transition énergétique correspond au passage d'un état à un autre, sans plus de précision, est riche de sens. Elle témoigne d'une impasse qui se resserre et se précise autour de la thématique de l'effondrement. Il ne s'agit même plus de préservation du monde mais de dresser un dernier rempart contre le chaos* ». Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009.

[154] Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009

[155] Jean-Baptiste Fressoz, Les leçons de la catastrophe. Critique historique de l'optimisme postmoderne, La vie des idées, 13/05/2011.

lors de la Conférence de Rio, indique que : « *en cas de risques graves ou irréversibles, l'absence de certitude absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives* ». Ce principe de précaution a également été repris et quelque peu amendé, en février 1995, dans la Loi Barnier relative au renforcement de la protection de l'environnement : l'idée d'un « coût économiquement acceptable[156] » ayant été adjoint à la définition initiale. Il fera également l'objet d'un nouveau libellé, en 2005, lors de son placement dans la Charte de l'Environnement ; ajout qui par ailleurs constitutionnalise le principe : *"Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution, à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin d'éviter la réalisation du dommage ainsi qu'à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques encourus* ». Faut-il regretter que le parcours de ce concept fondamental ait été celui de multiples temporisations ?

Il y a en effet, apparemment, un divorce consommé entre anticipation et précaution. La « gestion des risques » est aujourd'hui, certes, un axiome central. Ulrick Beck, l'indiquait, dès 1987, la société de production est *en soi* une société du risque : la croissance exponentielle des forces productives donnant naissance à des risques et des potentiels de mises en danger dont l'ampleur est sans précédent[157] : la multiplication des rapports et données chiffrées traduisent cette nécessité de se figurer l'état du monde : d'être en somme dans une politique d'anticipation forte. Pour autant, lorsqu'il s'agit de tirer les conséquences établies par ces productions scientifiques, en termes de nocivité, « *la pensée court-circuite* [158]».

Les politiques publiques ne parviennent, en effet, manifestement pas à inverser ces horizons et à déployer véritablement une politique d'urgence et de précaution. Le Haut Conseil pour le climat, dans son rapport 2019 indique, par exemple, que le budget d'émissions de gaz à effet de serre fixé par la Stratégie nationale bas carbone n'a pas été respecté[159] entre 2015 et 2018[160]. Les deux derniers rapports du Groupe International d'Experts sur les Ressources[161] ont également alerté sur la pression qu'induit la croissance sur les ressources ; le principal message issu de leurs travaux consistant à indiquer que l'utilisation des ressources naturelles, telle que nous la faisons aujourd'hui, mène les sociétés humaines dans l'impasse. En effet, les ressources que nous extrayons de la nature, qu'elles soient minérales ou d'origine vivante, sont en quantité limitée alors que le rythme d'extraction augmente de manière exponentielle. Le rapport de 2019 indique, à cet égard, clairement que l'urgence est absolue : « *nos modèles fondés sur une propension à consommer et à jeter ont des effets dévastateurs sur notre planète* ». Il établit que « *90 pour cent de la perte de biodiversité et du stress hydrique sont dus à l'extraction et au traitement des ressources. Ces mêmes activités contribuent à près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale*[162] ». Enjeu qui pour autant ne fait pas, à l'heure

---

[156] La loi n° 95/101 du 2 février 1995 l'indique ainsi : *« l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable »*.

[157] Cf : Ulrick Beck, *La société du risque, Sur la voie d'une autre modernité*, 1986, Paris, Flammarion. Il y indique que le risque devient global, systémique, invisible et autoréférentiel. « *La société du risque est une société de la catastrophe (…) L'état d'exception menace d'y devenir un état normal* », p. 43.

[158] Cf. U. Beck, idem, p. 44.

[159] Le premier budget carbone, soit le plafonds d'émissions de gaz à effet de serre à ne pas dépasser au niveau national, 2015-2018 (1 832 $MtCO_2e$) a été dépassé de 4 % : la France a émis 62 $MtCO_2e$ de plus que prévu sur les quatre années. La baisse des émissions réelles n'a été en moyenne que de 1,1 % par an, quasiment deux fois moins que l'objectif fixé (de 1,9 % par an). Ce rythme annuel doit tripler d'ici 2025 pour respecter l'objectif de neutralité carbone.

[160] En dépit des déclarations de bonnes intentions, l'empreinte carbone par habitant de la France reste encore supérieure à son niveau de 1995, cad à 11 tonnes d'équivalent CO2 par hab et par an (alors qu'elle doit descendre à 2 tonnes d'ici 2050…).

[161] Le Groupe international d'experts sur les ressources a été créé en 2007. Il travaille à rassembler toute l'expertise scientifique disponible en matière d'exploitation, d'utilisation et de dégradation des ressources naturelles. Il formule des synthèses à l'attention des décideurs, afin qu'ils puissent anticiper et éviter les impasses de développement. En particulier, un fort accent est mis sur la nécessité de produire plus de richesses avec moins de ressources, en découplant les 2 trajectoires.

[162] Rapport du GIER : « Perspectives des ressources mondiales 2019. Des ressources naturelles pour l'aenir que nous voulons », UNEP.

actuelle, l'objet d'un traitement spécifique ajusté à l'ampleur du dommage ici pourtant clairement mesurable.

C) La puissance publique face à elle-même : quelles représentations ?

Le ministère de la « transition écologique[163] » a d'une certaine manière institutionnalisé la notion de transition : notion complexe en raison du fait qu'une pluralité d'acteurs s'en revendique. Elle est pour autant vue aujourd'hui comme un « *nouvel imaginaire du changement, propre aux sociétés contemporaines* » [164]. Cette appellation incarne par conséquent aujourd'hui surtout un désir de changement[165], un désir de transition qui naît d'abord du doute et d'une mise en question « à la limite : d'une mauvaise conscience[166] ». Mais si la notion de transition intègre, fondamentalement, l'idée d'un passage vers autre chose, elle reste rétive à en imaginer les pires latitudes.

Cette exploration a organisé, pour se nourrir et aller plus avant dans la connaissance interne de ces enjeux, un atelier dit « de controverses », en novembre 2019. L'objectif de l'atelier était de stimuler un débat sur le thème des récits nouveaux ou résurgents et en particulier celui de l'effondrement, qui viennent interroger ce concept de transition. Il a réuni, pour cela, une quarantaine de participants provenant aussi bien de services centraux (CGDD, CGEDD, DGITM, SG) et déconcentrés (DREAL Nouvelle Aquitaine, DREAL Hauts-de-France) du Ministère de la Transition Ecologique, d'associations ou d'organisations en lien avec l'écologie (WWF, On est prêt, RAC, AYYA, ATD quart monde, etc), que d'établissements publics de l'Etat (CEREMA) ou de collectivités (Ville de Paris). Trois points y ont été spécifiquement interrogés : comment la vision de la France dans les cinquante prochaines années intégrait ou non les notions d'effondrement ? quel(s) registre(s) de récits semblaient le(s) plus propice(s) au passage à l'action ? Et enfin, quel(s) positionnement(s) et rôle(s) la puissance publique pourrait tenir ou jouer face aux récits de l'effondrement ?

Un test individuel a été réalisé en début d'atelier pour répartir les participants en trois groupes : les *cornucopiens*, manifestant une confiance importante dans les récits du progrès technique et de la croissance économique, les *réformistes*, moins confiants en ces récits et qui pensent que des réformes sont nécessaires et les *alternatifs radicaux*, qui appellent aux une refonte intégrale des systèmes économique et politique et des récits qui les sous-tendent. Aucun cornucopien ne ressortant à l'issu du test, Un 3éme groupe a néanmoins émergé que nous avons alors qualifié d'*alternatifs simples* constitué de personnes ayant présenté des réponses équilibrées entre réformistes et alternatifs radicaux.

Chaque groupe a construit son scénario d'avenir à horizon des 50 prochaines années, avec un exercice imposé qui consistait à positionner des cartes inspirées des stades de l'effondrement décrits par l'ingénieur Dmitry Orlov, avec en ordonnée la probabilité plus ou moins forte, et en abscisse, la temporalité. La notion d'effondrement n'avait volontairement pas été précisément définie afin de ne pas enfermer les participants dans une vision spécifique. Nombre d'entre eux ont insisté sur l'importance de bien distinguer les crises sectorielles passagères des bouleversements plus systémiques qui pourraient survenir. Tous les groupes se sont pour autant accordés sur la probabilité élevée d'un effondrement des écosystèmes, entraînant des migrations massives, une augmentation des inégalités et une défiance accrue envers les institutions,

[163] Cette requalification date de 2017 : il s'agissait alors du ministère de la « transition écologique et solidaire» ; celui-ci a fait l'objet en 2020 d'une modification et s'est vu retiré le terme de solidaire.
[164] Pascal Chabot, *l'Age des transitions*, Paris, Puf, 2015, p. 11.
[165] Ce n'est donc pas une catégorie du temps mais de l'action : il s'agit pour les acteurs de la société de se réapproprier la capacité d'orienter leur avenir dont ils se sentent dépossédés. Cette volonté de réappropriation ne trouve sa source ni au centre du système socio-politico-économique ni hors de celui-ci, en retrait ou en contestation radicale, mais à sa lisière : dans un processus de distanciation réflexive.
[166] Jacques Theys, ouvrages en débat, EDP Sciences, « Natures Sciences Sociétés », 2017/1 Vol. 25.

conduisant à des votes populistes et nationalistes. L'analyse montre aussi que si une diminution importante de la population leur paraît inévitable suite à ces bouleversements, la disparition de l'espèce humaine leur semblait en revanche peu probable.

Un deuxième temps portait sur la mise en récit des scénarios[167]. Trois variables de registres ayant été suggérées : la raison ou l'émotion ; une vision utopique ou dystopique et une vision surplombante ou incarnée. Plusieurs tendances sont ressorties des débats et votes qui ont suivi la restitution des récits par les participants. Tout d'abord, une prévalence des récits incarnés, sur des propositions de récits plus surplombants. Deuxième élément : pour une majorité des participants présents, ce sont les récits dystopiques et jouant davantage sur des émotions telles que la peur ou l'inquiétude qui inciteraient au passage à l'action. Ceci posé, plusieurs participants ont souligné que l'irruption du facteur émotionnel n'était pas suffisante pour inciter au passage à l'action et que lorsque cela suscitait un passage à l'action, celui-ci était en général plus compris dans le sens d'une adaptation en anticipation plutôt que dans le sens d'une atténuation des impacts aujourd'hui. Il est enfin apparu que les récits surplombants et hors du registre émotionnel seraient néanmoins considérés comme les mieux adaptés pour être repris par les institutions.

Un dernier temps a été consacré aux positionnements actuels et souhaités de l'Etat face aux récits de l'effondrement. Les participants ont cette fois-ci été répartis par posture professionnelle : les porteurs d'actions publiques, les porteurs de projets et d'initiatives et les porteurs de connaissances ; ils ont débattu au sein de leur groupe à partir de cartes mises à leur disposition reprenant de grands rôles possibles pour l'Etat (mais aussi à partir de cartes vierges). La grande majorité des participants s'est accordée pour considérer que le positionnement actuel de l'Etat face à ces récits oscille entre méconnaissance, déni et contradiction, en particulier pour les récits d'effondrement socio-économique. Certains porteurs d'actions publiques ont également mentionné l'absence de cohérence entre discours et politiques publiques et évoqué des phénomènes de dissonance cognitive. A cette situation, certaines propositions ont émergé quant aux rôles que l'Etat pourrait incarner à l'avenir : tout d'abord le développement de missions de recherche et de prospective qui permettrait d'objectiver le fondement de ces récits, mais également la nécessité d'envisager des temps de mise en débats, dans lequel l'Etat se devrait de rester neutre[168].

D) Gestion des inquiétudes et agentivité

L'idée de « puissance publique » s'analyse comme la puissance de commandement unilatéral imputé à l'État. Un droit à commander, confondue avec la souveraineté, qui a pris historiquement, la forme moderne du pouvoir de l'État caractérisé par son unité, son indivisibilité et sa suprématie *; or, « c'est bien dans ce triple registre que le désenchantement de l'Etat s'est révélé le plus fort*[169]», comme l'explique Patrice Duran. Des politiques publiques brouillées par l'empilement législatif, des ambitions politiques qui se heurtent aux moyens limités, une loi plus prescriptrice qu'applicable : les objets de désillusion, dans un monde aux multiples enjeux supranationaux, peuvent potentiellement être légions. Parmi les travailleurs de l'Etat se consacrant à des missions d'intérêt général - qu'il s'agisse de la fonction publique d'Etat, du secteur hospitalier ou des collectivités territoriales - un sentiment grandissant d'impuissance a ainsi pu diversement émerger.

---

[167] Chaque sous-groupes avait pour consigne : « *Au-delà du contenu prospectif, comment raconter votre histoire afin qu'elle soit la plus efficace possible pour encourager et libérer l'action aujourd'hui en faveur de la transition écologique et solidaire ?* »

[168] Ces tendances sont évidemment à prendre avec beaucoup de recul étant donné le nombre de participants impliqués mais donnent aussi à penser en matière de positionnements de l'action publique face à l'anticipation

169 Cf. Patrice Duran, « L'action publique, un procès sans Sujet », in Sociologies du Travail : 40 ans après, Paris, Elsevier, 2001.

Un désenchantement d'autant plus fort lorsqu'il s'attache à illustrer des décisions, face à des problématiques écologiques, climatiques, énergétiques fluctuantes, difficiles, enregistrant échecs et reports. Des négociations qui n'endiguent pas les dérèglements[170], des feuilles de routes nationales qui peinent à inverser les trajectoires : les problématiques traitées par le MTE peuvent en effet être fortement vectrices d'inquiétude. La capacité à agir, pour des agents publics, face à de tels enjeux – cognitifs mais aussi politiques et professionnels - n'est ainsi pas aisée. Des formes de désarroi pluriforme[171], souvent peu entendu, parfois mal relayé composent une situation d'autant plus compliquée qu'un devoir de réserve, un *ethos* spécifique, une pudeur professionnelle attachée à la représentation d'être vecteur de service *public* - peut prévaloir.

Comme semble l'indiquer Patrice Duran, grand spécialiste en analyse des politiques publiques : « *d'une manière qui peut paraître quelque peu paradoxale, nous vivons dans une époque où rarement l'impuissance publique n'a été si manifeste et où dans le même temps la recherche de performance constitue le maître mot d'une doctrine d'action publique qui semble faire l'unanimité des gouvernants*[172] » ; le hiatus ici exposé nourrit des positionnements complexes. *Cécité, méconnaissance, déni, contradiction, ignorance, négation, censure* : les qualitatifs retrouvés lors du séminaire de controverse organisé pour cette exploration, quant aux « rôles actuels de l'Etat » vis-à-vis des enjeux soulevés par les récits de l'effondrement, peuvent permettre d'en mesurer sans doute une partie[173].

Ceci posé, des différenciations notables existent, relativement à la fonction touchée. Fonction d'Etat et fonction territoriale n'ont pas les mêmes injonctions, ni les mêmes latitudes d'action. Sans doute, l'agentivité de cette dernière reste tendanciellement plus forte, en raison de ce que les échelles d'action permettent, en raison également d'une certaine déconcentration des décisions et des expressions d'orientations publiques. La fonction hospitalière enfin, peut assurément, dans le contexte troublé et inédit qui est le nôtre, montrer combien la *gestion de l'inattendu* est un enjeu. En première ligne dans la gestion de l'épidémie de COVID-19, ces agents hospitaliers se sont trouvés et se trouvent encore soumis à de multiples facteurs stressants qui les exposent à un risque majoré d'anxiété et d'épuisement, pouvant générer un état de souffrance psychique, extrêmement fort[174]. Le surgissement d'une situation si peu contrôlable révèle combien les missions de service public peuvent se trouver affectées par un défaut d'anticipation ; elle révèle également la fragilité et la vulnérabilité de nos structures ainsi soumises à de tels efforts.

En effet, le potentiel fortement déstabilisant de la crise sanitaire a aussi eu pour effet de conduire, par exemple, les services de l'Etat à réfléchir aux fonctions essentielles des services publics. Le 4 décembre 2019, une tribune signée par plus de 150 agents et acteurs du service public, publiée dans *Le Monde*, l'indiquait nettement : « Répondre au défi climatique nécessite de former l'ensemble des agents publics ». Il est, en effet, certain qu'aucune institution publique ne sera épargnée par la crise environnementale, et que les fonctionnaires, en tant que élaborateurs, concepteurs et acteurs des politiques publiques, se trouvent mis au premier plan des politiques d'urgence requises. Nécessité d'autant plus forte que, selon des membres du collectif « Le lierre », composé de hauts fonctionnaires experts de l'action publique : « l'écologie ne fait toujours pas partie du logiciel de la haute administration[175] ». Ces derniers

[170] Cf : Amy Dahan, Stefan C. Aykut, Gouverner le climat: 20 ans de négociations internationales, Presses de Sciences Po, Paris, 2015.
[171] Tels que : perte de sens professionnel, burn out, volonté de sortie de logique quotidienne jugée inadéquate
[172] Patrice Duran, « L'(im)puissance publique, les pannes de la coordination », Rapport introductif. La puissance publique : Travaux de l'Association Française de Droit Administratif, 2012. https://www.researchgate.net/publication/273457719_impuissance_publique
[173] Cf : Fanny Verrax, « transformation et nouveaux récits collectifs. Atelier de controverses du 20 novembre 2019 », Rapport remis le 8 février 2020.
[174] Cf : « Réponse rapide dans le cadre du COVID-19 - Souffrance des professionnels du monde de la santé : prévenir, repérer, orienter », Fiche du 7 mai 2020, Haute Autorité de Santé
[175] Nous reprenons ici le titre de la Tribune publiée dans Le Monde le 11septembre 2020.

constatent que si les manifestations concrètes de la crise écologique et des attentes citoyennes commencent à faire bouger des lignes, la prise de conscience et l'adaptation sont trop lentes dans la haute administration. Ce décalage entre la réalité de la situation et les réponses pour y faire face qui sont faites, est selon eux d'ordre culturel : tout d'abord car l'écologie était jusqu'à très récemment « *perçue comme une menace ou comme une douce utopie* », mais aussi car la formation, initiale comme continue, des responsables de l'administration est inadaptée [176] ; une approche gestionnaire continuant selon eux de dominer des arbitrages pourtant cruciaux.

En accord avec cette idée que le contexte requiert un changement de culture au sein de la fonction publique pour que les enjeux de transition soient pris en compte de manière transversale, certaines propositions ont émergé[177]. Celle par exemple initiée par France Stratégie de renforcer, pour tous les métiers, la formation initiale et continue des agents publics à cette thématique. Le changement de culture suggéré repose sur trois piliers : le premier consiste à améliorer la culture scientifique des agents publics, par la prise de conscience des dérèglements écologiques et de leurs conséquences ; le second vise à renforcer la culture commune des risques et de la prévention, à nourrir une vision d'anticipation des chocs à venir ; une dernière établit comme urgente l'identification concrète de pistes dans les différents secteurs de politiques publiques devant faire l'objet d'un réaménagement.

Cette dynamique mériterait sans doute d'être élargie afin de toucher aussi les *agents de demain*. Chaque Ministère a ses réseaux d'écoles ; l'enseignement des risques systémiques devrait positivement y être rendu obligatoire. Et ce d'autant plus qu'il existe déjà des mutations de perception en cours dans certaines voies d'excellence : on peut penser, à cet égard, au Manifeste pour un réveil écologiste[178], à l'Ecole Urbaine de Lyon ou l'Ecole Urbaine de Sciences-Po qui proposent des enseignements hautement exigeants, plaçant la discontinuité au cœur des enjeux de demain ; on peut encore mentionner l'Ecole Nationale des Ponts qui a commencé à initier un module sur « la gestion des risques et de l'incertain[179] ».

E) Quelles ressources pour fabriquer demain ?

Il est frappant de constater que si la thématique, la perspective et le récit constitué de l'effondrement existent et progressent même, dans la société, ils ne sont que fort peu considérés et mentionnés dans les documents de cadrages nationaux. Si le terme lui-même peut sembler provocant et indigeste, la catégorie d'analyse qui en est directement reliée a – comme nous l'avons rappelé - d'autres noms, d'autres entrées et fait l'objet, dans les milieux de la recherche par exemple, d'analyses sérieuses et poussées depuis quelques décennies maintenant. Une hypothétique situation de catastrophe, de basculement, liée à nos modèles d'actions et aux rétroactions associées, dispose malheureusement d'une réelle consistance scientifique. Pourtant, au niveau de l'Etat, seul l'introduction du Plan Biodiversité présenté en Comité interministériel en juillet 2018, intitulé « reconquérir la biodiversité, une question de survie pour nos sociétés » semble endosser une telle sémantique : « *notre planète est entrée dans une nouvelle ère, celle de l'Anthropocène (…). Nous détruisons à grande vitesse le vivant, auquel nous oublions même notre appartenance* ». Peut-on pourtant fabriquer demain sans connaitre

[176] Comme ils l'indiquent : « *les enjeux écologiques et les sciences du vivant sont quasiment absents des cursus des formations qui conduisent à ces fonctions, et le prisme économique prédomine* ». Cf : Tribune « l'écologie ne fait toujours pas partie du logiciel de la haute administration », Le Monde le 11septembre 2020.
[177] Cf :« La formation des agents publics aux enjeux de transition », Contribution pour France Stratégie, Mai 2020. Coord. : Natacha Veille.
[178] Lancé en septembre 2018 et signé par près de 30 000 étudiants provenant de plus de 400 établissements d'enseignement supérieur, réunis par une détermination commune et le besoin d'agir face au défi écologique.
[179] L'Ecole des transitions a pour objectif de renforcer les compétences en ingénierie de la complexité, de différencier risque, incertitude et incertitude radicale et de déployer des stratégies de rupture

les issues les pires à éviter, sans savoir de quelles trajectoires il faut possiblement dévier ? Nous disposons de cadrages nationaux pour envisager demain. Evaluation climatique, anticipation énergétique, préservation de la biodiversité sont maîtresses en terme de politique générale. Mais sur quelles bases sont-elles fondées et que traduisent-elles ? Voyons-en les grandes lignes :

- *Nos stratégies nationales*

Les politiques nationales, en matière d'évaluation climatique sont de deux ordres : l'une est dite d'adaptation, l'autre de lutte. Le premier volet est composé d'une part, de la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique qui exprime le point de vue de l'État sur la manière d'aborder la question de l'adaptation ; stratégie élaborée dans le cadre d'une large concertation, menée par l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, impliquant les différents secteurs d'activités et la société civile sous la responsabilité du délégué interministériel au développement durable, et validée par le Comité interministériel pour le développement durable, le 13 novembre 2006. D'autre part, du Plan national d'adaptation au Changement climatique (dit PNACC2 2018-2022) dont l'objectif est de présenter des mesures concrètes et opérationnelles pour préparer la France à faire face aux nouvelles conditions climatiques. Le second volet vise, lui, à « lutter » contre le changement climatique, tout en répondant aux obligations internationales et européennes. A cet égard, le Ministère de la Transition Ecologique construit tous les deux ans des « scénarios prospectifs » énergie-climat-air. L'élaboration de tel « scénario » permet d'associer la société civile, des prospectivistes, des modélisateurs et des experts ministériels et sectoriels, et d'établir des résultats qui éclairent la décision publique, et peuvent servir de référence en terme de stratégie nationale, comme c'est le cas pour la *Stratégie Nationale Bas Carbone, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie au niveau national*.

Dans le cadre du scénario énergie-climat-air 2018-2019, par exemple, deux propositions ont été construites à l'horizon 2050 : un scénario « avec mesures existantes », dit AME, contenant toutes les mesures mises en œuvre en France avant le 1er juillet 2017 ; et un scénario « avec mesures supplémentaires », dit AMS visant à respecter les objectifs énergétiques et climatiques de la France, en particulier l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le scénario AMS illustre un chemin d'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. C'est le scénario de référence des projets de révision de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC). C'est notamment sur cette base qu'ont été déterminés les budgets carbone, et les plafonds d'émissions définis par période de 5 ans jusqu'en 2033. C'est également la trajectoire de consommation d'énergie par secteur et par source d'énergie de l'AMS qui a été retenue dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

La loi énergie-climat, adopté le 8 novembre 2019, fixe quant à elle des objectifs ambitieux pour la politique climatique et énergétique française. Le texte inscrit l'objectif de neutralité carbone en 2050 pour « *répondre à l'urgence climatique et à l'Accord de Paris* ». Il porte sur quatre axes principaux : la sortie progressive des énergies fossiles et le développement des énergies renouvelables ; la lutte contre les passoires thermiques ; l'instauration de nouveaux outils de pilotage, de gouvernance et d'évaluation de la politique climatique ; et la régulation du secteur de l'électricité et du gaz. Enfin, certaines déclinaisons visent à accompagner ces feuilles de route nationales, à l'échelon territorial : le Label bas-carbone par exemple a pour objectif de contribuer à l'atteinte de ces objectifs climatiques, en offrant des perspectives de financement à des projets locaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, en matière de politiques pour la diversité biologique, c'est la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) qui est la concrétisation de l'engagement français au titre de la convention sur la diversité biologique. Dès 2004, la France a marqué sa volonté de faire entrer la biodiversité dans le champ de toutes les politiques publiques en adoptant une stratégie nationale pour la biodiversité (SNB 2004-2010). Après cette première phase basée sur des plans d'actions sectoriels, la SNB 2011-2020 a visé un engagement plus important des acteurs dans tous les secteurs d'activité, et à toutes les échelles territoriales.

Ces stratégies nationales marquent nettement la rupture d'avec une « soutenabilité faible » qui a marqué, un temps long, les politiques environnementales : celle qui a été privilégiée *« avec la RSE, les accords volontaires, les marchés de droits, les directives cadres, des stratégies qui n'en sont pas*[180]». Depuis la fin des années 1990 - explique Jacques Theys - un choc culturel s'est en effet produit, *« avec l'idée que pour pouvoir atteindre des objectifs de développement durable, il fallait avoir des politiques beaucoup plus fortes, beaucoup plus structurelles. On a alors commencé à raisonner par objectifs chiffrés à long terme, par contrainte à ne pas dépasser*[181]». Et à cet égard, les stratégies nationales reflètent cette conscientisation accrue.

Mais le problème posé reste celui des écarts toujours possibles entre les politiques affichées et les politiques réelles : « *les politiques par objectif, qui s'inscrivent aussi dans le nouveau management public, s'exposent souvent au risque de n'être que virtuelles*[182] ». Cette prospective sous contrainte - liée par ailleurs à cette méthode précédemment analysée du « backcasting » allant du futur au présent en imaginant des chemins permettant des respecter des contraintes fixées à l'avance - intègre la nécessité d'une durabilité forte mais ne semble pas avoir attaché à ces objectifs, l'impossibilité de l'échec : or, fixer des objectifs est une chose, les mettre en œuvre est un problème beaucoup plus difficile. Les obstacles et freins, en la matière, sont nombreux : « *la prise de consciente croissante de l'urgence de s'occuper du long terme se heurte à la réduction des marges de manœuvres publiques, aux contraintes budgétaires, à l'ampleur des obstacles économiques et sociaux, à un agenda politique qui est déjà saturé par les urgences immédiates, et plus généralement par un environnement culturel privilégiant dans tous les domaines l'immédiateté et le court-terme ».*

L'occultation de scénarios dramatiques mais plausibles semblent donc être pour la puissance d'Etat tout à la fois la traduction de freins économiques et culturels, entre autre, connus et intégrés, mais aussi la marque d'une difficulté à intégrer les conséquences de politiques antérieures qui ont, d'une certaine manière, compromis la possibilité aujourd'hui d'agir et de penser en liberté pleine, et pour lesquels nous apposons encore beaucoup de résistance. Cette absence fait l'objet aujourd'hui de quelques actions qui visent à tenter d'y remédier.

- Pistes de remédiation à multiplier ?

Certaines propositions au sein de la puissance publique semblent en effet voir le jour. Des échanges émergent visant à s'interroger collectivement[183] sur la question de « comment penser des services publics dans un cadre hypothétique de catastrophe ? ». Il est ici possible de

[180] Cf : Jacques Theys, « nous n'avons jamais été soutenables : pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ? », Revue Développement durable et territoires, Volume 10, Avril 2019.
[181] Theys, idem.
[182] Theys, idem.
[183] Il est ici possible de mentionner le cycle de prospective de l'action publique #AP2042 organisé en novembre 2018 par Vraiment Vraiment au Liberté Living Lab à Paris. L'intervention d'ouverture proposé par Godefroy Beauvallet était intitulé « Regard sur les services publics au prisme de la collapsologie ». Il y indiquait notamment que « *la perspective d'une catastrophe exige des services publics, un exercice de réflexivité en ce qu'elle pose une question cruellement politique : sommes-nous collectivement toujours à la hauteur des idéaux que nos services publics incarnent* ? ».

mentionner le cycle de prospective de l'action publique #AP2042 organisé en novembre 2018 par Vraiment Vraiment au Liberté Living Lab à Paris. L'intervention d'ouverture proposée par Godefroy Beauvallet était, par exemple, intitulé « Regard sur les services publics au prisme de la collapsologie ». Il y indiquait notamment que « *la perspective d'une catastrophe exige des services publics, un exercice de réflexivité en ce qu'elle pose une question cruellement politique : sommes-nous collectivement toujours à la hauteur des idéaux que nos services publics incarnent* ? ».

Cela peut également se traduire par la multiplication de programmes d'informations se nourrissant des apports de la recherche, proposés au sein de structures d'Etat. Il est ici possible de mentionner le cycle de conférences, impulsé par l'ADEME Ile-de-France en 2018 intitulé *Approche systémique, source d'inspiration des politiques publiques ?* Certains ont même tenté de convertir ces réflexions préalablement menées, en programmes, projets, feuilles de route afin d'anticiper les possibles catastrophes et les traduire en actions concrètes, sans délai. On peut citer ici l'exemple de la feuille de route Néoterra en Nouvelle Aquitaine, qui a établi des mesures fortes comme initier des formations vers l'agro-écologie, développer des territoires sans pesticide, un plan rail, un urbanisme sobre avec des matériaux bio-sourcés, diversifier les essences de bois dans les forêts permettant la séquestration carbone, etc. Autre exemple : la recherche-action collaborative consacrée au bio-mimétisme territorial initiée par le CEREMA aidée par la DREAL Auvergne-Rhones Alpes[184], ou encore l'appel à manifestation d'intérêt consacré à la démarche « *low tech* » impulsé par la direction régionale Île-de-France de l'ADEME. Autant de dispositifs de remédiation qui tentent de réinvestir la question de la *juste taille* : celle qui permet notamment à un service, une organisation, une institution, une politique de ne pas basculer dans sa propre « contre-productivité » - comme le disait Ivan Illich ; celle qui, en cas de choc, permet un haut degré de résilience. A cet égard, l'une des pistes encore, peut consister à conduire les collectivités territoriales à se figurer les vulnérabilités de leur territoire, les dépendances ou les possibles ruptures ; il existe des propositions d'accompagnement, au niveau des conseils régionaux, par des mises en situation permettant notamment à des élus de se figurer ces fragilités et les possibilités ou impossibilité de leur territoire et ainsi s'approprier l'impératif véritablement transformatif de la transition.

Enfin, certains exercices d'auto-analyse voient positivement le jour. Un colloque organisé en février 2020, intitulé « s'adapter pour survivre » s'est tenu à l'Assemblée Nationale, organisé par le comité 21, en partenariat avec l'ADEME, Le MTE et la Caisse des Dépôts. Il y a été fait état de changements inédits en intensité et de la nécessité d'accélérer très nettement les transformations et les dispositifs de l'action publique, en établissant par exemple des diagnostics systémiques de vulnérabilité, par territoires. Arnaud Leroy, Président de l'ADEME y a indiqué en conclusion : « *Il y aura des effondrements dans certains secteurs et il faut s'y préparer, les anticiper. Pour cela, des outils existent déjà qui intègrent des volets adaptation, tels que les Plans climat-air-énergie territorial (PCAET) au niveau des territoires, les Schéma régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) au niveau régional* », mais rajoutant néanmoins que « *ces catalogues d'action sont assez réduits et pas forcément mis en œuvre*[185] ».

Catalogues d'actions faiblement mis en œuvre, moyens insuffisants : l'urgence demeure. Sans doute faut-il donc soutenir cette dynamique et permettre des espaces où des questions

[184] Cette recherche-action s'inscrit, indique le CEREMA : « dans un moment historique où les enjeux liés au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité nous font prendre conscience de l'atteinte des limites physiques, naturelles et biologiques, avec la dégradation irréversible des ressources ».

[185] Ainsi, poursuit-il, plusieurs défis demeurent : « *faire converger les documents territoriaux, développer des documents publics et des actions, avec des moyens financiers qui ne sont pas suffisants, travailler sur le sujet de transition juste, sensibiliser et diffuser la connaissance sur l'adaptation.* ». Les actes du colloque sont disponibles ici : http://www.comite21.org/docs/actes-vf.31.03.pdf

importantes puissent être, au sein des services de l'Etat, abordées. Rappelons ici que Jared Diamond, évoque une série de mécanismes psychologiques menant aux pires catastrophes, et l'un d'entre eux : « l'effet de ruine » porte sur la difficulté à abandonner une stratégie lorsque l'on a déjà beaucoup misé sur elle. Dans son ouvrage fort connu désormais, il identifie en effet quatre catégories de facteurs[186] dans l'échec d'une prise de décision collective – ceux-ci se rapportant, tendanciellement, à des défauts d'anticipation, des manque d'expérience ou encore l'utilisation de raisonnement par analogie là où la situation à résoudre n'est pas du même type que celle antérieurement connue.

Redéfinition de valeurs, humilité semblent ainsi s'imposer comme la rationalité idoine. Peut-être, avons-nous par conséquent à considérer que *« une des clés du succès ou de l'échec pour une société est de savoir à quelles valeurs fondamentales se tenir et lesquelles écarter »*[187] *?* Cette dernière piste concernant les ressources à mobiliser pour construire demain, est donc assurément culturelle : comprendre les visions qui sont aujourd'hui portées par les citoyens, saisir ce qui fondent les récits d'avenir que l'on voit s'additionner dans notre société, les pratiques qui les nourrissent, les principes qu'ils défendent est un chantier, en soi, pour l'action publique. Un chantier de décryptage : saisir ce que ces récits *disent* de nos sociétés : les manques éprouvés, les peurs ressenties, les horizons attendus, et, ainsi, refonder nos modèles de perception. Concevoir également qu'en termes de champ d'action, certaines propositions pratiques, peuvent être d'un grand secours, *pour* qu'une grande transition puisse advenir. La place de l'action publique devient ainsi beaucoup claire : elle soutient l'intelligence collective. Ses objectifs s'en trouvent également, très nettement délimités : *permettre* l'autonomie alimentaire, *encourager* le localisme, *admettre* le déploiement de formes non marchandes (SEL, Banque de temps) ; *soutenir* le développement d'autres modèles d'organisations (SCOP, SIC), *valoriser* d'autres apprentissages (des formations post-carbone, considérant les savoir-faire territoriaux, en écoconstruction et matériaux écologiques, en agro-écologie, en autonomie énergétique, etc.) : *privilégier* en somme la robustesse des dispositifs permettant d'endosser un choc, s'il devait advenir.

[186] Un groupe peut échouer à anticiper un problème avant qu'il ne survienne ; Le groupe échoue à percevoir un problème ; Le groupe perçoit le problème mais sa tentative d'approche de résolution est mauvaise ; Le groupe échoue totalement à régler le problème.

[187] Et il poursuit : « Se pourrait-il que les sociétés qui réussissent soient celles qui ont le courage de prendre ces décisions difficiles et ont la chance de gagner leurs paris ? ». Cf : J. Diamond, *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie, Gallimard*, Paris, 2006, p. 432.

Conclusion : Une grande transition intégrant le délai?

Narratifs et scénarios environnementaux

Les narratifs et scénarios environnementaux, combinant modèles et discours, font l'objet de nombreux travaux. Mais, en matière d'environnement, toute modélisation et toute anticipation sont rendues délicates, en raison du fait que les situations sont complexes, avec des causalités et mécanismes qui ne se séparent pas aisément (climat, maladie émergente, biodiversité) ; dans un tel cadre d'incertitude, on peut ainsi voir se côtoyer des narratifs environnementaux forts différents. Selon Denis Couvet, Directeur du Département Ecologie et Gestion de la Biodiversité et Professeur au Museum d'Histoire Naturelle, les « scénarios » exploratoires ont aujourd'hui le vent en poupe ; ils ne sont pas sans effet car ils contribuent à déterminer les politiques publiques. Il semble ainsi important pour la puissance publique de disposer de scénarios qui vont rendre compte de la diversité des problématiques scientifiques et de la diversité des représentations et des conceptions du monde. Diversité notamment car il y a opposition entre narratifs « dominants » et narratifs « alternatifs »[188]. Ceci posé, il apparait que ceux présentant, aujourd'hui, des éléments de *rupture* aient, selon lui, plus de facilité à l'emporter par rapport aux autres ; et ce, d'autant mieux que la convergence entre narratifs proches, confère à leur fusion force et pertinence.

Denis Couvet propose de concevoir ces débats selon une structuration en trois grandes trajectoires[189]. Le 1er scénario est dit tendanciel ou technico-économique. Il est basé sur l'idée que nos capacités technologiques et nos capacités économiques nous permettront de résoudre à la fois la crise climatique et la crise de biodiversité, et de déployer une agriculture qui permette de nourrir valablement l'ensemble de l'humanité. La force de ce scénario tendanciel repose sur notre organisation scientifique et technique qui serait en effet capable de soutenir un tel déploiement. Mais sa faiblesse serait bien supérieure : les dernières technologies qui ont été déployées n'ayant pas fait leur preuve - comme le nucléaire, la géo-ingénierie ou les OGM - et ayant plutôt tendance à accroitre les problèmes qu'à les résoudre. Le 2ème scénario est celui de l'effondrement. Il s'agit d'un scénario que l'on peut qualifier de malthusien, en ce sens que les ressources ne sont plus suffisantes pour la population humaine ; il contient de très importantes problématiques sociales, de creusement des inégalités notamment[190]. Pour certains l'effondrement est local : certains états « effondrés » existant déjà ; pour d'autres, le phénomène est global et compromet l'ensemble du système planétaire.

Le 3ème et dernier scénario est celui dit « social-écologique[191] » ou également appelé : de la « grande transition ». L'idée générale est celle d'une réorganisation sociale, politique, humaine qui permettrait de surmonter la crise écologique. Ce scénario est celui qui est exploré par l'IPBES. Mais établir une telle transition, exigeante et véritablement efficace, éloignée de ces versions incantatoires, suppose d'accepter une série de réexamen : discuter en premier lieu des valeurs associées à « la vie bonne », les dissocier notamment d'une consommation matérielle toujours plus forte, introduire également des impératifs d'équité sociale. La conclusion de

[188] Les narratifs alternatifs essayent d'accroitre la panoplie des questions explorées tandis que les narratifs dominants, plus consensuels, essayent de réduire le champ des mesures à réviser, des modifications culturelles à instiguer.

[189] Vidéo présentée dans le projet web interdisciplinaire "Nexus vidéos-clés", coproduit, depuis 2016, par l'IPSL, le CIRED et l'Institut de la Transition Environnementale de Sorbonne Université, coordonné par Anne Teyssèdre : https://www.humanite-biodiversite.fr/article/nexus-videos-cles-narratifs-et-scenarios-environnementaux

[190] Il est aussi qualifiable, selon Denis Couvet, de scénario « sauve qui peut » Ou encore scénario « Navire Négrier » comme le dit Malcolm Ferdinand (cf : *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019) pour insister sur la dimension sociale sous-jacente : soit ceux qui sont sur le pont qui contrôlent la situation et ceux qui sont dans la cale, qui la subissent. Lorsque la situation devient difficile, les personnes qui sont sur le pont ferment la cale. Denis Couvet interroge donc le fait que ce « sauve qui peut » puisse être une modalité de réponse des gouvernements.

[191] Ce scénario social-écologique a, selon Denis Couvet, de nombreuses variantes : éco-socialisme, biorégionalisme, communalisme ; la pensée décoloniale et la pensée éco-féministe sont assez proches aussi.

l'IPBES étant de dire que, sans cet effort, il n'y a pas de politique environnementale ambitieuse possible. L'acceptabilité de politiques économiques qui permettent de restreindre l'usage des ressources naturelles et des énergies fossiles, ne sont, en effet, acceptables que dans une situation d'équité ; or il devient crucial et non contournable, dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de la préservation de la biodiversité, d'établir des limitations réelles et efficaces : quotas, taxes, politiques de rationnement. Mais pour qu'une grande bifurcation soit ainsi possible, il faut incontestablement que le cadre culturel soit adéquat et propice au changement. Autrement dit : sans réorientation et réexamen des *finalités* de nos sociétés, aucune réelle transition n'est concevable.

La question du délai

Le récit continuiste classique issu de la modernité postulant une infinité de temps disponible pour construire le projet de la modernité, semble aujourd'hui constituer le nœud du problème. Nous touchons ou atteignons aujourd'hui, en effet, des seuils qui vont faire disparaître des choix possibles ; nous entrons - selon Bruno Villalba - dans un régime de temps inédit : dans une logique de « *contraction des temps* ». Nous quittons, en quelque sorte, l'épaisseur de la durée pour entrer dans l'urgence du délai. Ceci porte évidemment à conséquence : le pouvoir politique et l'action publique qui en émane se trouve ainsi sommé de choisir des priorités d'action, et d'incarner une limitation des choix. La bataille des imaginaires et la conflictualité posée par la multiplication des récits en matière d'écologie peut, ainsi, aussi, se voir comme une opposition dans la vision du temps. L'urgence écologique, naguère brandie comme une hypothèse maladroitement définie, est en effet désormais bien installée. Nous devons maintenant gérer une situation caractérisée par « *un système de discontinuités, de franchissements de seuils critiques, de ruptures, de changements structurels radicaux qui s'alimenteront les uns aux autres, pour frapper de plein fouet avec une violence inouïe les générations montantes* [192]». Cette intuition fondamentale liée au projet écologique, que les hommes sont dépendants des interactions qu'ils mettent en place avec des milieux naturels, fragiles, vulnérables, limités, est devenue un fait total[193].

Produire une proposition politique adaptée à cette difficulté consiste par conséquent à tenir compte de cette *contraction démocratique*, résultant d'une réduction du temps qu'il nous reste, pour produire des solutions adaptées à l'enjeu des conséquences du cumul des urgences naturelles et sociales. Elle doit pouvoir accepter de reformuler son projet en prenant en considération la réduction de la durée dont elle dispose, pour être en mesure de faire adopter des politiques publiques, locales et globales, exigeantes, pouvant permettre le prolongement de l'expérience humaine dans des conditions acceptables et équitables.

Nos sociétés modernes se sont construites en élaborant un rapport particulier avec le temps : dispositifs techniques, idéologies matérialistes ont participé à produire une culture politique du temps *permanent*. Ainsi, nos discours et nos processus de décision politiques s'inscrivent traditionnellement dans le méta-récit d'une histoire humaine qui ne prendra jamais fin ; le « *développement* » est à cet égard une illustration de cet idéal performatif[194]. Cette perception

[192] J.-P. Dupuy, *Le sens du sacré*, Carnet nord, Paris, 2008, p. 31.

[193] Comme l'indique Bruno Villalba « *Nous ne pouvons pas nous extraire de notre relation à la nature : le déracinement pouvait constituer un projet politique émancipateur lorsque nous imaginions la terre illimitée (dans son territoire et ses ressources), il ne l'est plus lorsque les conditions de notre développement ont dépassé les capacités naturelles de la planète* ». cf : « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & politique*, vol. 40, no. 2, 2010, pp. 95-113.

[194] Selon Gilbert Rist, cette métaphore organiciste recouvre quatre caractéristiques : la *directionnalité* (le développement a un sens et un but, qui sont donnés dès le départ), la *continuité* (le développement est un changement qui se déroule dans le temps, par stades ou étapes successives), la *cumulativité* (chaque étape franchie appelle déjà l'étape suivante, et ce jusqu'au stade ultime) et l'*irréversibilité* (une fois la dynamique du développement engagée, on ne peut plus retourner en arrière). Cf : G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, 3e éd., Les Presses de Science Po, Paris, 2007 1996.

du temps, reposant sur le principe essentiel que celui-ci n'a pas de limites, entretient également cette idée qu'il est toujours possible de *différer* l'urgence ; que l'on aura toujours la possibilité de renégocier ou de développer une nouvelle solution de substitution, de compensation. Le *délai* résulte, lui de la déduction que l'histoire de notre monde moderne ne peut plus se construire sur le modèle de la succession de modes d'organisation destinés à se transformer, certes, mais à se maintenir indéfiniment. Le « délai » n'est pas une date fatidique qu'il ne faudrait pas atteindre ; il est au contraire une phase particulière d'examen, de doute, qui doit prendre appui sur les connaissances scientifiques du moment afin d'estimer le temps restant avant que la situation ne soit devenue complètement et définitivement irréversible. A cet égard, évidemment, l'angoisse constitue une caractéristique de cette phase : elle résulte de l'impossibilité d'échapper au projet qu'il présente. Cette perspective oblige à renégocier l'ordre des priorités du projet politique.

La conséquence « positive » d'un tel axiome se loge dans l'obligation à sortir d'une vision conditionnelle de l'avenir et à entrer dans une gestion *présente* de cette urgence. Obligation d'autant plus forte que l'action publique semble être – selon les mots de Jacques Theys : « *constamment en retard d'une guerre, et contrainte de rattraper à grand frais les négligences du passé. (...) cette stratégie de rattrapage et d'attentisme, souvent masquée par la communication, est désormais de moins en moins possible*[195] ». Ce qui fait de la gestion du temps une des priorités majeures des politiques, présentes et à-venir. « *Conjuguer la crise écologique au conditionnel n'a plus de sens* - Comme l'indique Bruno Villalba - *différer les décisions pas plus. Le délai n'est pas pour autant un renoncement à agir, il est, au contraire, une possibilité offerte à l'homme pour reprendre la maîtrise de ses choix. Car l'hypothèse du délai n'est pas de dire combien de temps il reste pour décider, mais d'examiner dans ce délai la capacité de pouvoir proposer des solutions innovantes. Le délai offre un nouvel espace d'autonomie : non pas de principe, mais de réalité*[196] ». Le délai permet ainsi de se concentrer sur notre propre responsabilité dans l'élaboration d'un projet politique adapté aux limites et aux incertitudes radicales de nos sociétés modernes. Le délai, loin de constituer un renoncement, propose au contraire une méthode pour débrider l'imagination politique.

[195] Jacques Theys, « Cinquante ans de politique française de l'environnement : évaluation et prospectives », Encyclopédie du développement durable, N°246, Janvier 2018.
[196] Bruno Villalba. « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & politique*, vol. 40, no. 2, 2010, p.97

ANNEXES

Annexe 1. Sondage IFOP/ Fondation Jean Jaurès « collapsologie » Novembre 2019

Sources : Enquête internationale sur la « collapsologie », Novembre 2019, Sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès ; Jean-Laurent Cassely, Jérôme Fourquet, « La France : patrie de la collapsologie ? », enquête pour la Fondation Jean Jaurés, Février 2020.

L'adhésion à la théorie d'un effondrement de la civilisation

La cause la plus probable de l'effondrement de la civilisation par tranche d'âge en France

QUESTION : Selon vous, le monde d'après l'effondrement de la civilisation ressemblera plutôt... ?

Base : aux personnes estimant que la civilisation telle que nous la connaissons va s'effondrer dans les années à venir

Annexe 2. Rapport UICN 2017- Extinction des espèces

Source : Etude réalisée pour l'UICN : « Accélération de la crise d'extinction des espèces », par Gerardo Cebellas, Paul Ehrlich et Rodolfo Dirzo, publié dans *Proceedings of the National Academy of Sciences*, le 10 juillet 2017.

Annexe 3. Données sur l'Anthropocène

Sources : Tableau tiré de Will Steffen et Al. « The trajectory of the anthropocene : the great acceleration », *The Anthropocene Review*, mars 2015 ; Will Steffen, Paul J. Crutzen and John R. McNeill, "The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature?", Ambio, Vol. 36, No. 8, dec., 2007. Encadré explicatif des derniers débats.

L'ANTHROPOCENE ET SES DEBATS

Le terme d'Anthropocène, introduit par Paul Crutzen en 2000, suivie d'une publication du même auteur dans la revue *Nature* en 2002, a fait couler beaucoup d'encre, et continue de le faire. Ce terme a littéralement modifié les perceptions, les cadres d'analyse du champ mais également bien sûr, la nature des réflexions relatives au champ environnemental, et ceci avant même que ne soit stabilisé la notion et donc la décision du comité de stratigraphie.

Cela a créé des oppositions fortes dans le monde de la géologie et certains spécialistes, aujourd'hui, reviennent sur cette agaçante inflation du terme Pour eux, la proposition de Crutzen, qui s'est faite à l'issue d'une conférence organisée à Amsterdam en 2001 relative au programme international Géosphère-Biosphère, avait surtout vocation à revendiquer un nouveau système global pour les sciences environnementales. Cela afin d'alerter le grand public au sujet du degré catastrophique d'altération du « système Terre » par l'activité humaine. Mais une frange de la géologie : Crutzen, en non-géologue, a utilisé ce mot dans un sens vernaculaire - comme on parle de l'ère chrétienne ou de l'ère industrielle. Là où pour les géologues, une ère (le Paléozoïque, Mésozoïque…) se chiffre en dizaines de millions d'années.

Les débats à cet égard se poursuivent encore. En 2012, a eu lieu le 34e Congrès International de Géologie ; beaucoup attendait de connaître le résultat de la sous-commission internationale sur la stratigraphie quaternaire visant à statuer sur la sortie ou non de l'Holocène. C'est lors du congrès de 2016 qui s'est tenu au cap en Afrique du sud qu'il a été établi que l'humanité était sortie de l'holocène, débuté il y a 11 700 ans, avec la fin du grand âge glaciaire, pour entrer dans l'anthropocène. Mais n'a pas encore établit le point stratotypique mondial, autrement baptisé « clou d'or » qui consiste à trouver la particularité, inscrite dans les couches de la Terre, qui trahit le phénomène (teneur en CO2, présence de micro-plastiques, teneur en nitrates, dépôts de suie, pollution au mercure, dispersion de particules de béton – les signaux ne manquent pas). En 2018, enfin, la sous-commission internationale sur la stratigraphie a, elle, décidé d'ajouter trois sub-divisions à l'Holocène : le Greenlandien, le Northgrippien et le Meghalayen. Nous serions ainsi encore dans ce dernier « âge» qui coïnciderait avec la période de grande sécheresse qui a sévit tant au Moyen-Orient qu'en Asie il y a 4 250 ans. Les deux premiers « âges » faisant référence à des études de stratigraphie effectuées au Groenland et corrélées aux carottages glaciaires et le Meghalayen faisant lui référence aux études stratigraphiques effectuées dans la grotte de Mawmluh en Inde corrélée aux carottages glaciaires du Mont Logan au Canada.

Le sous-groupe qui travaille, lui, sur l'Anthropocène a, en 2016, validé la proposition d'entrer dans l'Anthopocène. Ils ont en 2019 confirmé le vote en faveur d'un début du processus au milieu du XXe siècle et ont fait paraitre leurs conclusions dans *la Revue Nature le 21 mai 2019.* Ils doivent désormais défendre cette proposition devant la Commission internationale de stratigraphie. Aussi, en la matière, les débats ne font que commencer…

Annexe 4. Données sur les limites planétaires

Sources : Etat de l'environnement 2019, Rapport de synthèse, MTES ; encadré explicatif sur les neufs limites planétaires établies par Rockstrom ; schéma des limites planétaires, tiré de : Steffen et al., Planetary Boundaries : Guiding human development on a changing planet, *Science*, 2015, Vol. 347, n° 6223.

L'environnement en France – édition 2019 | Rapport de synthèse

Limites planétaires	Situation mondiale		Situation / Contribution de la France
Changement climatique	Limite dépassée (notamment en termes de concentration de CO_2 dans l'atmosphère ; objectif de réchauffement maximal inférieur à 2 °C).		La France dépasse le budget cible de 1,6 à 2,8 t de CO_2 par personne et par an ; ses seules émissions territoriales s'élèvent à 4,9 t/hab. et l'empreinte CO_2 de sa population liée aux importations est de 7,9 t/hab.
Érosion de la biodiversité	Limite dépassée (le taux d'extinction d'espèces dépasse 10 fois le seuil fixé).		Évolution préoccupante selon l'indice Liste Rouge (de l'UICN), en métropole et dans les outre-mers. Par ailleurs, la présence en proportion importante d'espèces endémiques (exclusives d'un territoire) confère à la France une forte responsabilité vis-à-vis de ce patrimoine unique, souvent menacé.
Perturbation du cycle de l'azote, et du cycle du phosphore	Limite largement dépassée pour l'azote (pertes excessives). Limites dépassées pour le phosphore.		Les surplus d'azote et de phosphore tendent à diminuer avec des dépassements des seuils à l'échelle locale ; problèmes d'eutrophisation.
Changements d'utilisation des sols	Limite dépassée (surfaces forestières insuffisantes pour la régulation du climat).		La France contribue à la déforestation mondiale *via* ses importations ; la surface boisée nationale augmente mais les terres agricoles diminuent.
Acidification des océans	Limite globale non atteinte.	Forts risques d'acidification avec le réchauffement climatique.	Des effets de l'acidification marqués, notamment sur la faune (huîtres, poissons, récifs coralliens des outre-mers, etc.).
Utilisation mondiale de l'eau	Limite globale respectée (part de la ressource renouvelable en eau que les activités humaines peuvent utiliser sans compromettre durablement les écosystèmes).		Prélèvement global en deçà du seuil, mais les volumes prélevés en été (notamment pour le refroidissement des centrales nucléaires ou pour l'agriculture) dépassent localement les volumes d'eau renouvelables disponibles.
Appauvrissement de l'ozone stratosphérique	Limite quasiment satisfaite après des années de dépassement.		Les substances réglementées qui appauvrissent la couche d'ozone ont quasiment disparu ; certains des produits de substitution (ex : les hydrofluorocarbures ou HFC) ont toutefois un potentiel de réchauffement climatique élevé, ce qui a conduit à réglementer également.
Augmentation des aérosols dans l'atmosphère	Seuil global non défini. Situations régionales préoccupantes (Asie Sud-Est).		Améliorations constatées en France sur les différentes émissions de particules.
Entités nouvelles dans la biosphère	Seuil global non défini. Nanoparticules, etc., avec des impacts écotoxicologiques et environnementaux potentiels (de 5 à 13 millions de tonnes rejetées chaque année dans les océans).		La France contribue aux rejets de polluants chimiques dans l'environnement sur son territoire, mais également dans les océans (déchets plastiques).

LES NEUF LIMITES PLANETAIRES ETABLIS PAR ROCKSTROM

- La première concerne le changement climatique. Au 19e siècle, le taux de CO_2 contenu dans l'atmosphère était de 280 ppm (partie par millions) ; le seuil à ne pas franchir pour rester en-deçà des 2° d'ici à 2100 est de 350 ppm. Nous sommes aujourd'hui à 415ppm. L'exploitation et l'usage des combustibles fossiles sont directement reliés à ces enjeux complexes.

- La deuxième limite concerne l'intégrité de la biosphère. Celle-ci se trouve considérablement affectée, érodée. On considère que, depuis 1970, en Europe : 80% des insectes ont disparus et 25% des espèces animales sont menacées ou éteintes : le taux d'extinction des espèces est ainsi considéré sans précédent.

- La troisième limite porte sur la modification des sols. On considère que les 3/4 de l'environnement terrestre ont été significativement modifiés par l'action humaine : 80% de la couverture forestière mondiale sauvage a été abattue. La dégradation des sols liée à l'agriculture extensive a aussi réduit de 23 % la productivité de l'ensemble de la surface terrestre mondiale.

- La quatrième limite concerne les flux de phosphore et d'azote. La teneur en nitrate et en phosphate, dans les sols et dans l'eau, acidifient les cours d'eau et entraînent des phénomènes de prolifération d'algues qui bloquent la lumière et tuent les écosystèmes.

- La cinquième limite concerne l'usage de l'eau douce : 300-400 millions de tonnes de métaux lourds, solvants, boues toxiques et autres déchets issus des sites industriels sont déversés chaque année dans les eaux du monde : près de 75% des ressources en eau douce sont aujourd'hui destinées à l'agriculture ou à l'élevage.

- La sixième limite est celle de l'acidification de l'océan. 30% du CO_2 émis se dissout dans nos océans ; cela génère des réactions chimiques qui réduisent le pH de l'eau de mer. Avec l'augmentation de l'acidité des océans, le zooplancton et les mollusques ont du mal à survivre et toute la chaine alimentaire s'en trouve déstabilisée.

- La septième limite concerne les nouvelles entités chimiques : biocides, nanoparticules, molécules de synthèse, qui polluent les corps et altèrent les écosystèmes.

- La huitième limite concerne aérosols et particules fines, fortement menaçantes pour la santé des populations présentes et futures, humaines et non-humaines.

- La neuvième limite concerne la réparation de la couche d'ozone que l'on considère pour acquise du fait de limites antérieures respectées mais qui pourrait aisément redevenir un problème.

Ces limites planétaires définies en 2009 et actualisées en 2015, restent néanmoins poreuses. Il a été établit qu'en 2010 : 3 étaient dépassées. En 2015, les scientifiques faisaient état de 4 limites dépassées : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, le changement d'usage des sols, et les flux biogéochimiques. La France a, depuis 2019, quant à elle, 6 limites de dépassées : émissions de CO_2 trop élevées, érosion de la biodiversité, perturbation du cycle de l'azote et du phosphore, contribution à la déforestation mondiale, acidification des océans et surutilisation des ressources d'eau douces.

Schéma des travaux du Stockholm Resilience Center, 2009.

Infographie des frontières planétaires, inspirée du livre : Les limites planétaires [Boutaud & Gondran, 2020], réalisé par l'ONG Ex-Naturae. (plus d'info : https://exnaturae.ong/tour-dhorizon-des-limites-planetaires/)

Frontières et limites planétaires (source: Boutaud & Gondran, 2020)

Annexe 5. Données sur la Collapsologie

Sources : Recensions statistiques du nombre d'occurrences dans la presse française des thématiques liée à la collapsologie sur 39 média du 12/06/2012 au 30/05/2019 tirées du Mémoire de Master 2 de sciences sociales du politique de Thibaud Affagard, « Les Collapsologues : Étude cartographique des espaces de structuration des discours de l'Effondrement en France », IEP Strasbourg, 2019 ; schéma des vecteurs de la collapsologie tiré du Rapport de défrichage d'Orléna Afkérios « les transformations socio-culturelles. Quels récits pour favoriser la transition écologique et solidaire ? », CGDD, MTES, Octobre 2019.

Nom média	Type média	Titre	ate publicati	ype publicati	Nom	Prénom	Nom	Prénom	Axes
Fakir	Journal	Pablo Servigne et François Ruffin : Une dernière bière ava	31/11/2018	idéo intervie	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
Libération	Journal	«Le scénario de l'effondrement l'emporte»	15/06/2012	Interview	Meadows	Dennis			Effondrement
L'express	Journal	Survivalisme: "Nous sommes prêts à faire face"	18/12/2012	Article					Survivalisme
France 4	Télévision	J'ai infiltré les survivalistes d'Alain Soral - L'Autre JT	11/12/2014	Vidéo					Survivalisme
Reporterre	Web-Journal	« Tout va s'effondrer. Alors... préparons la suite »	07/05/2015	Interview	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
France Culture	Radio	Et si l'effondrement était l'horizon de notre génération?	23/11/2015	Emission	Servigne	Pablo	Stevens	Raphael	Collapsologie
France Culture	Radio	Et si l'effondrement était l'horizon de notre génération?	23/11/2015	Emission	Servigne	Pablo	Stevens	Raphael	Servigne, Stevens, Chapelle
L'OBS	Web-Journal	Oui, tout peut s'effondrer	14/12/2015	Article					Effondrement
France 4	Télévision	Collapse	17/06/2016	Documentaire	Servigne	Pablo	Mignerot	Vincent	Effondrement
L'express	Journal	L'avancée de l'horloge de l'apocalypse annonce-t-elle vra	28/01/2017	Article					Effondrement
Libération	Journal	De la fin d'un monde à la renaissance en 2050	23/08/2017	Tribune	Cochet	yves			Effondrement
France Culture	Radio	Alerte à la 6ème extinction des espèces	20/09/2017	Emission					Effondrement
Thinkerview	Vidéaste	Jean-Marc Jancovici : Anticiper l'effondrement énergétiq	14/12/2017	idéo intervie	Jancovici	Jean-Marc			Effondrement
Alternatives économ	Magazine	Pablo Servigne : « La loi du plus fort est un mythe »	26/12/2017	Interview	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
France Inter	Radio	L'entraide	01/02/2018	Emission	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
Thinkerview	Vidéaste	Effondrement de la civilisation ? Pablo Servigne	23/02/2018	idéo intervie	Servigne	Pablo			Effondrement
Contretemps	Web-Journal	Effondrement ou autre futur ? Entretien avec Pablo Servi	06/03/2018	Interview	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
L'express	Journal	Les nouveaux survivalistes, plus écolos que paranos	23/03/2018	Article					Survivalisme
Libération	Journal	Bertrand Vidal : «Notre présent est si sûr que notre aveni	23/03/2018	Interview	Vidal	Bertrand			Survivalisme
L'express	Journal	Serge Blisko: "Le néo-survivalisme, un mélange d'écologi	24/03/2018	Interview	Blisko	Serge			Collapsologie
Libération	Journal	Fin du monde : pourquoi elle est pour demain (ou pas)	25/03/2018	Article					Effondrement
Usbeketrica	Journal	Un collapsologue nous explique « pourquoi tout va s'effo	25/05/2018	Podcaste	Wosnitza	Julien			Effondrement
HuffingtonPost	Web-Journal	Julien Wosnitza, 24 ans, pense que le monde va s'effondr	01/06/2018	Interview	Wosnitza	Julien			Effondrement
HuffingtonPost	Web-Journal	Julien Wosnitza, 24 ans, pense que le monde va s'effondr	01/06/2018	Billet					Collapsologie
Arte	Télévision	Arte. -Vox Pop. Dmitry Orlov et la collapsologie	05/06/2018	Interview	Orlov	Dmitry			Effondrement
Contretemps	Web-Journal	L'effondrement des sociétés humaines est-il inévitable ?	19/06/2018	Tribune					Collapsologie
Mediapart	Journal	Pablo Servigne: penser l'effondrement de notre monde	13/07/2018	idéo intervie	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
Contretemps	Web-Journal	Contre l'effondrement, pour une pensée radicale des mo	18/07/2018	Tribune					Collapsologie
Arrêt sur images	Télévision	Effondrement : "Un processus déjà en marche"	20/07/2018	Emission	Duterme	Renaud	Mignerot	Vincent	Effondrement
Arrêt sur images	Télévision	Effondrement : "dans le film d'apocalypse, il y a une dime	27/07/2018	Emission	Lafargue	Jean-Noël	Djoumi	Rafik	Storytelling
France Culture	Radio	Redifusion:Alerte à la 6ème extinction des espèces	04/08/2018	Emission					Effondrement
20 Minutes	Journal	Qu'est-ce que la collapsologie, la «science» qui prédit l'e	06/08/2018	Article					Servigne, Stevens, Chapelle
20 Minutes	Journal	«Comment faire pour que toute l'humanité n'y passe pas	07/08/2018	Article					Effondrement
20 Minutes	Journal	Tous zadistes ou tous morts? Trois scénarios de l'effondre	08/08/2018	Article					Effondrement
20 Minutes	Journal	Comment survivre à l'heure de l'effondrement du monde	09/08/2018	Article					Survivalisme
20 Minutes	Journal	«La Route», «Walking Dead», «The Leftovers»... Commer	10/08/2018	Article					Storytelling
Arrêt sur images	Télévision	Effondrement : "le survivalisme dépasse les catégories p	17/08/2018	Emission	Servigne	Pablo	Vidal	Bertrand	Survivalisme
20 Minutes	Journal	Pablo Servigne, un agitateur pas si pessimiste de la collap	18/08/2018	Interview					Servigne, Stevens, Chapelle
20 Minutes	Journal	Pablo Servigne explique la collapsologie en trois mots	19/08/2018	Interview					Servigne, Stevens, Chapelle
France Culture	Radio	Comment rendre crédible la catastrophe écologique ?	06/09/2018	Emission	Bourg	Dominique	Lindgaard	Jade	Ecologie politique
Thinkerview	Vidéaste	uand la Science appelle à l'aide pour l'humanité ? Aurélie	14/09/2018	idéo intervie	Barrau	Aurélien			Effondrement
Thinkerview	Vidéaste	Edgar Morin : L'effondrement ?	19/09/2018	idéo intervie	Morin	Edgar			Effondrement
Thinkerview	Vidéaste	Vincent Mignerot : Anticiper l'effondrement ?	20/09/2018	idéo intervie	Mignerot	Vincent			Effondrement
France Culture	Radio	Les temps de la fin (avant la fin des temps)	06/10/2018	Emission	Caster	Pierre-Henry	Diop	David	Effondrement
Terrestre	Web-Journal	L'effondrement comme métamorphose	11/10/2018	Article					Ecologie politique
Le monde Diplomatic	Journal	Appels sans suite	12/10/2018	Tribune					Ecologie politique
Basta!	Web-Journal	Climat et effondrement : « Seule une insurrection des soc	18/10/2018	Article					Collapsologie
France Culture	Radio	Collapsologie : penser l'effondrement	18/10/2018	Emission	Stevens	Raphaël	Pelluchon	Corine	Effondrement
Thinkerview	Vidéaste	P. Servigne & J. Blamont : Introduction au siècle des menz	18/10/2018	idéo intervie	Servigne	Pablo	Blamont	Jaques	Effondrement
France Culture	Radio	La fin du monde	21/10/2018	Emission	Castel	Pierr-Henri	Fressoz	Jean-Baptiste	Effondrement
Usbeketrica	Journal	« Le survivalisme est un loisir de nantis »	21/10/2018	Article	Vidal	Bertrand			Survivalisme
Futurible	Web-Journal	L'effondrement de la société industrielle, et après ?	26/10/2018	Article					Effondrement
France Culture	Radio	Faire face à l'effondrement	03/11/2018	Emission	Servigne	Pablo	Citton	Yves	Servigne, Stevens, Chapelle
Libération	Journal	Mauvaise nouvelle : le monde progresse !	06/11/2018	Article	Pinker	Steven			Progrés et déclin
Libération	Journal	La collapsologie : un discours réactionnaire ?	07/11/2018	Tribune	Fressoz	Jean-Baptiste			Effondrement
Libération	Journal	Effondrement, le début de la fin	07/11/2018	Article					Collapsologie
Le Média	Web-Journal	Éviter l'apocalypse - Bernard Stiegler	12/11/2018	idéo intervie	Stiegler	Bernard			Effondrement
Libération	Journal	«Une autre fin du monde est possible» ou l'éloge de l'acti	12/11/2018	Article					Servigne, Stevens, Chapelle
Data Gueule	Vidéaste	Géoingénierie : dernier mirage avant la fin du monde - #D	16/11/2018	idéo intervie	Daham	Amy			Ecologie politique
Reporterre	Web-Journal	Pablo Servigne : « Il faut élaborer une politique de l'effor	20/11/2018	Interview	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle

LCI	Télévision	Nos sociétés sont-elles au bord de l'effondrement ?	23/11/2018	Article					Collapsologie
LCI	Télévision	Trop peu, trop tard : 3 ans après, le procès de l'accord de F	23/11/2018	Article					Ecologie politique
LCI	Télévision	Effondrement, nucléaire et capitalisme : entretien avec Je	23/11/2018	Interview	Cochet	Yves	Jancovici	Jean-Marc	Collapsologie
LCI	Télévision	Qui est Pablo Servigne, apôtre de l'effondrement et père	23/11/2018	Article					Servigne, Stevens, Chapelle
L'OBS	Magazine	Tous collapsologues ? Pourquoi les penseurs de l'effondre	25/11/2018	Article					Inconnue
France Culture	Radio	Spéciale COP24 : climat, état d'urgence !	26/11/2018	Emissios	Fressoz	Jean-Baptiste	Hopkins	Rob	Ecologie politique
LCI	Télévision	"Les électorats n'ont plus la croissance comme imaginaire	28/11/2018	Interview	Bourg	Dominique			Progrés et déclin
Data Gueule	Vidéaste	Capitalisme : victoire par chaos climatique - #DATAGUEUL	30/11/2018	idéo intervie	Baillat	Alice			Ecologie politique
Mediapart	Journal	Climat: faut-il vraiment parler d'«effondrement»?	01/12/2018	idéo intervie	Morel Darleux	Corinne	Charbonnier	Pierre	Effondrement
TV5 Monde	Télévision	Daniel Tanuro : Le Bar de l'Europe du 02/12/18	03/12/2018	idéo intervie	Tanuro	Daniel			Effondrement
France Culture	Radio	Cyril Dion : « Arrêtons d'opposer les fins de mois et la fin	08/12/2018	Interview	Dion	Cyril			Effondrement
Télérama	Magazine	Le collapsologue Pablo Servigne : "Croire en des catastrop	17/12/2018	Interview	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
Lundimatin	Web-Journal	Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces - Fr	19/12/2018	Article					Effondrement
France Culture	Radio	Effondrement : 2019 ou la fin des temps ?	31/12/2018	Emissios	Castel	Pierre-Henri			Effondrement
Marianne	Magazine	Pour protéger l'environnement, l'ex-ministre Yves Cochet	04/01/2019	Article					Ecologie politique
Russia Today	Télévision	Climat : limiter les naissances «permettrait de mieux acc	04/01/2019	Article					Ecologie politique
Alternatives économ	Magazine	Analyse Les théories de l'effondrement sont-elles solide	07/01/2019	Article					
France Culture	Radio	Bienvenue dans l'anthropocène !	07/01/2019	Emissios	Bourg	Dominique			Effondrement
France Culture	Radio	Sommes-nous prêts pour la fin du monde ?	18/01/2019	Forum	Bourg	Dominique	Fleury	Cyntrhia	Effondrement
Alternatives économ	Magazine	Le monde est-il au bord de l'effondrement ?	01/02/2019	Article					Effondrement
France Inter	Radio	Comment se préparer psychologiquement à l'effondreme	05/02/2019	Emissios	Servigne	Pablo	Bopp	Laurent	Servigne, Stevens, Chapelle
Le monde	Journal	Du « coup de massue » à la « renaissance », comment les	05/02/2019	Article					Collapsologie
Le monde	Journal	Le succès inattendu des théories de l'effondrement	05/02/2019	Article					Collapsologie
Canal+	Télévision	La fin du monde a commencé ...	04/03/2019	Emissios	Wosnitza	Julien			Collapsologie
Contretemps	Web-Journal	La plongée des « collapsologues » dans la régression arch	06/03/2019	Article					Collapsologie
Le Dauphine libéré	Journal	Pablo Servigne : « Notre génération va vivre l'effondreme	08/03/2019	Article	Servigne	Pablo			Collapsologie
Fakir	Journal	L'entraide : l'autre loi de la jungle - Entretien avec Pablo S	12/03/2019	Interview	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
Public Sénat	Télévision	Ni optimisme ni pessimisme : la collapsologie comme mo	14/03/2019	Emissios					Effondrement
France Culture	Radio	Collapsologie : le pari de l'effondrement	16/03/2019	Emissios	Servigne	Pablo			Servigne, Stevens, Chapelle
France 5	Télévision	L'enquête - Collapsologie : notre monde va-t-il s'effondre	17/03/2019	Emissios	Servigne	Pablo			Collapsologie
Futurible	Web-Journal	Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondremet	22/03/2019	Article					Servigne, Stevens, Chapelle
Sputnik	Radio	Pour Julien Wosnitza, les océans, sixième continent? Non	25/03/2019	Emissios	Wosnitza	Julien			Effondrement
Sputnik	Radio	Pour Julien Wosnitza, les océans, sixième continent? Non	25/03/2019	Emission	Wosnitza	Julien			Effondrement
Télérama	Magazine	Cyclone, guerre civile ou attaque atomique... Au salon du	25/03/2019	Article					Survivalisme
France Culture	Radio	Collapsologie : le pari de l'effondrement	26/03/2019	Article					Collapsologie
France Culture	Radio	Théorie de l'effondrement : la "collapsologie" est-elle jus	26/03/2019	Article					Effondrement
Futurible	Web-Journal	Les communautés de l'effondrement	26/03/2019	Article					Effondrement
BFMTV	Télévision	"Tout ça va finir par péter": un ancien ministre de l'Enviro	27/03/2019	Reportage	Cochet	Yves			Effondrement
HuffingtonPost	Web-Journal	Comment gérer la théorie de la fin du monde avec sérén	27/03/2019	Interview	Wosnitza	Julien			Effondrement
France Inter	Radio	Yves Cochet prépare sa fin du monde à la campagne	28/03/2019	Emission					Effondrement
M6	Télévision	Les "collapsologues" se préparent pour la fin du monde	28/03/2019	Reportage					Survivalisme
France Inter	Radio	Toutes vos questions à Cyril Dion et Pablo Servigne sur le	29/03/2019	Emission	Servigne	Pablo	Dion	Cyril	Effondrement
Libération	Journal	Hamit Bozarslan : «Croire à l'effondrement de nos société	31/03/2019	Article	Bozarslan	Hamit			Effondrement
France 24	Télévision	Cyril Dion : pour le climat, "nous avons jusqu'à 2030 pour	02/04/2019	Emission	Dion	Cyril			Effondrement
Reporterre	Web-Journal	L'effondrement qui vient est une chance à saisir	09/04/2019	Article					Effondrement
France Culture	Radio	Notre-Dame en flammes, collapsologie d'une cathédrale	17/04/2019	Emission					Effondrement
Libération	Journal	Les prédictions climatiques d'il y a dix ans sont-elles conf	19/04/2019	Forum					Effondrement
France Inter	Radio	Fin du monde, fin du mois : même combat	04/05/2019	Emission	Darleux	Corinne Morel	Fressoz	Jean-Baptiste	Effondrement
France Inter	Radio	Réflexions sur l'effondrement avec Corinne Morel Darleu	04/05/2019	Interview	Morel Darleux	Corinne			Ecologie politique
Libération	Journal	Luc Semal «Le catastrophisme peut contribuer à esquisser	08/05/2019	Interview	Semal	Luc			Effondrement
France Culture	Radio	Le rapport de l'IPBES sur l'effondrement du vivant	10/05/2019	Emission	Boeuf	Gilles	Fricaln	Jean-Christophe	Effondrement
France Culture	Radio	Le rapport de l'IPBES sur l'effondrement du vivant	10/05/2019	Emission	Boeuf	Gilles			Effondrement
Mediapart	Journal	L'effondrement : une crainte de privilégiés ?	15/05/2019	idéo intervie	Semal	Luc			Effondrement
France Culture	Radio	La fin du monde et nous. Tous survivalistes ? (1/4)	20/05/2019	Emission	Servigne	Pablo	Dupuy	Jean-Pierre	Effondrement
France Culture	Radio	La fin du monde et nous. Tous survivalistes ? (2/4)	21/05/2019	Emission	Le Naour	Gwenola	Luttof	Céline	Ecologie politique
France Culture	Radio	La fin du monde et nous. Tous survivalistes ? (3/4)	22/05/2019	Emission	San Giorgio	Piero	Vidal	Bertrand	Survivalisme
France Culture	Radio	Comment ne rien faire face à la fin des temps ?	22/05/2019	Emission					Effondrement
France Culture	Radio	La fin du monde et nous. Tous survivalistes ? (4/4)	23/05/2019	Emission	Clodic-Tanguy	Flora	Vidal	Bertrand	Survivalisme
France Culture	Radio	Rapport sur la biodiversité : comment évaluer l'effondrer	27/05/2019	Emission	Silvain	Jean-François	Barnerias	Cyril	Effondrement

Les vecteurs sur la théorie de l'effondrement
Groupes Facebook
Adopte un.e collapso
Collapsologie et humour
Collapsologie, les limites à la croissance
Coming-out : Effondrement, résilience, collapsologie et transition écolo
Effondrement : l'Atelier du Storytelling et des Imaginaires
La Collapso Heureuse
Nouveaux modèles économiques de l'Anthropocène
Stratégies et politiques de l'effondrement
Transition 2030
Transition 2030 pour les nuls
Multimédias
Webséries
NEXT (Clément Montfort)
Effondrement (Canal Plus)
Podcasts
Face aux catastrophes (France Culture)
Présages (Alexia Soyeux)
Sismique (Julien Devaureix)
Magazines et BD
Tout va Bien, enfin ça va aller
Yggdrasil
Chaînes Youtube / Youtubeurs
L'Actu Animée (Alexis Koleszar)
Après l'Effondrement
Collapso
Dam vit l'Effondrement
Et tout le monde s'en fout (Axel Lattuada)
JOYCA (Jordan Rondelli) et Fabien Olicard
La Barbe (Nicolas Meyrieux)
Professeur Feuillage (Mathieu Dumery)
Thinkerview (Sky)
Vox Plebeia
Partager c'est Sympa (Vincent Verzat)
Le JTerre (Félicien Bogaerts)
Le Biais Vert (Félicien Bogaerts)
Blogs et médias indépendants
Mr Mondialisation
Le Partage (Nicolas Casaux)
Blog Loïc Steffan
Lanceurs d'alerte
Aurélien Barrau
Manifestes et Initiatives
Le Plus Grand Défi de l'histoire de l'Humanité
Il est encore temps
On est prêt (Magali Payen)
L'Affaire du Siècle

Annexe 6. Le mouvement des « villes en transition »

Encadré explicatif sur le mouvement des villes en transition

THE TRANSITION TOWNS

Le mouvement est né en Grande-Bretagne en septembre 2006 dans la petite ville de Totnes. L'enseignant en permaculture Rob Hopkins avait créé le modèle de Transition avec ses étudiants dans la ville de Kinsale en Irlande un an auparavant. Il y a aujourd'hui plus de 250 initiatives de Transition dans une quinzaine de pays réunies dans le réseau de Transition (Transition Network) et il y en aurait 600 en cours de constitution ou en gestation.

Les villes en transition s'articulent autour de deux données fortes, entendues comme principes limitatifs : 1) le pic de pétrole 2) la crise climatique. Il s'agit donc d'inciter les citoyens d'un territoire (village, commune, ville ou quartier d'une ville) à prendre conscience des profondes conséquences à venir, et de l'urgence de s'y préparer en mettant en place des solutions locales visant à :* Réduire ses émissions de CO2 et sa consommation d'énergie d'origine fossile selon un Plan d'action de descente énergétique,* Retrouver un bon degré de résilience par la relocalisation de ce qui peut l'être et par l'intensification des liens entre habitants et acteurs économiques locaux ; * Et se former et acquérir les compétences et qualifications qui deviendront nécessaires. En ce sens que moins d'énergie, c'est probablement la disparition de nombreux métiers, mais aussi un besoin de main d'œuvre plus grand dans certains secteurs (agriculture, bâtiment.), le retour de certaines industries disparues (textile, sidérurgie), et le développement et de nouveaux métiers (systèmes de recyclage, écoconstruction etc.).

Les plans de descente énergétique contiennent la vision du territoire et décrivent les étapes de la transition, qui vise à : Dresser un état des lieux de la dépendance énergétique locale, notamment aux carburants fossiles ; étudier les schémas directeurs, plans et statistiques locales ; élaborer la vision : se projeter dans 20 ans, dans une vie avec beaucoup moins d'émissions de CO2 et d'énergie fossile ET la décliner dans les différentes commissions thématiques ; et établir un « rétroplanning » : quelles conditions, moyens et étapes pour réaliser la transition.

Ils utilisent pour cela des indicateurs de résilience, qui sont :
– l'empreinte écologique du territoire
– ses émissions de CO2
– le % d'aliments produits localement
– l'engagement des collectivités locales
– l'évolution du trafic local
– le % d'habitants travaillant localement
– le % de produits essentiels produits localement ou à proximité
– le % de matériaux de construction et d'énergie produits localement, etc

Annexe 7. Régimes d'énonciation et matrices du futur

Sources : Matrice des futurs, extraite de : F. Chateauraynaud et J. Debaz, « Agir avant et après la fin du monde, dans l'infinité des milieux en interaction », *Multitudes*, 2019/3, n°76 ; Les régimes d'énonciation tirés de : « Les scénarisations du futur en régime de controverse. Regard sociologique sur quelques dossiers énergétiques conflictuels », 4éme Conférence méthodologique de IWEPS, Contribution à une prospective au service de la gouvernance, Namur, décembre 2012.

Huit régimes d'énonciation orientés vers le futur

	Modalisation	Logique d'action	Prototypes	Forme de la critique
Urgence	Le temps manque. Il est soustrait par la force de l'événement	Course contre la montre pour sauver une situation (ou conquérir une position) ; le présentisme domine et le temps nécessaire à l'action excède le temps offert par la situation	Déclenchement d'un plan de secours en situation d'alerte	On ne peut pas tout traiter en urgence ; l'urgence fait prendre des décisions aux conséquences fâcheuses surtout quand elle provient d'un défaut de préparation
Attente	Temps suspendu	Déplacement continu de l'horizon d'attente ; l'expérience de la durée exige de la patience ; absence de vision univoque de ce qui peut advenir	Panne : attente du retour à la normale d'un fonctionnement interrompu	Ne pas rester inactif ; perte de temps ; attentisme ou immobilisme ; ennui
Anticipation	Accélération du temps. Etre en avance sur le processus.	Action sur le processus en cours par l'ouverture de capacités d'agir ; rôle majeur des expériences antérieures et des grands précédents Dépassement de l'alternative de l'urgence et de l'attente par la préparation (*preparedness*) ; on agit en amont, par avance, sans attendre, avant qu'il ne soit trop tard	Alerte climatique ; biodiversité ; pandémies ; Différents usages du principe de précaution	Manque d'attention/vigilance ; surinterprétation de signaux faibles ; aller plus vite que la musique
Prévision	Temps calculé et linéarisé, avec projection des états du monde	Dispositif, modèle, espace de calcul, projection, extrapolation et planification	Modèle de croissance ; population mondiale ; vieillissement ; évolution d'indicateurs ; la fin du pétrole	Imprévisibilité ; gros effets de cadrage qui préemptent le futur ; projection naïve du passé
Prospective	Temps déplié, non-linéaire, ouvert sur une pluralité de temporalités	Scénarisation des futurs, ouverture aux possibles, variation des degrés d'incertitude	Scénarios énergétiques ; ruptures dans les cycles d'innovations technologiques	Prolifération de scénarios indécidables et accroissement des incertitudes. Risque de relativisme
Promesse	Génération de délai et de report vers le futur	Projet porté par un auteur-acteur qui cherche à convaincre les autres ; la crédibilité dépend du délai annoncé et de l'articulation du « déjà-là » et du « pas encore ». Tenir ses promesses, promettre, s'engager à ; annoncer, « Bientôt nous pourrons… »	OGM ; réduction des intrants en Agriculture ; thérapie génique ; biologie synthétique ; nanobiotechnologies ; neurosciences ; ITER ; humanité augmentée	Les promesses ne sont jamais tenues ; elles n'engagent que ceux qui y croient et ne résistent pas aux épreuves de réalité.
Prophétie	Temps eschatologique, créant un pont invisible entre l'instant et l'éternité	Vision soutenue par un énonciateur transformé en annonciateur ; asymétrie entre le visionnaire et ses cibles aveuglées par le présent et l'habitude. Fatalité : inéluctablement, inévitablement, fatalement, on n'y coupera pas …	Disparition de l'humanité ou post-humanité Destruction de la planète, fin du monde *versus* avènement d'un nouveau monde	Catastrophisme *versus* prophétie de bonheur Irrationalité Eschatologie sous-tendue par une vision religieuse du monde
Science-Fiction	Temps fictionnel	Monde peuplé d'entités qui lèvent la contrainte de recoupement avec le monde connu, bien qu'il y ait une continuité assurée par la structure narrative. La SF ouvre l'espace des possibles de l'imagination	1984 La Proie et la figure de la dissémination fatale des	La SF colonise l'espace de représentation des sciences et des techniques, brouille les frontières entre possible et impossible, et met en circulation des « croyances irrationnelles »